

**Direction générale de la recherche appliquée
Politique stratégique
Développement des ressources humaines Canada**

Investir dans nos enfants : Idées à retenir

***Rapport de la Conférence nationale sur la recherche
tenu à Ottawa, du 27 au 29 octobre 1998***

Les opinions exprimées dans les documents de la Direction générale de la recherche appliquée sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue de Développement des ressources humaines Canada ou du gouvernement fédéral.

■



Imprimé 1999
ISBN: 0-662-83964-1
N° de cat. MP33-12/1999F



Si vous avez des questions concernant les documents publiés par la Direction générale de la recherche appliquée, veuillez communiquer avec :

Service des publications
Direction générale de la recherche appliquée
Politique stratégique
Développement des ressources humaines Canada
140, Promenade du Portage IV, 4^e étage
Hull (Québec) Canada
K1A 0J9

Téléphone : (819) 994-3304
Télécopieur : (819) 953-8584
Courrier électronique : research@spg.org
<http://www.hrhc-drhc.gc.ca/dgra/>

Remerciements

Le présent document résume les idées émises au cours des ateliers de la conférence Investir dans nos enfants. Nous devons donc remercier d'abord et avant tout les 370 personnes qui y ont participé. Tout au long de la conférence, leur passion pour les enfants était palpable. Des remerciements tout particuliers vont à ceux qui ont apporté des idées sur les mesures possibles dans les secteurs des politiques et des programmes, en puisant dans leur expérience personnelle et dans le travail qu'ils effectuent dans différents domaines. Nous espérons que vous reconnaîtrez vos idées ici, et que vous tirerez profit de celles des autres.

Ensuite, nous voulons remercier sincèrement les auteurs; ils ont eu la difficile tâche de rassembler des questions, des commentaires, des opinions et des discussions, et de faire le tri dans ce pot-pourri. Merci à Havi Echenberg et à Lynne Toupin (chapitre 1), à Saul Schwartz et à John Greenwood, de la Société de recherche sociale appliquée (chapitre 2), à Delaney Turner, du Conseil canadien de développement social (chapitre 3), à Nathan Gilbert, de la Fondation Laidlaw (chapitre 4), à Karen Kidder et à Dianne Rogers, de l'Institut canadien de la santé infantile (chapitre 5), à Louise Hanvey et à Susan Swanson (chapitre 6), à Christa Japel et à Martine Hébert du Groupe de recherche sur l'inadaptation psychosociale chez l'enfant (G.R.I.P) de l'Université de Montréal (chapitre 7) et à Carol Crill Russell et à Melissa Culter de la Fondation Investir dans l'enfance (chapitre 8).

Un gros merci à Molly Wolfe qui a révisé tout le document, à Blaize Mumford pour son travail sur l'introduction et la conclusion et à la section des publications de la Direction générale de la recherche appliquée qui a coordonné la publication de tout le document.

La conférence elle-même a été financée en partie par le Groupe Financier Banque Royale, la Fondation Investir dans l'enfance et Johnson & Johnson.

Ce document a été produit par les membres du personnel de la Direction des études sur la sécurité du revenu et le développement social, Direction générale de la recherche appliquée, Développement des ressources humaines Canada, entre autres Satya Brink, Sarah Connor, Cindy Cook, Margo Craig Garrison, Tony Haddad, Joanne Jones, Susan McKellar, Liz Nieman, Christina Norris, Joelle Picard et Allen Zeesman.

Table des matières

Introduction	1
Contexte et objectifs de l’ELNEJ	1
Le pouvoir des données longitudinales.....	2
Investir dans nos enfants : Une conférence nationale sur la recherche.....	3
Aperçu des chapitres	5
1. Atelier 1 : Les structures familiales	11
1.1 Les questions.....	11
1.2 Thèmes de l’atelier.....	12
1.3 Idées à retenir	16
1.4 Conclusions.....	19
1.5 Les étapes ultérieures	20
1.6 La recherche.....	22
2. Atelier 2 : Le rôle parental et le travail	25
2.1 Les questions.....	25
2.2 Thèmes de l’atelier.....	26
2.3 Idées à retenir	27
2.4 Conclusion	33
3. Atelier 3 : L’école	37
3.1 Les questions.....	37
3.2 Thèmes de l’atelier.....	38
3.3 Idées à retenir	41
3.4 Conclusions.....	47
4. Atelier 4 : Les influences de la collectivité	51
4.1 Les questions.....	51
4.2 Thèmes de l’atelier.....	52
4.3 Idées à retenir	54
4.4 Conclusion	60
5. Atelier 5 : La santé	65
5.1 La question.....	65
5.2 Thèmes de l’atelier.....	66
5.3 Idées à retenir	69

5.4	Priorités en matière de recherche	78
5.5	Conclusions.....	79
6.	Atelier 6 : Les comportements déviants.....	81
6.1	La question.....	81
6.2	Thèmes de l'atelier.....	81
6.3	Idées à retenir	85
6.4	Conclusion	93
7.	Atelier 7 : Les expériences vécues au cours de l'enfance	95
7.1	La question.....	95
7.2	Thèmes de l'atelier.....	96
7.3	Idées à retenir	98
7.4	Conclusion	103
8.	Atelier 8 : Les enfants vulnérables	109
8.1	La question.....	109
8.2	Thèmes de l'atelier.....	110
8.3	Idées à retenir	115
8.4	Conclusions.....	120
Conclusion	123
	Sommaire—Orientations futures	123
	Thème 1 : Des interventions universelles et des interventions ciblées	125
	Thème 2 : Les interventions précoces.....	126
	Thème 3 : Les pratiques parentales.....	128
	Thème 4 : Les partenariats et l'intégration des services	130
	Thème 5 : La maison, l'école et la collectivité	131
	Thème 6 : Le travail et le revenu	132
	Les recherches essentielles	135
	Le mot de la fin	137
Annexe—La recherche	139

Introduction

À l'heure actuelle, la société canadienne vit des changements importants tandis qu'elle s'adapte à une économie mondiale qui est de plus en plus caractérisée par la concurrence et une forte concentration de savoir. Comme notre contexte socioéconomique se transforme sous l'effet de la mondialisation et de la révolution technologique, la santé et la croissance économique de la société canadienne reposent sur notre aptitude collective à préparer nos enfants pour l'avenir.

La prospérité future des pays passe par le savoir et l'innovation, lesquels dépendent des ressources humaines, c'est-à-dire des enfants qui grandissent aujourd'hui. Les administrations publiques ont la responsabilité de collaborer avec tous les secteurs de la société à accroître la cohérence des politiques et des programmes afin d'offrir aux enfants des possibilités accrues et équitables de réaliser leur plein potentiel. Les Canadiens reconnaissent depuis longtemps que les collectivités doivent être en mesure de trouver leurs propres ressources et d'élaborer leurs propres stratégies en vue d'améliorer les environnements dans lesquels vivent leurs enfants. Il est essentiel d'obtenir de meilleurs renseignements sur la situation des enfants et sur les résultats de nos efforts collectifs.

Si nous voulons bâtir une société à la fois compétente et capable de s'adapter au changement, il importe au plus haut point de faire un suivi longitudinal de la santé et du développement des enfants canadiens. L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ) fournira aux chercheurs et aux décideurs les indications nécessaires pour élaborer un ensemble favorable de politiques et de programmes gouvernementaux qui permettront d'assurer le sain développement de nos enfants.

Développement des ressources humaines Canada a présenté les résultats du premier cycle de l'ELNEJ lors de sa conférence nationale, *Investir dans nos enfants : Une conférence nationale sur la recherche*, qui a eu lieu à Ottawa en octobre 1998. Les objectifs de la conférence étaient de mettre en lumière les plus récentes recherches menées dans le cadre de l'ELNEJ sur les enfants et les familles au Canada, et d'amener les chercheurs, les praticiens et les décideurs à discuter de l'application de ces nouvelles connaissances à l'élaboration des politiques et des programmes. Dans le présent rapport, nous décrirons les idées à retenir des discussions en atelier. Commençons toutefois par une mise en contexte.

Contexte et objectifs de l'ELNEJ

L'ELNEJ est une vaste enquête longitudinale qui consiste à suivre l'évolution d'un grand échantillon d'enfants jusqu'à l'âge adulte, afin de mesurer le développement et le bien-être des enfants et des jeunes au Canada. Développement des ressources humaines Canada (DRHC) a pour rôle de diriger l'élaboration du contenu de l'enquête et de coordonner, de sous-traiter et de diffuser les travaux de recherche, tandis que Statistique Canada se charge d'amasser, de traiter et de communiquer les données aux deux ans. Les chercheurs ont l'occasion de contrôler d'éventuels facteurs de risque et de protection, ainsi que les incidences de ces facteurs sur le développement des enfants au fil des ans. Les conclusions tirées de l'analyse des données d'enquête servent déjà à orienter les activités et les décisions stratégiques à tous les niveaux.

L'objectif premier de l'ELNEJ est d'établir une base de données nationale sur les caractéristiques et les expériences de vie des enfants et des jeunes au Canada depuis l'enfance jusqu'à l'âge adulte.

L'ELNEJ comporte un examen de divers facteurs influant sur la croissance et le développement des enfants. Ses trois buts principaux sont les suivants :

- Fournir des données à l'appui de l'analyse longitudinale de la prédominance de diverses caractéristiques biologiques, sociales et économiques et des facteurs de risque parmi les enfants et les jeunes, y compris les milieux dans lesquels ils vivent, et à l'appui du diagnostic des causes de mauvais résultats et des variables prédictives de bons résultats;
- Permettre de comprendre les facteurs qui influent sur le développement et le bien-être des enfants au Canada, et leur incidence sur les résultats qu'ils obtiennent;
- Transmettre ces renseignements aux responsables des politiques et des programmes, afin qu'ils s'en servent pour élaborer des politiques et des stratégies efficaces destinées à aider les jeunes à mener une vie saine, active et gratifiante.

Avant l'ELNEJ, nos connaissances sur les caractéristiques et les expériences des enfants au Canada étaient déficitaires, surtout en ce qui a trait aux premiers stades de leur développement. L'ELNEJ permettra de combler cette lacune en fournissant un cadre d'interprétation du développement des enfants au Canada. Les chercheurs utiliseront ce cadre pour examiner de nombreuses questions qui demeurent sans réponse à propos des enfants canadiens.

Le premier cycle de la collecte et de l'analyse des données est maintenant terminé, et les résultats nous permettent de juger en connaissance de cause de la situation des enfants canadiens au cours des premiers stades de leur développement, et des genres de facteurs familiaux et communautaires qui influent sur leur jeune vie. Les données qui seront réunies au cours des cycles ultérieurs apporteront une contribution encore plus utile. Les données longitudinales nous aideront à comprendre les processus qui modifient les risques et qui favorisent le sain développement des enfants au fil des ans. Grâce à ces connaissances, les décideurs et les chercheurs pourront élaborer des stratégies et des programmes efficaces qui aideront les enfants à s'épanouir dans notre société en évolution.

Le pouvoir des données longitudinales

Les possibilités qu'offrira l'ELNEJ au fil du temps représentent sans doute sa qualité la plus emballante. Pour bien comprendre ces possibilités, il importe d'examiner les résultats de recherche qui sont actuellement disponibles, à la lumière de leurs futures possibilités. Les données du premier cycle de l'ELNEJ sont dites transversales, car elles ont été amassées à un moment précis auprès d'un échantillon de la population visée. Ces données décrivent la situation des enfants au Canada au moment de la collecte des données en 1994-1995. Parce que les données transversales se rattachent à un moment particulier, il n'est pas possible d'analyser l'évolution dans le temps, ni d'examiner directement les relations causales.

Les données sont dites longitudinales quand elles sont recueillies par intervalles auprès des mêmes enfants. Dans le cadre de l'ELNEJ, le même groupe d'enfants et de jeunes feront l'objet d'un suivi aux deux ans jusqu'à ce qu'ils deviennent adultes. Cette méthode longitudinale de collecte des données permettra d'examiner les changements survenus au fil des ans et fournira aux chercheurs l'information dont ils ont besoin pour préciser la séquence des facteurs qui mènent à des résultats particuliers. Grâce aux données longitudinales, il sera possible de suivre l'évolution des enfants

selon divers genres de familles et différentes circonstances de vie, de sorte à déterminer les effets à long terme de facteurs tels que la pauvreté et la monoparentalité. Les enfants en question ont fait l'objet d'un suivi pendant le deuxième cycle de l'enquête, et les données sont en cours d'analyse. La collecte des données du troisième cycle se déroule à l'heure actuelle.

Les données du premier cycle, recueillies auprès d'un vaste échantillon représentatif d'enfants canadiens (âgés de 0 à 11 ans), rendent fidèlement compte d'importantes caractéristiques de la population. Des renseignements ont été amassés sur 22 831 enfants canadiens à partir de la naissance jusqu'à l'âge de 11 ans. Dans chaque ménage participant à l'enquête, il s'agissait d'interviewer la «personne qui connaît le mieux» (PCM) l'enfant ou les enfants, habituellement la mère, afin d'obtenir des renseignements sur les enfants et leur famille. Les enfants de 10 et de 11 ans, les sujets les plus âgés visés par l'enquête, ont également été invités à remplir un questionnaire sur leurs expériences et leurs opinions. En outre, les enseignants et les directeurs d'école ont fourni un complément d'information dans le cadre de l'enquête.

Les analyses des données issues d'une cohorte de cette taille fournissent de bonnes estimations des tendances du développement et permettent un examen initial de nombreuses questions se rattachant au développement des enfants. Ces analyses brossent un tableau de la vie des enfants canadiens et des milieux dans lesquels ils vivent. Les données du premier cycle constituent un point de départ qui jette les bases des travaux d'enquête ultérieurs. Bien des questions relatives au développement des enfants doivent être examinées à la lumière des données réunies à différents stades de la vie de ces derniers. Il ne fait pas de doute que nous pourrions tirer le maximum de l'ensemble des données seulement quand les cycles ultérieurs seront achevés.

Investir dans nos enfants : Une conférence nationale sur la recherche

Le ministre de Développement des ressources humaines Canada, l'honorable Pierre S. Pettigrew, a prononcé le discours inaugural devant une foule enthousiaste de plus de 350 participants représentant des municipalités et des organismes communautaires, des organismes non gouvernementaux, des administrations provinciales et territoriales, des universités et des collèges, ainsi que des ministères fédéraux.

Au cours de la séance inaugurale, un groupe international a présenté les résultats des recherches menées sur les enfants au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Au nombre des participants à ce groupe figuraient : Elsa Ferri, Centre des études longitudinales, Institut d'éducation, Université de Londres; Robert Granger, Manpower Demonstration Research Corporation, États-Unis; et Shelley Phipps, Département d'économie, Université Dalhousie. L'honorable Ethel Blondin-Andrew, secrétaire d'État à l'enfance et à la jeunesse, a présidé la séance. Les conférenciers ont parlé des connaissances issues de la recherche sur le développement des enfants, ont discuté des enseignements tirés de leurs expériences et ont fait des comparaisons internationales significatives entre divers aspects des recherches, des politiques et des pratiques dans le domaine du développement des enfants.

Au cours de la conférence de trois jours, les participants ont également pu écouter d'autres conférenciers émérites. Le professeur Emmy Werner, auteure de l'étude pionnière *Overcoming the Odds: High Risk Children from Birth to Adulthood*, a fait part de son expérience et des résultats des travaux qu'elle a menés à titre d'enquêtrice principale dans le cadre d'une étude longitudinale de 40 ans sur les enfants et les jeunes. Elle a commencé par féliciter DRHC d'avoir entrepris

l'ELNEJ, qu'elle décrit comme une enquête «extraordinaire du point de vue de sa portée, de sa durée et de ses incidences, tant pour les professionnels que pour les décideurs». Elle a ensuite fait ressortir la nécessité d'étudier les risques et la vulnérabilité de pair avec la résistance chez les enfants, ainsi que les effets de guérison associés au passage du temps, la succession des étapes du cycle de vie, le soutien et l'amour de la famille, la participation à la vie communautaire, l'estime de soi, ainsi qu'une foule d'autres facteurs de protection internes et externes. Tout en demeurant positive et optimiste, elle a laissé entendre, en conclusion, qu'il faudra du temps et de la patience pour améliorer l'avenir des enfants au Canada.

Par le récit dynamique de ses innombrables rencontres avec des parents, l'auteure à succès Sylvia Ann Hewlett, qui a notamment signé *The War Against Parents*, a souligné la nécessité, pour notre société, de comprendre l'important investissement social qui est au cœur du rôle parental, et l'importance de donner aux parents la reconnaissance et le soutien dont ils ont besoin pour élever leurs enfants. Cet effort, selon elle, doit provenir de tous les niveaux de la société, à partir des grandes politiques gouvernementales jusqu'aux initiatives communautaires individuelles, car c'est l'ensemble de la société qui pourrait en profiter, et non seulement les parents.

J. Douglas Willms a parlé avec passion des enfants vulnérables. Il a rappelé à l'auditoire qu'un nombre excessif d'enfants sont dits vulnérables, à savoir plus de 25 % des enfants de moins de 12 ans, que leurs perspectives de vie risquent de s'en trouver diminuées si le problème n'est pas réglé, et que «nous devons exiger ce qu'il y a de mieux pour les enfants au Canada».

Lors de la séance plénière de clôture, J. Fraser Mustard a présenté une synthèse complète des constats de la conférence, en revenant sur plusieurs des nombreux thèmes importants dont il a été question. Il a souligné le fait que le cerveau se développe dans une large mesure avant l'âge de cinq ans, même si les problèmes prennent souvent bien des années à se manifester. Le manque de stratégies d'intervention et de prévention vis-à-vis des enfants entraîne ultérieurement des coûts socioéconomiques très élevés. Or, au Canada, nous investissons financièrement moins dans les premières années que dans les années ultérieures. M. Mustard a vivement recommandé aux Canadiens de signifier au gouvernement qu'il importe d'investir tôt dans nos enfants, non seulement en raison des bienfaits sociaux qui en découlent, mais parce que les retombées économiques sont tout aussi considérables.

M. Mustard a insisté sur l'importance de «cibler les politiques et les programmes sur l'ensemble de la société, et non simplement sur certains groupes, pour éviter un climat de confrontation. Ce qui compte, ce sont de saines pratiques parentales», a soutenu M. Mustard, en s'appuyant largement sur les résultats de recherche de l'ELNEJ. «Les parents présentent diverses caractéristiques socioéconomiques. Nous devons encourager le gouvernement fédéral à soutenir l'ensemble des parents en prévoyant un plus grand nombre de congés parentaux et de programmes d'éducation parentale, et à fournir un appui aux programmes de développement de la petite enfance qui mettent à contribution les parents.»

Le principal volet de travail de la conférence consistait en une série de huit ateliers au cours desquels les documents de recherche ont été présentés et des discussions se sont engagées sur l'application des résultats. En tout, 28 communications ont été présentées. Elles étaient regroupées en fonction des thèmes suivants : la structure familiale; le rôle parental et le travail; l'école; les

influences de la collectivité; la santé des enfants; les groupes vulnérables; les expériences vécues au cours de l'enfance; les comportements déviants.

Chaque atelier se déroulait ainsi :

- les chercheurs ont présenté un bref exposé de leurs résultats, après quoi un spécialiste des politiques et un praticien ayant des compétences en la matière ont formulé des commentaires sur l'application possible des résultats;
- les participants ont été invités à répondre à des questions préparées qui avaient pour objectif de stimuler la discussion et de faire ressortir les préoccupations que soulèvent les résultats des recherches.

Les ateliers avaient pour but d'encourager les participants à mettre à profit leurs expériences professionnelles, et de produire des idées sur la façon dont les renseignements présentés pourraient être appliqués et pourraient orienter les politiques. Les représentants de divers organismes sans but lucratif voués à l'enfance ainsi que d'autres ont été chargés de préparer le compte rendu des ateliers. Ces personnes ont été invitées à inclure dans leur compte rendu le point de vue de leur organisme sur le sujet.

La conférence a servi de tribune tout à fait particulière pour des discussions réunissant des personnes de divers milieux. Ainsi, des gens qui, autrement, n'auraient sans doute pas bénéficié d'un accès direct aux résultats des recherches ont eu l'occasion d'en entendre parler directement et d'y réagir. Les *Idées à retenir* traduisent les réactions des participants qui ont pris une part active aux ateliers de la conférence.

Aperçu des chapitres

Les communications présentées lors de la conférence étaient basées sur les résultats de l'analyse des données du premier cycle de l'ELNEJ qui ont été recueillies en 1994-1995. Ces documents ont été commandés par DRHC auprès de chercheurs universitaires, d'experts-conseils, d'organismes non gouvernementaux et d'autres spécialistes. Les communications présentées dans le cadre de chaque atelier portaient sur un vaste éventail de sujets ayant trait aux enfants et aux jeunes au Canada.

Chaque chapitre est divisé en quatre sections comprenant un énoncé de la question, un bref sommaire du travail de recherche présenté, les idées à retenir des discussions en atelier, et une conclusion qui définit l'orientation future des politiques et des programmes, ainsi que des interventions communautaires. Les commentaires et les points de vue exprimés au cours des ateliers ont été intégrés à chaque chapitre, de sorte que les *Idées à retenir* forment un recueil des excellentes idées formulées par les participants à la conférence.

Les sections qui suivent résument les principaux résultats de recherche et les idées à retenir de chacun des ateliers.

Atelier 1 : Les structures familiales

L'ELNEJ fournit une abondance de données sur les familles monoparentales. Ces données confirment l'impression générale selon laquelle les enfants issus de ces familles s'en tirent moins

bien que les enfants de familles biparentales intactes. Les enfants de familles monoparentales sont susceptibles d'un plus grand nombre de problèmes de santé et d'un moins bon développement social et moteur. Les enfants de mères seules sont particulièrement vulnérables, surtout si les mères ont des comportements parentaux inefficaces. La question demeure : ces problèmes découlent-ils de la monoparentalité en soi, ou bien d'une constellation de problèmes associés à la monoparentalité (p. ex., la pauvreté, le stress parental, et l'instabilité)? De plus, l'ELNEJ confirme que le nombre de familles biparentales diminue par rapport au nombre de familles où les parents n'ont jamais été mariés, où les parents vivent en union de fait, qui se sont formées par suite de l'échec d'un mariage, ou qui sont reconstituées. Les enfants issus de ces familles peuvent perdre contact avec le parent qui ne vit pas auprès d'eux, en général le père. Il semble que les modalités de garde prévues par les parents après l'échec de leur mariage (garde exclusive ou partagée) ne changent pas grand-chose aux résultats observés chez les enfants.

Les participants jugent qu'il est nécessaire de mettre en œuvre des initiatives de perfectionnement des compétences des parents, en particulier des visites à domicile auprès des nouvelles mères. Les familles qui vivent une rupture ont besoin de soutien social et financier pendant la période de crise, et les parents devraient veiller à ce que leurs enfants en souffrent le moins possible sur le plan affectif. Des mesures d'aide devraient être ciblées sur les parents seuls dont les enfants ont des besoins spéciaux ou une grave maladie, et sur les enfants qui perdent un de leurs parents, ou les deux, dans des circonstances traumatisantes.

L'ELNEJ est également porteuse de bonnes nouvelles : la plupart des parents seuls qui élèvent leurs enfants s'en tirent bien, et la plupart des enfants issus de familles monoparentales n'affichent aucun problème. Bon nombre de participants étaient d'avis qu'il fallait livrer ce message au public. On a également soulevé la nécessité d'effectuer des recherches pour déterminer pourquoi, en fait, tant de parents seuls s'en tirent si bien, et pour examiner les causes des pratiques parentales inefficaces. Ces recherches devraient mettre à contribution les parents et les praticiens, de même que les chercheurs universitaires.

Atelier 2 : Le rôle parental et le travail

Les parents ont souvent de la difficulté à équilibrer famille et travail. L'ELNEJ comprenait un certain nombre de questions à ce sujet. Les chercheurs ont constaté que l'emploi de la mère n'a, en soi, aucun effet sur les résultats cognitifs observés chez les enfants de quatre ou de cinq ans. Par contre, le degré d'engagement des parents a des incidences. Le style parental et l'emploi de la mère ne semblent pas liés. Ce qui compte avant tout, c'est la qualité du temps que les parents passent auprès de leurs enfants. L'enquête a démontré que la contribution la plus importante que les parents peuvent apporter à l'éducation de leurs enfants, c'est de leur faire la lecture.

Faire garder les enfants est une nécessité pour les parents qui travaillent ou qui étudient à l'extérieur du foyer. La qualité des services de garde suscite de grandes préoccupations : les différents genres de services (garderie agréée, garde à domicile, recours à une gardienne d'enfants ou à une gouvernante) ont-ils des effets différents sur les résultats observés chez les enfants? Une différence importante, c'est que la garde d'enfants assurée à l'extérieur du foyer semble avoir des effets positifs chez les enfants de familles à faible revenu. Ces enfants ont un meilleur vocabulaire que celui des enfants qui sont gardés à la maison ou qui ne se font pas garder du tout. Les services de garde réglementés sont plus bénéfiques pour les enfants que ne le sont les services non réglementés, et les bienfaits sont plus grands dans le cas des ménages à revenu modique.

Les participants jugent qu'il est nécessaire d'assurer un complément de revenu, sous forme de crédits d'impôt ou de mesures de soutien du revenu, aux parents qui restent à la maison avec leurs enfants, et d'adopter des politiques destinées à aider les parents à équilibrer le travail et le rôle parental. La qualité de l'emploi est importante. Les milieux de travail devraient établir des pratiques d'emploi profamille, changement qui pourrait profiter tant aux employeurs qu'aux familles.

Atelier 3 : L'école

Le rendement scolaire des enfants est tributaire de facteurs liés à l'école et de facteurs extérieurs : les attitudes personnelles et parentales, les caractéristiques du quartier, et les changements survenant au cours de la vie (p. ex., la puberté). Les enfants qui grandissent dans des quartiers peu sûrs, défavorisés ou sans cohésion sont moins susceptibles d'être prêts à entrer à l'école à l'âge de quatre ou de cinq ans que ne le sont les enfants provenant de quartiers plus aisés et caractérisés par une plus grande cohésion. Les résultats scolaires observés chez les enfants dépendent de leurs caractéristiques personnelles, quoique les facteurs familiaux et le statut socioéconomique aient une profonde incidence : les enfants issus de familles à faible revenu et très stressées sont moins susceptibles de réussir à l'école. Enfin, les filles pubères sont plus susceptibles que les garçons du même âge d'avoir des attitudes positives vis-à-vis de l'école; les garçons ont besoin d'un plus grand soutien.

Les participants jugent prioritaire d'adopter une approche intégrée vis-à-vis de l'éducation, basée sur de meilleures recherches. Les écoles devraient établir des liens plus étroits avec les parents des élèves, avec l'ensemble de la collectivité, et avec d'autres éducateurs, afin de déterminer les «meilleures pratiques». Les milieux de travail devraient tenir compte du fait que les parents ont besoin de prendre part aux activités scolaires. Il faut trouver des façons de rétablir la cohésion sociale dans les quartiers et de soutenir les familles à revenu modique. Des services de garde de qualité aideraient les enfants à se préparer à entrer à l'école. Enfin, il faut se pencher sur le problème des garçons qui ne se sentent pas intégrés à l'école.

Atelier 4 : Les influences de la collectivité

Comme nous l'avons mentionné précédemment, la qualité du quartier a une incidence considérable sur les résultats observés chez les enfants, quoique les caractéristiques familiales aient un effet encore plus important. Certains quartiers sont caractérisés par une proportion élevée de familles monoparentales à faible revenu, et les enfants qui y grandissent sont plus susceptibles de manifester des problèmes affectifs et comportementaux et d'afficher un piètre rendement scolaire. Nous avons besoin de quartiers stables, sécuritaires et englobants qui favorisent chez les enfants un sentiment de sécurité et d'appartenance.

Par ailleurs, les déménagements à répétition ont des répercussions sur les enfants puisqu'ils affaiblissent leurs attaches avec l'école, l'église et la collectivité, sans compter le stress qu'ils causent aux parents. Bien souvent, ces déménagements sont causés par l'instabilité familiale ou sont motivés par la recherche d'un logement à loyer modique. Des politiques favorisant l'accès à des logements abordables et la stabilisation des quartiers sont jugées importantes, tout comme un meilleur équilibre entre la mobilité professionnelle et la stabilité familiale. Les enfants qui doivent déménager fréquemment ont besoin d'un soutien particulier.

Les chercheurs ont également constaté que, bien souvent, les programmes d'activités sportives, artistiques ou communautaires ne joignent pas les enfants qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire les enfants issus de familles à faible revenu. Il se peut que ces enfants n'aient pas les moyens de participer, ou que se dressent devant eux des obstacles plus subtils qui sont notamment liés à leur sexe, à leur statut d'immigrant ou à des besoins spéciaux. Le fait de sabrer dans les programmes scolaires et les programmes de logements sociaux a pour effet d'exclure de nombreux enfants de familles à faible revenu des programmes dont ils ont besoin pour donner leur pleine mesure et dont les bienfaits à long terme sont reconnus.

Atelier 5 : La santé

L'atelier s'est articulé sur quatre questions : la santé selon le sexe de l'enfant; la santé des enfants immigrants, l'accès universel aux soins de santé; ainsi que la consommation de tabac et d'alcool pendant la grossesse. En général, la santé des garçons se compare à celle des filles, quoiqu'ils semblent plus susceptibles de manifester des problèmes de comportement. Nous devons effectuer d'autres recherches pour déterminer les facteurs qui contribuent à la résistance chez les enfants. Nous devons également en apprendre plus long sur les incidences que le fait d'appartenir au sexe masculin a sur la vie des garçons. Les parents ont besoin de renseignements pratiques sur cet aspect du rôle parental.

Les enfants immigrants sont généralement en excellente santé. Les enfants réfugiés présentent quant à eux des problèmes de santé et des troubles affectifs particuliers. Les familles immigrantes ont besoin de services accessibles et opportuns qui tiennent compte de leur culture. Les organismes ethniques et communautaires jouent un rôle de premier plan dans la prestation des services.

Les enfants issus de familles à revenu modique déclarent un plus grand nombre de problèmes de santé, lesquels varient quelque peu selon la région de résidence. Pour briser le cycle du préjudice, nous devons rattacher directement les données sur la santé aux politiques et aux pratiques et contrôler l'accès aux soins de santé et les résultats sur le plan de la santé.

La consommation d'alcool peut nuire grandement au fœtus qui se développe, et les fumeuses tendent à avoir des bébés de poids insuffisant à la naissance. Il y a des femmes qui continuent de fumer et de consommer de l'alcool pendant la grossesse, surtout des jeunes mères célibataires à revenu modique. Il y aurait lieu de cibler expressément sur les jeunes femmes des programmes antitabac basés sur les «meilleures pratiques», c'est-à-dire des façons efficaces de les dissuader de fumer. De même, nous avons besoin de stratégies plus efficaces de prévention de la consommation d'alcool pendant la grossesse. Les femmes enceintes, surtout celles qui attendent un premier enfant, doivent avoir accès aussitôt que possible à des soins prénatals. Nous devrions cibler les programmes d'éducation en matière de santé prénatale dès l'enfance.

Atelier 6 : Les comportements déviants

L'intimidation chez les enfants est un grave problème qui a des conséquences à long terme tant pour les brutes que pour leurs victimes. Les enfants qui ont recours à l'intimidation manifestent souvent d'autres comportements agressifs ou antisociaux. Ces enfants viennent souvent de familles en proie à du stress, notamment des familles à faible revenu, à faible statut

socioéconomique et à taux de chômage élevé. Leurs victimes proviennent également de familles où l'agressivité et les situations conflictuelles posent problème.

Les enfants agressifs ont une opinion négative d'eux-mêmes et des gens qui les entourent. Ils tendent à être solitaires et misérables, et leur rendement scolaire est inférieur à celui des enfants non agressifs. Plus de garçons que de filles ont un comportement agressif, quoique l'agressivité chez les filles soit à la hausse. L'ELNEJ devrait aider à déterminer si ces enfants sont plus susceptibles que les enfants non agressifs d'avoir des démêlés avec la justice en grandissant.

Ces enfants ont besoin d'une intervention précoce, car l'agressivité a pour origine des expériences vécues pendant la tendre enfance. De bons programmes préscolaires peuvent contribuer nettement à réduire le taux de délinquance. Les programmes destinés à aider les parents à acquérir des compétences parentales et à comprendre le développement de l'enfant contribueraient à prévenir l'agressivité chez les enfants. Les parents ont également besoin de soutien pour composer avec les facteurs sociaux et économiques qui leur causent du stress. D'une part, les interventions doivent être universelles, c'est-à-dire favoriser le développement de tous les enfants. D'autre part, il faut veiller à les cibler de façon à repérer et à aider les enfants vulnérables. L'approche doit être coordonnée dans l'ensemble des secteurs et des disciplines et elle doit faire intervenir les écoles, les collectivités et tous les paliers de gouvernement. Elle doit être basée sur des recherches fiables et des politiques judicieuses. Enfin, les participants ont souligné la nécessité de faire participer les enfants eux-mêmes à la résolution du problème de l'agressivité.

Atelier 7 : Les expériences vécues au cours de l'enfance

Des conditions défavorables peuvent compromettre le développement des enfants et donner lieu à des problèmes comportementaux et affectifs. Parmi ces conditions figurent la faim, la consommation d'alcool chez la mère, ou de fréquents changements de résidence, d'école ou des modalités de garde.

La faim touche tant les bénéficiaires de l'aide sociale que les travailleurs pauvres, soit quelque 57 000 familles par an. Une simple augmentation de revenu serait utile, mais ces familles ont également besoin d'interventions qui leur permettraient d'apprendre à mieux gérer leur budget alimentaire. Les enfants issus de ces familles ont besoin de programmes de repas à l'école. Outre des ressources communautaires axées sur la nutrition, des visites à domicile et des mesures de soutien à l'intention des femmes enceintes, les participants ont souligné l'importance de promouvoir l'allaitement maternel.

Les enfants dont la mère fait une forte consommation d'alcool présentent aussi toutes sortes de problèmes comportementaux et affectifs. Il faut poursuivre les recherches sur la façon de joindre les personnes qui boivent excessivement et de sensibiliser le public au problème. Non seulement les fréquents changements de résidence, d'école et des modalités de garde perturbent la vie des enfants, mais ils rompent les liens qui contribuent à les protéger contre les effets du stress. Les enfants qui vivent ce genre de perturbations ont besoin d'un soutien particulier.

Il semble néanmoins que certains enfants survivent à l'adversité sans manifester de problèmes graves, simplement parce qu'ils sont plus résistants, phénomène qui mérite d'être étudié plus à fond. Bon nombre de participants insistent pour que d'autres recherches soient menées sur les

problèmes auxquels font face les mères seules et sur la meilleure façon de les aider à mieux s'en tirer.

Atelier 8 : Les enfants vulnérables

Certains enfants présentent des risques particuliers parce qu'ils grandissent dans des conditions défavorables qui les rendent plus susceptibles d'éprouver des problèmes comportementaux et affectifs. Des chercheurs ont examiné l'effet de la présence de facteurs de risque multiples sur les résultats observés chez les enfants. Ces risques comprennent la monoparentalité, les parents adolescents, la dépression parentale, des parents peu instruits, une famille à faible revenu, ainsi que le dysfonctionnement familial. La probabilité pour l'enfant de manifester des problèmes de comportement augmente en fonction du nombre de facteurs de risque. Il importe de repérer ces enfants, d'intervenir rapidement auprès d'eux, et d'apporter un soutien ciblé à leur famille.

Certains enfants s'adaptent remarquablement bien au stress. De bonnes relations avec les frères et sœurs, les enseignants et les amis peuvent avoir un effet de protection chez ces enfants. De plus, les nouveaux enfants immigrants s'en tirent mieux que les enfants canadiens de culture majoritaire qui font face à des niveaux de stress équivalents. La différence est peut-être attribuable au fait que, pour les familles immigrantes, l'adversité n'est pas un état permanent ou cyclique, mais plutôt une partie normale du processus d'établissement au Canada. C'est donc dire que l'espoir apaise.

1. Atelier 1 : Les structures familiales

<i>Compte rendu :</i>	<i>Havi Echenberg et Lynne Toupin</i>
<i>Présidence :</i>	<i>Émilie Bourgeois</i> <i>Ministère de la Santé et des Services communautaires</i> <i>du Nouveau-Brunswick</i>
<i>Exposés :</i>	<i>David Ross</i> <i>Conseil canadien de développement social</i> <i>Nicole Marcil-Gratton</i> <i>Démographie, Université de Montréal</i> <i>Tony Haddad</i> <i>Direction générale de la recherche appliquée</i> <i>Développement des ressources humaines Canada</i> <i>Ellen Lipman</i> <i>Centre d'études des enfants à risque</i> <i>Hôpital Chedoke-McMaster</i>
<i>Commentaires :</i>	<i>Kathy O'Hara</i> <i>Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada</i> <i>Rhonda Freeman</i> <i>Families in Transition, Toronto</i>

1.1 Les questions

Plusieurs documents de recherche, basés sur les données du premier cycle de l'Étude longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, étaient axés sur la structure familiale, en particulier les familles monoparentales. Quels résultats observe-t-on chez les enfants de familles monoparentales? S'en tirent-ils aussi bien que les enfants de familles biparentales? Dans la négative, quelle proportion d'entre eux s'en tirent moins bien? Quelles différences les données de l'enquête font-elles ressortir jusqu'à maintenant? Quels facteurs particuliers contribuent aux différents résultats observés chez les enfants de familles monoparentales, comparativement à ceux de familles biparentales? Quels facteurs contribuent aux différences parmi les enfants de familles monoparentales? Voilà quelques-unes des questions soulevées par les différences liées à la structure familiale.

Cet atelier avait pour thème les incidences des structures familiales émergentes sur le développement et le bien-être des enfants. Il a également été question des incidences des résultats de recherche du point de vue des politiques.

La profonde transformation des structures familiales est un phénomène relativement récent. À partir des données de l'ELNEJ, nous pouvons maintenant examiner plus à fond les incidences de différentes structures familiales sur le développement et le bien-être des enfants. Cette étude jette une lumière nouvelle sur certains mythes et certaines méprises à propos des résultats, des comportements et des réalisations des enfants venant de familles «non traditionnelles». Les chercheurs ont entrepris d'examiner les effets qu'ont non seulement la structure de l'unité familiale, mais également d'autres facteurs.

Ces travaux de recherche ont un vaste éventail d'incidences sur le plan de l'élaboration des politiques et des programmes. Les nouvelles recherches soulèvent un certain nombre de questions clés :

- Dans quelles circonstances devrions-nous adopter des politiques ciblées (plutôt qu'universelles) pour assurer un développement sain chez les enfants? Par exemple, devrions-nous offrir des programmes parentaux particuliers qui s'adressent exclusivement aux familles monoparentales? Ces programmes devraient-ils être ciblés sur les parents dont les enfants se trouvent dans certaines catégories d'âge?
- Quels facteurs donnent lieu à de meilleurs résultats chez les enfants de familles monoparentales?
- Quels facteurs permettent précisément de prévoir des problèmes chez les enfants de familles monoparentales, et quels genres d'intervention sont susceptibles d'avoir les meilleurs effets?
- Compte tenu des données sur les unions de fait et les ruptures familiales, devrions-nous examiner plus à fond les questions d'ordre juridique et leurs incidences?
- Quelles stratégies pourraient aider les enfants des familles qui sont en voie d'éclatement, ou qui risquent de vivre un éclatement?
- Avons-nous, à l'heure actuelle, les données et les études dont nous avons besoin pour procéder à l'élaboration de politiques dans ce domaine?
- Un ensemble plus complet de politiques destinées à soutenir les familles au Canada aiderait-il à atténuer certains résultats négatifs chez les enfants qui sont vulnérables, d'après ces recherches?

1.2 Thèmes de l'atelier

Les recherches présentées portaient sur les sujets suivants :

- Les résultats observés chez les enfants de familles monoparentales, comparativement aux enfants de familles biparentales, et les résultats variables parmi les enfants de familles monoparentales (David Ross, présentateur).
- La situation de famille et l'insécurité familiale (Nicole Marcil-Gratton, présentatrice).
- Les enfants en situation de garde après rupture ou divorce (Tony Haddad, présentateur).
- Les enfants élevés par une mère seule (Ellen Lipman, présentatrice).

A. Les résultats observés chez les enfants de familles monoparentales

L'exposé de David Ross résumait les commentaires formulés dans deux documents de recherche auxquels il a collaboré : «Comment les enfants de parents seuls diffèrent-ils de l'ensemble des enfants?» et «Comparaison d'enfants de familles monoparentales : différences et similitudes». Ces deux communications, rédigées avec Paul A. Roberts et Katherine Scott, s'appuyaient sur les

données du premier cycle de l'enquête. Le premier document consiste en une étude comparative des enfants de familles monoparentales et des enfants venant (surtout) de familles biparentales. Dans le deuxième document, les auteurs examinent les différences parmi les enfants de familles monoparentales, ainsi que les causes de ces différences.

Pour déterminer comment les enfants de familles monoparentales s'en tirent comparativement à l'ensemble des enfants, les chercheurs ont examiné si les enfants de familles monoparentales sont surreprésentés dans le décile inférieur de 55 résultats différents mesurés dans le cadre de l'enquête. Si le pourcentage d'enfants de familles monoparentales se classant dans le décile inférieur dépasse de plus de 25 % celui de l'ensemble des enfants, le résultat est jugé significativement négatif pour les enfants de familles monoparentales.

Dans près de 70 % des cas, les enfants de familles monoparentales sont surreprésentés dans le décile inférieur de l'ensemble des enfants. Les principales différences observées ont trait à l'état de santé, même s'il n'y a aucune différence significative du point de vue des problèmes de santé de longue durée, du développement moteur, ou du développement social. Comme l'indique le court document de recherche présenté par cette équipe de chercheurs, il y a de fortes indications selon lesquelles certains facteurs associés au fait de vivre dans une famille monoparentale nuisent au développement de l'enfant. Selon ces chercheurs, il ne faut pas en conclure que le principal facteur de risque est la monoparentalité en soi; selon toute vraisemblance, il existe une constellation de facteurs de risque fortement associés à la monoparentalité.

En présentant sa deuxième communication, M. Ross cherchait à expliquer l'écart des résultats observés parmi les enfants de familles monoparentales. En fait, bon nombre de ces enfants s'en tirent bien. Par conséquent, il faut trouver des façons de mesurer les caractéristiques de la minorité d'enfants qui s'en tirent à moins bon compte. À cette fin, les chercheurs ont élaboré un indice de la vulnérabilité lié à l'âge pour déterminer quelles caractéristiques sont associées à de meilleurs résultats et lesquelles sont associées à de piètres résultats. Il n'est pas étonnant de constater que des parents (habituellement les mères, selon l'enquête) plus instruits sont associés à de meilleurs résultats, alors que la dépression parentale est associée à de pires résultats. Bien que 80 % des ménages monoparentaux participant à l'enquête aient un faible revenu, les chercheurs ont déterminé que des revenus supérieurs sont associés à de meilleurs résultats chez les enfants de deux des trois groupes d'âge.

Les chercheurs ont constaté par ailleurs que des pratiques parentales constantes donnent lieu à des résultats positifs, tandis qu'une mesure des pratiques parentales inefficaces¹ est liée à des résultats négatifs. Plus le style parental est inefficace, plus l'enfant est vulnérable et susceptible d'un ensemble de piètres résultats. Les chercheurs ont également déterminé que les enfants de parents bénéficiant d'un meilleur soutien social sont moins vulnérables à des problèmes. Contrairement à ce qui ressort d'une autre étude (par Haddad), ils ont constaté que les enfants ayant un plus grand nombre de frères et de sœurs sont plus vulnérables.

¹ L'une des mesures parentales utilisées dans l'enquête avait trait aux pratiques parentales dites «hostiles». Ce terme soulevait, pour cause, bien des préoccupations. Après vérification des sources de cette mesure, on a jugé que l'épithète «hostile» n'était pas du tout convenable. L'équipe de l'ELNEJ s'excuse de l'erreur et utilise maintenant le terme «inefficace». On a complètement supprimé le terme «hostile» de ce document pour ne pas causer d'autres préoccupations.

B. La situation de famille et l'instabilité familiale

Nicole Marcil-Gratton, auteure de «Grandir avec maman et papa? Les enfants et l'instabilité familiale», a présenté un compte rendu de son analyse des données de la première enquête sur l'état matrimonial (marié(e), jamais marié(e), conjoint de fait, etc.) des parents d'enfants de familles monoparentales au moment de l'enquête. On remarque de plus en plus que les unions de fait précèdent et remplacent le mariage dans toutes les régions. C'est au Québec que la proportion de ces unions est la plus forte, et c'est en Ontario qu'elle est la plus faible. Les unions de fait tendent à être moins stables que les mariages traditionnels, ce qui a d'importantes incidences pour les enfants.

Les données de l'enquête indiquent qu'une proportion croissante d'enfants vivent dans un ménage monoparental à un moment donné de leur vie, fait qui risque de plus en plus de survenir à un très jeune âge. L'enquête a révélé que 10 % des enfants de tous les groupes d'âge vivent avec un parent seul qui n'a jamais été marié. Plus de la moitié des enfants vivant dans un ménage monoparental auront un ensemble reconstitué de parents (autres que leurs deux parents biologiques) avant l'âge de 10 ans.

M^{me} Marcil-Gratton a constaté que les enfants nés à des parents vivant en union de fait (plutôt que d'être officiellement mariés) sont plus susceptibles de vivre dans un ménage monoparental pendant au moins une partie de leur enfance que ne le sont les enfants nés à des parents mariés. Les enfants nés à des parents vivant en union de fait sont également plus susceptibles de faire face à des unions reconstituées, comparativement aux enfants nés à des couples qui étaient mariés au moment de la naissance de l'enfant.

Enfin, M^{me} Marcil-Gratton a examiné les contacts qui existent entre les enfants de familles monoparentales et le parent avec lequel ils ne vivent pas. Comme plus de 90 % des enfants vivent avec leur mère après la rupture de l'union de leurs parents, le parent absent est habituellement le père. Chez les enfants dont les parents étaient mariés, un peu plus d'un enfant sur dix ne voit jamais son père. Ce chiffre double, passant à plus d'un sur cinq, dans le cas des enfants dont les parents étaient auparavant des conjoints de fait. Peu importe le genre d'union entre les parents au moment de la naissance des enfants, ces derniers voient de moins en moins leur père à mesure que le temps passe. Moins de deux ans après l'échec du mariage, un peu plus d'un enfant sur dix ne voit jamais son père. Près d'un enfant sur quatre ne voit jamais son père plus de cinq ans après la rupture.

Même si la question suivante n'a pas été soulevée dans le cadre de l'atelier, on est en droit de se la poser : pourquoi ces enfants perdent-ils contact avec leur père? Est-ce parce que le père a de nouvelles responsabilités familiales? Le père est-il remplacé si et quand la mère entre dans une nouvelle union? La réinstallation et la distance créent-elles une barrière? Les réponses à ces questions pourraient donner lieu à de nouvelles approches favorisant des contacts plus suivis entre les enfants et leur père après la séparation des parents.

C. Les enfants de familles monoparentales issues d'un divorce

Tony Haddad, auteur de la communication intitulée «Les enfants en situation de garde après divorce ont-ils plus de problèmes que les enfants qui vivent dans un milieu familial intact?», a présenté une analyse des données d'enquête de premier cycle comparant les enfants nés à des

familles biparentales, mais vivant maintenant dans une famille monoparentale, et les enfants vivant dans une famille biparentale «intacte». Il s'est concentré sur les enfants dont la situation de famille a changé lorsqu'ils étaient âgés entre 2 et 11 ans. Près du quart des enfants nés entre 1987 et 1988 ont vécu la séparation de leurs parents avant l'âge de six ans. En 1994-1995, plus de 15 % des enfants vivaient dans un ménage monoparental, tandis que plus de 8 % vivaient dans une famille reconstituée.

Dans le cadre de son étude, Haddad a cherché à déterminer si les enfants en situation de garde (c.-à-d. vivant dans un ménage divorcé) éprouvent plus de problèmes de comportement que les enfants de ménages biparentaux, et si les modalités de garde avaient de quelconques incidences sur l'étendue des problèmes de comportement que manifestent les enfants.

L'étude a fait ressortir certaines tendances importantes et intéressantes de la vie des enfants canadiens. Premièrement, plus des deux tiers de tous les enfants vivant avec leurs deux parents ou en situation de garde après divorce ou séparation sont bien adaptés et n'affichent aucun problème. Deuxièmement, les enfants qui vivent en situation de garde après divorce ou séparation ne sont que légèrement plus susceptibles que les enfants qui vivent avec leurs deux parents d'afficher un ou plusieurs problèmes. Plus précisément, la fréquence des problèmes parmi les enfants en situation de garde après divorce ou séparation est de 4,5 % supérieure au taux observé chez les enfants vivant avec leurs deux parents. Ce taux accru de problèmes varie d'un minimum de 0,1 % en ce qui a trait aux troubles de la conduite à un maximum de 5 % pour ce qui est de l'inattention. Par contre, les différences observées entre les enfants en situation de garde après divorce ou séparation et les enfants de familles biparentales ne sont pas toutes négatives. En effet, le premier groupe affiche *moins fréquemment* un comportement asocial que ne le fait le second groupe.

En examinant les différences entre les modalités de garde, Haddad a constaté, à sa grande surprise, que les enfants vivant avec leur mère ou leur père ou en situation de garde partagée présentaient le même taux de problèmes de comportement. Des facteurs tels que le sexe de l'enfant, son âge, et le nombre d'années écoulées depuis la séparation, de même que le niveau d'instruction de la mère, sont fortement liés au taux de problèmes affectifs chez les enfants. Haddad a souligné les «bonnes nouvelles», à savoir que les enfants sont résistants et qu'ils se rétablissent rapidement. Le taux de problèmes chez les enfants en situation de garde après divorce ou séparation diminue de 10 % à chaque année qui s'écoule après la rupture de l'union des parents.

D. Les enfants élevés par une mère seule

Ellen Lipman a présenté le dernier exposé, basé sur le document de recherche intitulé «Et qu'en est-il des enfants dans les familles dirigées par une mère seule?», qu'elle a rédigé avec Michael H. Boyle, Martin D. Dooley et David R. Offord. Comme le titre l'indique, cette étude est axée sur les plus de 80 % de familles monoparentales visées par l'enquête qui sont dirigées par des mères. Elle confirme ce que bien d'autres études démontrent, à savoir que le fait de vivre dans une famille dirigée par la mère (même après neutralisation du facteur du revenu) rend les enfants vulnérables. Cette communication comporte également un examen d'autres caractéristiques de la mère, dont son niveau d'instruction, sa santé affective, le manque de soutien social, et les difficultés parentales.

M^{me} Lipman a signalé qu'un adolescent sur quatre au Canada a probablement vécu dans une famille monoparentale à un moment donné. Les familles dirigées par une mère seule sont plus de

dix fois plus susceptibles d'avoir un revenu inférieur à 20 000 \$ (c'est le cas de plus de 50 % des familles dirigées par la mère, comparativement à un peu plus de 5 % de la population générale). Les enfants de ces familles sont plus susceptibles d'afficher des problèmes scolaires, sociaux et mentaux. Les difficultés éprouvées par les enfants augmentent en fonction de l'inefficacité des pratiques parentales utilisées par les mères seules, bien que la plupart des autres difficultés soient moins fréquentes lorsqu'on tient compte du sexe de l'enfant, de son âge, du non-emploi de la mère, de l'instruction de la mère, de la dépression maternelle, du dysfonctionnement familial, ainsi que des pratiques parentales inefficaces et punitives. En particulier, l'étude fait ressortir que la combinaison du statut de mère seule et des pratiques parentales inefficaces est particulièrement préjudiciable pour les enfants.

1.3 Idées à retenir

Les idées à retenir que nous présentons ici proviennent de plusieurs sources. Premièrement, les chercheurs ont souvent fait état, dans leurs exposés, des incidences sur le plan des politiques ou des pratiques. Deuxièmement, cet atelier a beaucoup profité des commentaires de deux participantes : Kathy O'Hara, secrétaire adjointe, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, Secteur des programmes sociaux et culturels, aussi une mère seule; Rhonda Freeman, directrice générale d'un organisme offrant des services aux familles aux prises avec la rupture de l'union des parents. Ces deux participantes ont apporté beaucoup d'expérience et de sagesse à la discussion. Enfin, cet atelier a été présenté à deux reprises au cours de la conférence; chaque fois, les discussions ont été enrichies par les questions, l'expérience et les commentaires d'un groupe dévoué et engagé de participants venant de milieux très variés.

Les participants étaient unanimes à dire que, même si les données de l'enquête contribuent pour beaucoup à éclairer la situation et les problèmes des enfants, l'étude longitudinale en est encore à un stade préliminaire. Il serait prématuré de formuler des politiques basées sur les constatations actuelles. Ces dernières confirment toutefois une bonne part des données isolées et transversales déjà réunies. Elles confirment que certaines modifications apportées aux politiques aident, dans certains milieux locaux, à régler les problèmes que fait ressortir l'enquête. La question de savoir si ces modifications devraient être appliquées de façon universelle, ou seulement aux enfants de familles monoparentales ou à leurs parents, a refait surface dans toutes les discussions qui ont suivi.

A. Le perfectionnement des compétences parentales

Les mesures relatives aux pratiques parentales inefficaces ont créé un certain malaise parmi les chercheurs, les commentatrices et les participants aux ateliers. On a donc longuement cherché à déterminer en quoi consistent les pratiques parentales efficaces, ainsi que comment et quand les parents peuvent acquérir des compétences parentales efficaces. Les pratiques parentales inefficaces sont-elles à l'origine de la mauvaise conduite des enfants, ou découlent-elles de l'incapacité qu'ont les parents de corriger la mauvaise conduite de leurs enfants, ou les deux? Les participants s'entendaient pour dire que, peu importe la réponse, les pratiques parentales inefficaces doivent cesser, et c'est aux parents d'y mettre un terme, car eux seuls en ont le pouvoir.

Deux initiatives pratiques ont été examinées lors des deux ateliers. Tout d'abord, la plupart des participants reconnaissaient les bienfaits d'une visite à domicile par un professionnel de la santé auprès de toutes les nouvelles mères. Celles qui ont reçu pareille visite ont décrit à quel point il est

rassurant d'obtenir un renforcement positif et des conseils à l'égard de tout problème survenu. Ces visites permettent aussi au professionnel de la santé de relever toute indication selon laquelle le parent a besoin d'aide par rapport à ses compétences parentales; le professionnel peut alors veiller à ce que d'autres organismes de services locaux y donnent suite. Alors que bon nombre de programmes de santé publique prévoyaient des visites à domicile, elles ont dans une large mesure été éliminées sous l'effet des restrictions budgétaires, une fausse économie qu'il y a lieu de réévaluer.

La deuxième initiative était une variante postnatale des cours prénatals. Les participants reconnaissent que la plupart des personnes s'inscrivant à des cours prénatals pourraient sans doute acquérir les compétences nécessaires ailleurs et que, bien souvent, ces cours n'attirent pas les femmes enceintes qui sont très susceptibles d'avoir un bébé de poids insuffisant à la naissance. Néanmoins, les participants étaient d'avis qu'il faudrait offrir des cours prénatals et postnatals à tous les nouveaux parents. Les parents présents aux ateliers se sont tous dits consternés par leur propre ignorance lorsqu'ils ont ramené leur premier bébé à la maison et ils ont souligné à quel point un programme de ce genre aurait été utile. En outre, les participants ont fait remarquer qu'un des principaux avantages liés aux cours prénatals, c'est la création d'un groupe d'entraide. Les participants aux cours rencontrent inévitablement d'autres personnes qui en sont au même stade de leur vie. Ils font la connaissance d'autres personnes ayant un bébé en même temps qu'eux. Un cours postnatal pourrait permettre aux parents seuls d'établir d'importants liens sociaux qui atténuent l'isolement social qui semble contribuer à de piètres résultats chez les enfants.

Il est ressorti des discussions tenues au cours des deux ateliers qu'il ne suffit pas d'offrir des cours pour joindre les parents qui en ont le plus besoin. Il faudrait situer ces cours dans les quartiers où les parents seuls sont les plus susceptibles de vivre, en particulier les parents seuls à faible revenu et peu instruits. Il y aurait lieu d'offrir des services de garde aux parents seuls ayant des enfants plus âgés. Dans certains cas, il serait nécessaire aussi de payer le tarif d'autobus. Les gens pourraient être aiguillés vers un programme de ce genre par des travailleurs sociaux (dans le cas des bénéficiaires de l'aide sociale), par des chefs religieux, ou encore à l'occasion des premières visites à domicile (comme il est suggéré ci-dessus). Ces cours pourraient également être offerts de façon périodique par des centres communautaires ou des centres de santé locaux.

Non seulement les discussions en atelier ont fait ressortir la nécessité d'accroître les compétences des parents de bébés, mais les participants ont fait remarquer que différents âges et stades de développement des enfants comportent de nouveaux défis pour les parents. Des compétences plus que suffisantes dans le cas d'un bébé pourraient ne pas être celles qu'exige un tout-petit ou un enfant d'âge préscolaire. Des cours de perfectionnement des compétences devraient être offerts aux parents à chaque nouveau stade de développement atteint par leurs enfants, afin que ces parents puissent acquérir directement les nouvelles compétences dont ils ont besoin.

B. Les initiatives de soutien des enfants

Bien souvent, les enfants se sentent isolés à la rupture de l'union de leurs parents, même si bon nombre de leurs pairs peuvent avoir vécu la même expérience. Un soutien apporté aux enfants vivant cette épreuve pourrait atténuer leur angoisse et leur isolement, de sorte à réduire quelques-uns des problèmes affectifs, sociaux et de santé constatés par les chercheurs. Selon les praticiens, on peut aider les enfants à s'adapter à la situation en leur donnant l'occasion d'exprimer les sentiments et les craintes qu'ils ressentent en cette période difficile.

De l'avis de certains participants, la mise sur pied de groupes de pairs en milieu scolaire, dirigés par un adulte qualifié, serait une façon relativement peu dispendieuse d'assurer ce soutien. Il faudrait que ces groupes soient de taille relativement restreinte et qu'ils soient divisés selon la catégorie d'âge. Des groupes de ce genre pourraient être organisés par des centres communautaires ou des organismes religieux locaux.

C. La rupture de l'union conjugale

Étant donné que 90 % des enfants de familles monoparentales ont d'abord vécu au sein d'une famille biparentale, les participants ont discuté de façons de limiter le plus possible le préjudice causé par la rupture de l'union des parents. La plupart des suggestions n'avaient pas trait à des initiatives ou à des interventions particulières, mais elles visaient plutôt tous les couples en instance de séparation et leurs enfants.

La chose la plus importante que les parents puissent faire en cas de rupture de leur union, c'est d'éviter la querelle. Bien que certains conflits puissent être inévitables, les parents peuvent choisir de les atténuer. Par exemple, ils peuvent recourir à la médiation plutôt qu'à une action en justice pour en arriver à un accord de séparation. Des règles de base concernant la pension alimentaire pour enfants, basées sur les revenus des deux parents, sont maintenant en vigueur. Elles peuvent contribuer à réduire les conflits entre les parents et donner aux juges des lignes directrices en cas de contestation de la pension alimentaire ou de la garde.

En outre, les organismes avec lesquels les parents en instance de séparation font affaire pourraient soit offrir des services d'entraide aux enfants ou aiguiller ces derniers vers des programmes appropriés. Il y aurait peut-être lieu de renseigner les médiateurs, les avocats spécialisés en droit de la famille et d'autres au sujet de ces programmes afin qu'ils puissent en informer leurs clients.

Les parents qui se séparent devraient faire tous les efforts nécessaires pour que soient maintenues les relations contribuant au bien-être des enfants. Les enfants devraient être en mesure de rester en contact, bien entendu, avec le parent qui n'a pas obtenu la garde, mais également avec les membres de la famille élargie, leurs demi-frères et leurs demi-sœurs. En général, les enfants créent des liens plus rapidement que ne le font les adultes. Même si, à l'éclatement d'une «famille reconstituée», les parents vont chacun de leur côté avec leurs enfants respectifs, ces derniers sont susceptibles de s'être attachés les uns aux autres et il serait bon qu'ils puissent rester en contact avec leurs demi-frères et demi-sœurs.

Enfin, les administrations publiques peuvent restructurer les programmes de sécurité du revenu pour amoindrir les crises financières que peuvent vivre les parents seuls récemment séparés et leurs enfants. De toute évidence, certaines règles actuelles ne sont pas réalistes, surtout si nous voulons encourager les parents à régler leurs différends de manière non antagoniste. (Par exemple, les mères seules qui demandent ou qui touchent des prestations d'aide sociale doivent maintenant conclure une convention alimentaire avec le père dans les six semaines, selon l'une des commentatrices.) Comme les enfants et les parents subissent déjà un choc affectif, il peut être particulièrement atterrant et débilitant de se retrouver dans une situation d'appauvrissement ou d'insécurité financière en plus de tout le reste. Dans le cadre de la médiation, il faudrait encourager un soutien parental provisoire de la part du parent qui n'a pas obtenu la garde. Il conviendrait aussi d'apporter des modifications appropriées aux autres systèmes de sécurité du revenu.

D. Une aide ciblée sur certains parents seuls

Les participants s'entendaient pour dire que l'universalisation des programmes profiterait à tous les enfants et à tous les parents qui se séparent et qu'elle éliminerait le stigmate associé aux programmes ciblés. Ils ont toutefois mentionné quelques exceptions.

Les enfants gravement handicapés sont plus susceptibles que la plupart des autres enfants de se retrouver dans une famille monoparentale et ils risquent d'avoir des besoins spéciaux que même deux parents ne peuvent combler adéquatement. Pour un parent seul, c'est un fardeau bien lourd à porter. En pareil cas, une aide au revenu et un aiguillage vers tous les systèmes de soutien existants revêtent une importance particulière. Les prestations versées dans ce cas devraient être plus généreuses et devraient être plus faciles à obtenir que ne le sont les prestations destinées aux parents seuls d'enfants non handicapés. Les parents seuls d'enfants gravement malades auraient des besoins semblables.

Il arrive que des enfants perdent un parent dans des circonstances traumatisantes. Par exemple, il peut y avoir mort subite d'un parent. Parfois la séparation des parents est accompagnée ou causée par de la violence sexuelle ou de la violence conjugale. Dans ce cas, il se peut que la mère et les enfants se soient réfugiés dans un centre d'hébergement. Le soutien qu'apporte le gouvernement aux refuges et aux personnes qu'ils aident doit être généreux et flexible de sorte à amoindrir le choc. Une aide à la transition vers un milieu de vie stable est également importante.

1.4 Conclusions

Les participants aux deux ateliers ont demandé que le gouvernement modifie les politiques de manière à :

- aider tous les parents à devenir plus compétents;
- réduire le plus possible la confrontation accompagnant l'échec du mariage;
- atténuer le sentiment d'isolement des enfants au moment de la séparation;
- apporter un soutien affectif et social pour aider les enfants à surmonter leur angoisse.

Il a été question de mesures particulières qui pourraient se révéler efficaces, compte tenu de ce que nous savons actuellement des résultats chez les enfants de familles monoparentales. Les discussions ont également porté sur des programmes qui ont connu du succès en milieu local. D'autres conclusions générales suivent.

A. Les bonnes nouvelles

De façon générale, l'ensemble des chercheurs, des commentatrices et des participants aux ateliers ont été agréablement surpris de constater que la majorité des familles monoparentales s'en tirent si bien. Malgré les pressions affectives, sociales et financières auxquelles font face les parents seuls qui doivent tenir maison et élever les enfants, les résultats observés chez la plupart de ces derniers ne diffèrent pas de ceux qu'on constate chez les enfants de ménages biparentaux.

Lorsqu'il existe des différences, elles ne sont pas liées à la monoparentalité, mais à un ensemble de caractéristiques qui sont surreprésentées parmi les parents seuls : un faible revenu, la dépression, le manque de soutien social, et ainsi de suite. Il semble que les modalités de garde choisies après l'échec du mariage ne changent pas grand-chose aux résultats observés chez les enfants.

B. Certaines «mauvaises nouvelles» prévisibles

Les «mauvaises nouvelles» sont connues depuis des années, à la lumière des données isolées et transversales. On sait par exemple qu'un faible revenu est lié à une moins bonne santé chez les enfants et les adultes. De même, les unions conjugales entre personnes ayant des troubles affectifs et psychiatriques sont prévisiblement moins durables, et leurs enfants sont souvent perturbés eux-mêmes.

Les praticiens, sans doute plus que les analystes des politiques, insistent sur l'importance des compétences parentales. Selon eux, les efforts investis par le passé à cet égard visaient à inculquer des connaissances plutôt que des compétences aux parents seuls et à d'autres parents d'enfants vulnérables. Ces praticiens estiment qu'il importe avant tout de doter les parents de nouveaux mécanismes d'adaptation, au lieu de simplement les sensibiliser au fait qu'ils ont besoin de nouvelles méthodes. Il est maintenant démontré que la pratique, plutôt que la connaissance abstraite, a un effet sur les résultats observés chez les enfants, ce qui constitue une importante amélioration de la théorie antérieure.

C. Explication insatisfaisante des causes des «mauvaises nouvelles»

Les chercheurs, les commentatrices et les participants aux ateliers s'accordaient pour dire que le premier cycle de l'enquête a fourni certaines données corrélatives intéressantes, mais peu d'information sur les relations de cause à effet. Bien que l'analyse statistique des données puisse expliquer à des degrés variables (de 67 % à seulement 5 %) les écarts associés aux résultats chez les enfants de familles monoparentales, elle n'a pu expliquer tous les écarts. L'un des problèmes, c'est que l'analyse des événements passés reposait sur le souvenir qu'en avaient les répondants, et non sur des données recueillies au moment même et analysées par la suite.

Les participants craignaient que les analyses effectuées en fonction de l'âge ne soient plus ou moins fiables, selon la taille de la cohorte, étant donné que moins d'un cinquième des enfants visés par l'enquête vivaient dans des familles monoparentales. Toutefois, même quand le nombre d'enfants d'un groupe d'âge particulier était suffisamment élevé pour que l'analyse des données soit plus fiable, les chercheurs ont souligné que les relations ressortant de leurs analyses étaient corrélatives plutôt que causales. En outre, les praticiens parmi les participants ont mentionné d'autres «causes» possibles de certains résultats, d'après des caractéristiques qui n'avaient pas été mesurées ou qui ne pouvaient pas l'être.

1.5 Les étapes ultérieures

Les participants avaient certaines critiques ou préoccupations à propos du plan d'enquête même, surtout en ce qui a trait au concept des pratiques parentales inefficaces. À leur avis, il faudrait dorénavant axer les efforts sur deux objectifs : premièrement, déterminer comment et à qui communiquer les données et les résultats de recherche; deuxièmement, effectuer des recherches

supplémentaires sur les familles monoparentales, pour aider à mieux cerner cette population vulnérable.

Communication des résultats de l'enquête

Les participants ont constaté un besoin réel de diffusion des résultats de l'enquête et des recherches. Les «bonnes nouvelles» de l'enquête contribueraient à faire contrepoids à l'accent que mettent les médias sur les problèmes des enfants de familles monoparentales. En dehors de cette correction nécessaire, les discussions tenues au cours des deux ateliers ont porté sur la façon dont les connaissances mêmes pouvaient contribuer à de meilleurs résultats, si elles étaient diffusées convenablement.

En particulier, les participants ont recommandé de mettre les résultats de l'enquête et des recherches à la disposition de tous les parents seuls ayant pris part à l'enquête. Après tout, ces parents ont des intérêts dans ces recherches. Ils ont sans doute réfléchi davantage que la plupart des autres participants aux incidences de leur situation sur leurs enfants. Bon nombre de ces parents se sentent coupables, incapables, isolés et seuls. Il leur serait utile de savoir comment ils s'en tirent, et quels sont les facteurs se rattachant expressément aux problèmes qu'ils peuvent connaître. Ce serait également une marque de respect envers eux et cela leur permettrait de profiter de l'expérience cumulative d'autres parents se trouvant dans la même situation.

De même, de nombreux groupes et organismes sont intéressés par les résultats, dont Parents Without Partners, les groupes communautaires qui aident les personnes à faible revenu, les refuges pour femmes victimes de violence, les médiateurs et les avocats spécialisés en droit de la famille, ainsi que des organisations de la profession enseignante. Ces groupes pourraient tirer parti des données de l'enquête, des recherches et des analyses s'y rapportant, des commentaires formulés par les décideurs et les praticiens, ainsi que des conseils et des observations d'autres parties intéressées qui ont pris part aux ateliers. Les participants étaient d'avis que tout le monde devrait profiter des recherches, des analyses, ainsi que des discussions tenues dans le cadre de ces ateliers.

Enfin, les participants ont suggéré d'envoyer aux parents vulnérables de brefs sommaires de l'information fournie par les chercheurs. Par exemple, les chèques de prestation nationale pour enfants pourraient être accompagnés d'une brochure exposant les résultats des recherches. Les participants étaient d'opinion que, si les parents étaient davantage sensibilisés à l'importance de leurs propres compétences pour le bien-être de leurs enfants, ils seraient sans doute bien motivés à participer à des programmes de perfectionnement des compétences.

Les participants ont souligné l'importance de communiquer tant les bonnes nouvelles que les mauvaises, en précisant que les résultats négatifs devraient, dans la mesure du possible, être accompagnés de solutions suggérées. Blâmer les parents, font-ils remarquer, n'aide pas à en faire de meilleurs parents. Être un parent seul est un travail qui comporte beaucoup de stress, même si le parent choisit d'être seul et compte sur de bonnes compétences, un revenu suffisant et de nombreux soutiens sociaux et affectifs. Il y a des moments où le travail devient trop exigeant pour n'importe quel parent seul. On doit communiquer ce fait clairement aux parents. Tous les parents seuls devraient savoir que, pour le bien-être de leurs enfants, il est important de demander de l'aide. (C'est sans doute vrai aussi pour les ménages biparentaux.)

1.6 La recherche

Les participants ont formulé de nombreuses suggestions concernant d'éventuelles études qui pourraient être entreprises à mesure que les données s'accumulent. Voici des exemples d'objectifs de recherche :

- examiner les facteurs à l'origine du succès que connaissent la plupart des parents seuls;
- déterminer les causes ou les effets des pratiques parentales inefficaces;
- concevoir des études parallèles de nature plus participative;
- faire participer les praticiens, les universitaires et d'autres analystes des politiques aux améliorations de l'enquête, à sa mise en œuvre et à l'analyse des données.

A. Pourquoi tant de parents seuls s'en tirent-ils si bien?

Du côté des «bonnes nouvelles», comme nous l'avons mentionné précédemment, la plupart des parents seuls parviennent à élever des enfants heureux et en santé. Lors du premier cycle, les recherches avaient surtout pour objectif de déterminer «comment» et «pourquoi» des résultats négatifs sont observés chez les enfants de parents seuls, supposément pour trouver des façons d'y remédier. On pourrait toutefois soutenir qu'il faudrait étudier le cas des parents seuls qui connaissent du succès, afin de déterminer les caractéristiques qui contribuent à des résultats positifs chez leurs enfants. S'agit-il simplement de caractéristiques opposées à celles qui donnent lieu à des résultats négatifs? Les données pourraient-elles révéler une toute autre histoire?

Une deuxième question d'importance a trait au coût que représentent, pour le parent seul, des résultats aussi positifs chez les enfants. Les parents seuls dont les enfants s'en tirent bien sont-ils plus susceptibles d'y laisser leurs énergies ou d'être victimes d'«épuisement» au fil du temps? Sont-ils plus susceptibles d'avoir pris des décisions de carrière qui auront des incidences sur leur vie non parentale? Ont-ils pris des décisions qui limitent leur propre bien-être affectif et social au fil du temps? Ces renseignements aideraient à peindre le portrait qui se dégagera à long terme des données de l'enquête.

B. Le style parental est-il une cause ou un effet de piètres résultats?

Il ressort continuellement des recherches que les pratiques parentales inefficaces sont un prédicteur de piètres résultats chez les enfants de ménages monoparentaux. La plupart des recherches reposent généralement sur l'hypothèse selon laquelle il y a moins de pratiques parentales inefficaces chez les familles biparentales, ou que, en présence de deux parents, les pratiques parentales inefficaces sont peut-être moins préjudiciables, c'est-à-dire que l'autre parent compense pour le parent inefficace. Toutefois, les caractéristiques qui, collectivement, constituent des pratiques parentales inefficaces pourraient également découler du sentiment d'impuissance, de colère ou de frustration que ressentent les parents vis-à-vis des autres problèmes de leurs enfants, plutôt que d'être à l'origine de ces problèmes. Cette distinction est importante. Si les pratiques parentales inefficaces sont la source des problèmes, la solution est le perfectionnement des compétences parentales. Si ces pratiques parentales résultent d'autres problèmes, la solution consiste à remédier aux problèmes des enfants.

C. De quelle façon les praticiens et les universitaires peuvent-ils participer à l'enquête et aux recherches s'y rattachant?

La plupart des participants aux ateliers, y compris les commentateurs et les auteurs de compte rendu, collaborent aux recherches et à l'analyse des politiques, sans toutefois traiter directement avec les enfants de familles monoparentales. Les praticiens sont plus susceptibles de pouvoir aller au-devant des problèmes, trouver rapidement des solutions, et inciter les enfants et les parents à prendre des mesures qui favoriseront la santé des enfants.

Plutôt que de recommander un processus différent, les participants aux ateliers ont laissé entendre qu'un processus parallèle favorisant l'engagement des praticiens serait utile. Par exemple, les résultats pourraient être intégrés à des programmes de formation (et de perfectionnement professionnel continu) à l'intention des enseignants et d'autres éducateurs de la petite enfance. La Direction générale de la recherche appliquée et des associations professionnelles compétentes pourraient coparrainer des conférences spéciales. Enfin, la parution des constatations dans les revues appropriées et des publications plus populaires aiderait à joindre les personnes qui peuvent utiliser l'information pour améliorer la vie des enfants.

D. Comment la recherche participative peut-elle être intégrée à l'enquête et aux recherches s'y rattachant?

Les participants ont généralement reconnu qu'il serait très utile d'inclure les parents seuls dans le processus d'enquête, qu'il s'agisse de relever les lacunes au niveau des connaissances, de définir d'éventuelles orientations aux fins des analyses futures, et d'interpréter les constatations et les analyses réalisées. Voilà qui rendrait les recherches plus utiles, tout en contribuant à de meilleures pratiques parentales et à des résultats plus positifs chez les enfants de familles monoparentales.

Encore une fois, il ne s'agit pas de changer le processus d'enquête; le fait de suivre les mêmes familles au fil des ans nous apportera une abondance d'information. Par contre, une initiative parallèle, consistant à consulter des groupes organisés de parents seuls au sujet des analyses à effectuer et du mode de diffusion des résultats, enrichirait le processus. Une consultation de la sorte est plus susceptible de mettre au jour les problèmes que les parents seuls eux-mêmes entrevoient pour leurs enfants. En outre, les parents seuls pourraient être en mesure de jeter de la lumière sur certains résultats déroutants ou imprévus qui ressortent des données et des analyses.

2. Atelier 2 : Le rôle parental et le travail

<i>Compte rendu :</i>	<i>Société de recherche sociale appliquée</i>
<i>Présidence :</i>	<i>Valerie Clements</i> <i>Direction générale de la stratégie et de la coordination</i> <i>Développement des ressources humaines Canada</i>
<i>Exposés :</i>	<i>Philip Merrigan</i> <i>Département des sciences économiques</i> <i>Université du Québec à Montréal</i>
	<i>Cynthia Cook</i> <i>Direction générale de la recherche appliquée</i> <i>Développement des ressources humaines Canada</i>
	<i>J. Douglas Willms</i> <i>Centre atlantique de recherche en politiques de l'éducation</i> <i>Faculté de l'éducation, Université du Nouveau-Brunswick</i>
	<i>Dafna Kohen</i> <i>Département des soins de santé et de l'épidémiologie</i> <i>Université de la Colombie-Britannique</i>
<i>Commentaires :</i>	<i>Linda Duxbury</i> <i>École de commerce, Université Carleton</i>
	<i>MaryAnn McLaughlin</i> <i>Conference Board du Canada</i>

2.1 Les questions

Les parents sont souvent confrontés à des choix difficiles à propos du travail rémunéré, lorsque leurs enfants sont encore en bas âge : ils doivent trouver le moyen de subvenir aux besoins de la famille, tout en consacrant du temps à leurs enfants. Tout échec sur l'un ou l'autre de ces fronts risque d'être préjudiciable pour les enfants. Or, les parents n'ont souvent pas les compétences, les aptitudes ou les ressources voulues pour satisfaire à ces besoins considérables et souvent conflictuels. Le problème est particulièrement aigu dans le cas des parents seuls, qui doivent s'acquitter de responsabilités accablantes sans aide et qui n'ont personne avec qui partager les tâches parentales. Les tendances actuelles en ce qui a trait au chômage et à l'éclatement de la famille soulèvent des questions sur ce qui compte le plus : d'une part, le revenu et les ressources matérielles ou, d'autre part, les soins et l'éducation des enfants par les parents.

Les quatre communications présentées au cours de la séance axée sur le rôle parental et le travail ont trait au choix difficile auquel les parents sont confrontés : avoir un travail rémunéré ou rester à la maison avec les enfants. Les auteurs de ces quatre documents se sont appuyés sur les données de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ) pour examiner des indicateurs clés du développement des enfants. Les auteurs des deux premières communications soutiennent que l'emploi de la mère n'a aucun effet sur les résultats cognitifs des enfants. C'est plutôt le genre d'activités auxquelles les parents s'adonnent avec leurs enfants qui importent. Ce constat pave la voie à d'autres recherches sur les incidences éventuelles des caractéristiques parentales sur le développement des enfants. Le troisième travail de recherche est consacré à un examen des styles parentaux, tandis que le dernier porte sur d'autres genres de «pratiques parentales», telles que la garde d'enfants. Ensemble, ces communications peignent un portrait

général des effets de l'emploi des parents, des interactions parent-enfant, et des diverses façons dont les familles gèrent leur vie professionnelle et familiale.

2.2 Thèmes de l'atelier

L'atelier s'articulait sur les thèmes suivants :

- Les mères qui travaillent et leurs enfants (exposé : Philip Merrigan);
- L'équilibre travail-famille (exposé : Cynthia Cook);
- Les styles parentaux et les résultats observés chez les enfants (exposé : J. Douglas Willms);
- L'importance des services de garde d'enfants de qualité (exposé : Dafna Kohen).

A. Les mères qui travaillent et leurs enfants

Dans la communication intitulée «Les mères qui travaillent et leurs enfants», Pierre Lefebvre et Philip Merrigan se penchent directement sur la question du rôle parental et du travail rémunéré. Leur première grande question de recherche (p. 5) est directe : [traduction] «L'emploi de la mère a-t-il des incidences positives ou négatives sur le bien-être des enfants, indépendamment des caractéristiques de base de l'enfant et de la famille qui rendent certaines femmes plus susceptibles de travailler?»

La constatation la plus importante des auteurs porte que [traduction] «le travail des parents et le non-emploi de la mère n'ont pas d'effet direct sur les résultats cognitifs des enfants de quatre et de cinq ans» (p. 35). Cette constatation est issue d'un modèle statistique qui comprend des mesures non seulement de l'étendue du travail de la mère à l'extérieur du foyer, mais également de l'étendue du travail de l'autre parent dans le cas d'une famille biparentale.

B. L'équilibre travail-famille

Dans la communication intitulée «Le mythe de l'équilibre travail-famille», Cynthia Cook et J. Douglas Willms analysent le lien entre l'engagement des parents et le travail, où l'«engagement des parents» s'entend du nombre de fois par semaine que les parents participent avec leurs enfants à certains genres d'activités. Par exemple, leur mesure de l'«engagement» comprend le nombre de fois que les parents font la lecture à leurs enfants et le nombre de fois que les parents [traduction] «s'adonnent à des sports, à des passe-temps ou à des jeux» avec eux (p. 4).

Comme le soulignent Cook et Willms dans leur analyse documentaire, [traduction] «le lien [entre l'emploi de la mère et l'engagement des parents] est complexe, puisqu'il semble dépendre du genre d'activité envisagée, et du moment de la journée... Ce n'est pas nécessairement le nombre d'heures que les parents consacrent à leurs enfants qui compte le plus, mais bien le fait d'être disponibles pour discuter des problèmes scolaires et les aider à faire leurs devoirs.»

Au premier coup d'œil, à tout le moins, l'étendue de l'engagement des parents pourrait sembler dépendre de l'étendue du travail qu'ils font à l'extérieur du foyer. Toutefois, Cook et Willms constatent que l'engagement des parents dépend plus de l'âge de l'enfant que de la structure familiale ou du statut socioéconomique de la famille. L'engagement en soi a des effets positifs sur

le développement de l'enfant, selon une échelle du «comportement prosocial» et selon la probabilité qu'a l'enfant d'afficher un trouble du comportement.

C. Les styles parentaux et les résultats observés chez les enfants

Dans une communication connexe ayant pour titre «Les pratiques parentales font-elles une différence?», Ruth K. Chao et J. Douglas Willms étudient le lien qui existe entre le style parental et les résultats observés chez les enfants. L'une de leurs constatations importantes a trait à l'absence de tout lien étroit entre le «style parental» et le statut socioéconomique. On trouve dans toutes les classes de bons et de mauvais parents. Il n'est donc pas surprenant de constater que l'intégration du «style parental» à un modèle statistique des résultats observés chez les enfants ne change pas grand-chose aux effets estimatifs des indicateurs approximatifs de l'emploi de la mère.

D. L'importance des services de garde d'enfants de qualité

Dans la dernière communication, intitulée «L'importance des services de garde d'enfants de qualité», Dafna Kohen et Clyde Hertzman abordent un sujet controversé. Est-ce que différentes modalités de garde d'enfants — [traduction] «les services de garde dans une garderie réglementée, les services de garde au domicile d'une gardienne... les services de garde assurés au domicile de l'enfant par une gouvernante ou une gardienne rémunérée et d'autres modalités non réglementées, telles que la garde assurée par un grand-parent» — ont différents effets sur les résultats observés chez les enfants?

Il arrive de plus en plus que les deux parents aient un travail rémunéré ou soient aux études, d'où l'augmentation considérable du nombre d'enfants qui se font garder. Ce phénomène nouveau soulève des préoccupations au sujet de la qualité des services de garde et de ses effets sur les résultats observés chez les enfants. Kohen et Hertzman constatent que «le mode de garde est un facteur déterminant» pour certains genres de familles. Par exemple (p. 9) : «Dans le cas des enfants de familles à revenu modique, ceux qui se font garder dans un milieu [...] hors du foyer, qu'il soit réglementé ou pas, affichent [un vocabulaire supérieur à celui] des enfants qui se font garder à la maison par un membre de la famille ou qui ne se font pas garder.»

Les différences que constatent Kohen et Hertzman sont importantes, bien que les auteurs prennent soin de reconnaître que, en l'absence d'attribution aléatoire, il est impossible de déterminer si les aptitudes supérieures sont attribuables au mode de garde ou à un «processus de sélection subtil». Toutefois, ils estiment (p. 9) que [traduction] «du moins quelques-unes des différences sont attribuables à la participation à des programmes de ce genre».

2.3 Idées à retenir

Ces quatre communications constituent un point de départ utile à l'étude du rôle parental et du travail au moyen de l'ELNEJ. À mesure que les cycles se succéderont, les chercheurs seront en mesure d'appliquer des techniques longitudinales plus avancées. Il y a toutefois lieu d'accorder une plus grande attention à la nature et à l'étendue du travail des parents. Tout «travail» n'est pas identique. Les deux parents travaillent-ils? L'un des parents ou les deux travaillent-ils pendant de longues heures à des emplois physiquement ou mentalement épuisants, ou pendant un nombre peu élevé d'heures à des emplois relativement calmes? Travaillent-ils toute l'année ou seulement de façon saisonnière, à plein temps ou à temps partiel, pendant des heures normales ou par quarts?

Travaillent-ils pour des employeurs «profamille» qui donnent aux parents la marge de manœuvre voulue pour s'occuper des cas d'urgence de la famille ou pour être de retour à la maison quand les enfants rentrent de l'école? Ou travaillent-ils pour des employeurs stricts ou exigeants qui s'attendent à ce que leurs travailleurs respectent rigoureusement les horaires ou «donnent 110 % au travail»?

Un conflit clé sous-tend les discussions à propos du travail et de l'éducation des enfants : les parents peuvent-ils travailler à l'extérieur du foyer sans compromettre les résultats chez leurs enfants? Si, comme les communications le laissent entendre, le fait de passer plus de temps avec ses enfants donne lieu à de meilleurs résultats chez eux, il pourrait être préjudiciable au bien-être des enfants de réduire le temps consacré au rôle parental pour aller travailler à l'extérieur du foyer².

Ce conflit n'est pas nécessairement inévitable. De toute évidence, au moins certains parents qui travaillent à plein temps parviennent à élever une progéniture bien adaptée. Qui plus est, il se peut que d'autres facteurs contribuent davantage au bien-être des enfants que ne le fait le genre d'emploi des parents qui est mesuré par les données. Des politiques et des mesures bien conçues pourraient aider à réduire le conflit réel et apparent qui existe entre le travail rémunéré et le développement des enfants. Les idées à retenir à cet égard se rattachent aux cinq thèmes ci-dessous, selon le secteur où leur mise en œuvre serait la plus efficace de l'avis des participants.

- *Revenu familial* : Il s'agit d'un facteur clé qui influe sur le bien-être des enfants, et l'une des principales raisons pour lesquelles les parents choisissent d'entreprendre un travail rémunéré, ou de travailler pendant de plus longues heures.
- *Emploi des parents* : Comment et pourquoi les parents entreprennent-ils un travail rémunéré et quelles stratégies peuvent-ils adopter pour limiter le plus possible tout effet négatif sur leurs enfants?
- *Temps disponible pour les enfants* : Comment les exigences relatives au temps de travail peuvent-elles être adaptées en faveur des enfants?
- *Engagement des parents* : Comment les parents peuvent-ils tirer le meilleur parti du temps passé auprès de leurs enfants?
- *Services de garde de jour et système d'éducation* : Que faire avec les enfants lorsqu'ils se font garder par d'autres que leurs parents?

L'ELNEJ a reçu un appui solide tout au long de la séance. Dans tout contexte stratégique, qu'il soit local ou national, il serait difficile de prôner des changements, ou même de s'engager dans un débat éclairé, sans les éléments de preuve que l'ELNEJ peut fournir.

² Il y a toutefois une exception : Kohen et Hertzman constatent que des services de garde de jour de qualité ont une incidence favorable sur les résultats observés chez les enfants de familles à revenu modique. Pour ces familles, on suppose que des services de garde de jour de qualité remplacent le temps que les parents consacrent aux enfants.

A. Le revenu familial

Les discussions à ce sujet étaient basées sur la prémisse selon laquelle le revenu influe de façon significative sur les résultats observés chez les enfants, indépendamment d'autres facteurs. Les parents ont souvent l'impression de devoir travailler pour maintenir un certain niveau de vie. D'autres familles ont besoin de deux revenus simplement pour joindre les deux bouts. Les enfants de ménages à faible revenu s'en tirent moins bien que ceux dont la famille est mieux nantie, tandis que les enfants dont la famille bénéficie de l'aide sociale semblent être dans la pire situation.

Les participants recommandaient surtout d'affecter plus de ressources aux familles ayant des besoins supplémentaires. Ils ont proposé à maintes reprises d'accorder un supplément de revenu aux parents, principalement sous forme de transferts d'impôt ou d'assistance sociale. Certains jugeaient injuste la répartition de l'imposition entre les contribuables ayant des responsabilités parentales et ceux qui n'en n'ont pas. L'opinion était partagée quant à savoir si les crédits d'impôt ou d'autres soutiens du revenu devraient être universels ou ciblés. Les piètres résultats observés chez les enfants de familles recevant l'aide sociale ont incité certains participants à réclamer l'annulation des récentes politiques provinciales ayant pour effet de réduire le niveau réel de prestations d'aide sociale, de resserrer les règles d'admissibilité et de limiter la période de versement des prestations.

D'autres collaborateurs ont mis en valeur les résultats de recherche qui donnent à penser que le revenu n'influe pas autant sur les résultats observés chez les enfants que le font certains biens et services que ce revenu permettrait d'acheter. Ainsi, une façon d'aider les enfants serait de fournir un soutien en nature pour que les familles aient accès à des moyens de transport, à des services de garde, à un logement convenable et à des soins de santé.

La discussion n'a pas explicitement porté sur l'accès des parents séparés à des pensions alimentaires pour enfants (comme supplément de revenu). Les participants n'ont pas discuté non plus de l'accès à l'emploi comme tel, même si cette question était implicite dans une bonne partie des délibérations qui ont suivi.

B. L'emploi des parents

Les parents ont de nombreuses raisons de travailler, la principale étant le besoin de revenu. Les circonstances économiques peuvent déterminer si un parent travaille ou non, pendant combien de temps, quand, où et pour qui. En général, les parents ayant plus d'expérience et de compétences sont mieux rémunérés et ont des choix d'emploi plus nombreux, mais les mêmes principes s'appliquent. Une famille biparentale a peut-être une certaine marge de manœuvre du point de vue de la division des rôles de travail. Les parents seuls n'ont pas ce luxe.

La répartition traditionnelle du travail dans la famille, c'est-à-dire selon le sexe, peut être sensée lorsque les compétences professionnelles et parentales, les possibilités de rémunération et les circonstances le permettent. Les participants ont demandé que soient adoptées des politiques qui favorisent une répartition du travail fondée sur le modèle de l'homme soutien de famille, par l'élaboration de programmes d'éducation visant à faire des hommes de meilleurs pourvoyeurs et protecteurs, et par un soutien financier apporté aux mères qui restent à la maison. Certains prônent le retour à un revenu familial, qui ferait en sorte qu'un seul soutien subvienne aux besoins de la famille.

D'autres étaient d'avis que la répartition du travail selon le sexe n'est pas un modèle convenable. L'emploi, les compétences parentales et les possibilités de rémunération n'ont pas à être divisés rigoureusement selon le sexe. Il faudrait plutôt veiller à ce que tous les parents soient mieux préparés à l'emploi *et* au rôle parental, afin que chaque famille puisse trouver sa propre répartition optimale du travail. Les documents de recherche n'ont pas permis de définir les répartitions optimales. En pratique, les rôles parentaux et professionnels des parents ne sont pas statiques : les parents passent d'un rôle à l'autre à mesure que leurs enfants grandissent. Cette constatation ressort plus clairement des cycles ultérieurs de l'enquête.

Les chercheurs ont trouvé peu d'indications à l'appui de la perception populaire selon laquelle il existe un lien négatif étroit entre l'emploi de la mère et les résultats observés chez les enfants. Il semble que les parents puissent compenser le temps accaparé par leur emploi en étant très présents auprès de leurs enfants pendant le temps qu'ils passent ensemble. Les participants ont fait remarquer que ces constatations devraient paver la voie à d'autres modèles de travail et d'éducation des enfants et ils souhaitaient vivement que cette information soit rendue publique. D'une façon plus pragmatique, ils ont également souligné que les mères qui travaillent représentent tellement la norme aujourd'hui qu'un retour aux pratiques passées est peu vraisemblable.

La discussion s'est engagée ensuite sur la qualité de l'emploi, question qui n'est pas abordée dans les recherches. Les emplois qui sont bien rémunérés, qui sont régis par des politiques souples sur les heures de travail et les congés, qui comportent une sécurité d'emploi et qui offrent un milieu favorable pourraient apporter aux enfants des bienfaits qui ne sont pas mesurés à l'heure actuelle. Il importe d'étudier les effets qu'ont sur les enfants les politiques de «travail obligatoire», qui contraignent les parents à accepter des emplois faiblement rémunérés et pauvres en soutien, au prix du temps passé auprès de leurs enfants.

Les participants reconnaissaient l'importance des aptitudes et de l'instruction des parents. En général, les emplois de qualité vont aux parents compétents et instruits. Une autre constatation clé issue des recherches a trait à l'association qui existe entre le niveau d'instruction des parents et les résultats observés chez les enfants. Par conséquent, les politiques en matière d'éducation et de marché du travail qui s'appliquent à la génération des parents revêtent une importance fondamentale aussi pour la génération suivante d'enfants.

Certains participants ont suggéré d'adopter une stratégie pour conscientiser les employeurs aux incidences de leurs politiques d'emploi sur les enfants, donc sur leurs effectifs futurs. Il importe de communiquer les résultats aux employeurs dans un langage qu'ils comprennent et de leur fournir une analyse plus détaillée selon le genre d'emploi, le secteur et l'industrie. De brefs et simples documents, appuyés d'études solides, seraient les outils les plus efficaces.

Un argument convaincant porte que les employeurs se montreront réceptifs dans la mesure où leurs propres besoins coïncident avec ceux des familles. À un niveau donné (par exemple), il serait profitable tant pour l'employeur que pour les enfants que les parents sachent lire et écrire. Une stratégie d'alphabétisation en milieu de travail favoriserait la productivité au travail et la littératie à la maison. De même, on pourrait présenter aux employeurs des arguments en faveur de programmes profamille qui pourraient rehausser le moral, favoriser le maintien des effectifs, réduire l'absentéisme ou accroître le niveau de scolarité des éventuelles recrues.

D'autres participants ont fait valoir que les problèmes étaient si importants qu'il ne faudrait pas laisser les solutions à la merci de la bonne volonté de chaque entreprise. Des mesures législatives seraient la seule façon d'amener des changements qui profiteraient aux enfants, notamment des politiques sur les congés parentaux, et une aide à la réintégration du marché du travail. On a mentionné à titre d'exemple la récente extension des congés parentaux à une plus grande proportion de parents au Québec.

C. Le temps disponible pour les enfants

Au niveau des recherches, la grande inconnue est la nature et l'étendue du temps que les parents peuvent consacrer à leurs enfants. On pourrait supposer que les parents qui ne travaillent pas passent plus de temps avec leurs enfants et que les parents qui travaillent en passent moins, mais le lien exact qui existe entre le travail rémunéré, la garde des enfants et les autres activités demeure inconnu tant pour les mères que pour les pères. Même si, comparativement à bien des enquêtes, l'ELNEJ fournit de meilleurs renseignements sur ce que les parents font réellement lorsqu'ils passent du temps auprès de leurs enfants, ces renseignements demeurent limités.

Si des parents qui travaillent moins ont plus de temps à consacrer à leur rôle parental, des mesures visant à réduire l'offre de travail des parents sont susceptibles de profiter aux enfants. En s'appuyant sur cette hypothèse, les participants à l'atelier ont proposé un éventail d'options possibles :

- améliorer le niveau de scolarité et le capital humain des parents afin qu'ils puissent exiger une rémunération supérieure, ce qui leur permettrait de réduire leurs heures de travail;
- subventionner les gains des parents, en leur transférant éventuellement un revenu supérieur au moyen du régime fiscal, afin qu'ils n'aient pas à travailler autant d'heures;
- légiférer sur un salaire familial ou augmenter le salaire minimum pour que le même nombre d'heures corresponde à un revenu supérieur;
- légiférer sur l'extension des congés parentaux (à l'instar de certains pays scandinaves) aux parents biologiques comme aux parents adoptifs;
- inciter les employeurs à offrir des emplois «profamille», afin que les parents puissent mieux coordonner leurs heures et partager le temps de garde des enfants.

L'une des clés du succès à cet égard pourrait être d'accorder plus de temps libre au père. La mère subirait peut-être moins de pression si le père était plus disponible pour s'occuper des enfants à la maison. On souhaitait donc que l'amélioration du rôle parental ne soit pas uniquement considérée comme une question d'emploi visant les femmes. Il se peut que certains facteurs institutionnels, culturels et personnels influent sur la volonté qu'a le père d'assumer une plus grande part des fonctions parentales. Certains hommes ont des comportements bien enracinés qu'il peut être difficile de changer. Dans d'autres cas, cependant, ce sont les politiques plutôt que la culture qui les empêchent de contribuer davantage aux fonctions parentales.

Un participant a résumé ce thème ainsi : nous devons modifier l'orientation de nos politiques de sorte à aider les parents à demeurer auprès de leur famille, plutôt que de chercher avant tout à les garder actifs sur le marché du travail. Comme l'a souligné l'un des intervenants, il est néanmoins

bien plus facile de dresser une liste de programmes qui pourraient favoriser des emplois «profamille», que d'en justifier l'adoption auprès des entreprises privées.

D. L'engagement des parents

Bien que l'enquête n'ait pas permis de calculer exactement le temps que les parents passent auprès de leurs enfants, elle a précisé le genre d'activités associées au rôle parental et ce, tant du point de vue général du comportement (lien entre le style parental et les résultats observés chez les enfants) que sur le plan des activités auxquelles les parents s'adonnent chaque jour avec leurs enfants.

Voici une constatation significative : la meilleure chose que les parents puissent faire pour favoriser le progrès scolaire de leurs enfants est de leur faire régulièrement la lecture. Cette constatation est ressortie clairement des résultats de l'enquête. Une autre observation porte que le plus important déterminant de l'engagement des parents n'est pas l'emploi de ces derniers, mais bien l'âge de l'enfant. Il semble qu'il faille encourager les parents à demeurer engagés auprès de leurs enfants à mesure qu'ils grandissent.

Les idées à retenir s'articulaient surtout sur la façon de communiquer aux parents les messages concernant les pratiques parentales positives. Les suggestions avaient souvent pour objectif de tirer le meilleur parti possible de l'infrastructure existante. Il pourrait s'agir d'encourager les nouveaux parents à suivre des cours postnatals afin d'acquérir des compétences parentales. Les employeurs pourraient appuyer la tenue, le midi, de programmes axés sur les pratiques parentales positives. Les participants étaient unanimes à dire que la diffusion des connaissances et des renseignements est un rôle légitime que le gouvernement peut remplir avec efficacité. Un programme d'information et de sensibilisation serait une façon efficace de communiquer les constatations issues de l'ELNEJ au sujet des pratiques parentales judicieuses.

E. Les services de garde de jour et le système d'éducation

Les observations présentées à l'atelier donnaient à penser que certains modes de garde et certains environnements sont bénéfiques pour les enfants. L'environnement dont il a été le plus souvent question est celui que créent les parents et dans lequel ils élèvent leurs enfants. Toutefois, les discussions ont également porté sur les milieux dans lesquels les enfants évoluent lorsque leurs parents ne sont pas présents. Les recherches semblaient indiquer que les services de garde réglementés contribuent à de meilleurs résultats chez les enfants que les services non réglementés, et que ce sont les enfants de ménages à revenu modique qui en bénéficient le plus³.

Si la réglementation est considérée comme une indication de la qualité des services de garde d'enfants, l'extension des services réglementés est susceptible d'améliorer la qualité des services de garde de jour. Dans certaines circonstances, les services de garde de jour peuvent remplacer ou compléter les soins que les parents sont en mesure de dispenser. Les enfants qui se font garder peuvent en bénéficier si les circonstances font en sorte qu'il soit difficile pour leurs parents de leur prodiguer des soins équivalents à la maison. Certains groupes de parents, tels que les bénéficiaires d'aide sociale, pourraient être ciblés.

³ L'examen des résultats chez les enfants relativement aux modalités de garde a soulevé une vive réserve. On soutenait qu'un certain nombre de résultats comportementaux clés n'avaient pas été examinés, parmi lesquels l'attachement des enfants, résultat comportemental clé dans tout examen de l'effet des soins parentaux assurés à domicile par rapport à la garde d'enfants. Il pourrait s'agir d'un sujet d'analyse du deuxième cycle de l'ELNEJ.

L'universalisation des services de garde est un autre scénario, basé sur l'hypothèse selon laquelle les enfants de parents qui travaillent bénéficieraient également d'un tel soutien. Tous y gagneraient si le stigmate associé au recours aux services de garde d'enfants disparaissait. Un exemple d'universalité est la politique québécoise sur les services de garde de jour à frais modiques.

Les thèmes de l'emploi des parents ont refait surface, les participants étant d'avis que des parents stressés ne sont pas de bons parents. Les parents pourraient avoir besoin de soutien en milieu de travail comme à l'extérieur afin que le temps passé auprès de leurs enfants compte vraiment. Si la totalité du temps passé en dehors du travail n'améliore pas à tout point de vue les résultats chez les enfants (comme il est démontré chez les familles bénéficiant de l'aide sociale), c'est que les parents ont peut-être parfois besoin d'être soulagés de leurs fonctions parentales.

Les participants ont laissé entendre, en d'autres mots, qu'il pourrait être avantageux pour les enfants d'être séparés de leurs parents pendant une certaine période *et* de passer cette période dans un milieu chaleureux où ils obtiennent des soins de qualité. Selon certaines indications, il semble que les parents soient d'accord là-dessus. En effet, une étude effectuée à Toronto a révélé qu'une majorité des parents qui travaillent *aussi bien que* des parents qui ne travaillent pas approuveraient la prolongation de la journée scolaire et l'extension de la maternelle.

Plusieurs questions sont demeurées sans réponse : quels devraient être précisément les services de garde réglementés universels et, en particulier, quelle devrait être la composition des services de garde et d'éducation? Les services de garde d'enfants varient énormément. Différentes études font ressortir que les ressources, la formation, les taux d'encadrement des enfants et les relations entre la gardienne et l'enfant contribuent tous de façon importante aux résultats observés chez les enfants. Les participants ont laissé entendre que les observations concernant les dimensions les plus efficaces de l'engagement des parents pourraient servir à orienter les pratiques des fournisseurs de services de garde de jour.

Néanmoins, même un programme de garde d'enfants généreusement subventionné pourrait poser des problèmes d'accès. Certains des plus bas salariés ont besoin de services de garde à des heures inhabituelles parce qu'ils travaillent de quart et de nuit. Les participants ont vivement recommandé de mettre les ressources en matière de garde d'enfants directement à la disposition des parents pour leur permettre de choisir leurs propres options de garde, afin que la croissance de l'offre des services de garde soit à la mesure de la demande. D'autres craignaient que cela n'aille à l'encontre de l'offre de services de qualité. On a signalé que seuls les parents qui travaillent ont actuellement droit à des crédits d'impôt pour la garde d'enfants.

Une dernière préoccupation au sujet de la garde d'enfants avait trait au secteur de compétence. Les participants étaient d'avis que la distinction qui existe entre la garde et l'éducation des enfants au Canada a créé une répartition des responsabilités fédérales et provinciales qui n'apporte rien d'utile. Ils ont vivement recommandé la prudence lorsqu'il s'agit de promouvoir la garde d'enfants comme ressource éducative, s'il en résulte que le rôle fédéral vis-à-vis de la politique sur la garde d'enfants s'efface au détriment de l'ensemble des enfants canadiens.

2.4 Conclusion

L'ELNEJ présente une occasion importante d'étudier certaines questions parmi les plus centrales de la politique sociale contemporaine. Le fait qu'un plus grand nombre de parents travaillent à

l'extérieur du foyer soulève de nouvelles préoccupations à l'égard des enfants qui se font garder par d'autres. Chaque jour, les parents canadiens sont confrontés au conflit qui existe entre l'obligation de travailler contre rémunération et le désir de participer à l'éducation de leurs enfants.

Bien qu'il reste beaucoup de travail à faire, les communications présentées dans le cadre des séances axées sur le rôle parental et le travail enrichissent de façon importante les études canadiennes à ce sujet. La constatation la plus importante porte qu'il n'existe aucun lien manifeste entre le travail des parents et les résultats observés chez les enfants. Autrement dit, si les parents choisissent de travailler, il ne s'ensuit pas que leurs enfants subissent un préjudice. En effet, dans le cas des familles à faible revenu, les services de garde réglementés assurés hors du foyer pourraient être plus bénéfiques que d'autres modes de garde de jour.

Il importe d'approfondir les recherches sur l'effet qu'ont différentes conditions de travail sur les résultats observés chez les enfants. Les participants aux séances ont suggéré plusieurs politiques qui favoriseraient l'établissement de conditions de travail «profamille». Parmi elles figurent de généreuses politiques sur les congés parentaux, des horaires de travail souples, de même que l'aménagement de garderies en milieu de travail.

Les participants ont indiqué clairement qu'il faut multiplier les dialogues entre les décideurs et les employeurs. Les communications présentées au cours de cette séance venaient de spécialistes des sciences sociales qui parlent un langage différent de celui des employeurs. Pour la plupart de ces spécialistes, le «travail» est représenté par le «nombre de semaines travaillées par an» ou par le «nombre d'heures travaillées par semaine». Pour les employeurs qui tentent de rivaliser sur le plan économique, cette caractérisation du «travail» est inutilement rudimentaire. Les emplois varient énormément du point de vue des exigences qu'ils imposent tant aux employeurs qu'aux employés, et toute politique de travail «profamille» doit tenir compte des besoins des employeurs. Les programmes qui encouragent les employeurs à prendre des mesures qui réduisent la viabilité de leur entreprise seront difficiles à faire adopter.

Certains participants étaient d'avis que la tendance vers une activité accrue des parents — surtout des mères — sur le marché du travail tend à pénaliser les mères qui désirent rester à la maison. Si l'engagement des parents a une incidence positive sur les résultats observés chez les enfants, et si cet engagement est lié au temps que les parents ont à consacrer à leurs enfants, les parents ne devraient pas être pénalisés parce qu'ils restent à la maison auprès de leurs enfants.

Le conflit qui existe entre le rôle parental et le travail est particulièrement évident chez les parents à faible revenu. Bien souvent, les ménages à faible revenu ne comptent qu'un adulte. Comme les politiques sociales tendent à encourager les bénéficiaires d'aide sociale à travailler, les décideurs doivent prendre en considération l'effet des politiques de ce genre sur les enfants. Étant donné la constatation issue de l'ELNEJ selon laquelle les services de garde de jour réglementés donnent lieu à de meilleurs résultats chez les enfants de familles à revenu modique, et l'observation d'après laquelle moins de la moitié des enfants de quatre ans de familles à faible revenu fréquentent un programme de garde de jour réglementé, il est nécessaire que des services subventionnés de garde de jour de qualité soient offerts à tous.

On ne saurait surestimer l'utilité des recherches menées dans ces domaines. Nul doute que certaines personnes continueront de faire pression pour que le travail soit subventionné, tantôt

indirectement par des subventions à la garde d'enfants et des dispositions fiscales, tantôt directement par des avantages liés au travail. D'autres feront pression pour que soit éliminé le traitement de faveur des parents qui travaillent, afin que ceux qui restent à la maison ne soient pas financièrement défavorisés. Les études qui permettent de mesurer les effets de divers «intrants» du développement des enfants, dont le temps parental, le temps passé en situation de garde réglementée et diverses pratiques parentales, ne peuvent qu'aider les décideurs à équilibrer ces pressions concurrentielles.

3. Atelier 3 : L'école

<i>Compte rendu :</i>	<i>Conseil canadien de développement social</i>
<i>Présidence :</i>	<i>Doug Drew</i> <i>Centre de la statistique de l'éducation, Statistique Canada</i>
<i>Exposés :</i>	<i>Bruce Ryan</i> <i>Département des études familiales</i> <i>Université de Guelph</i> <i>Jennifer Connolly</i> <i>Département de la psychologie, Université York</i> <i>Clyde Hertzman</i> <i>Département des soins de santé et de l'épidémiologie,</i> <i>Université de la Colombie-Britannique</i>
<i>Commentaires :</i>	<i>Wayne Doggett</i> <i>Éducation et culture Nouvelle-Écosse</i> <i>Jan Eastman</i> <i>Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants</i>

3.1 Les questions

Dans les discussions concernant l'état de l'apprentissage des enfants au Canada, l'attention des médias et du public semble porter exclusivement sur le système d'éducation, c'est-à-dire les écoles que nos enfants fréquentent, les enseignants, de même que les conseils qui mettent en œuvre et maintiennent la politique de l'éducation. Pourtant, de nouvelles études démontrent que les heures qu'un enfant passe en dehors de la classe ont une profonde incidence sur sa capacité d'apprentissage, même avant le début de la fréquentation scolaire. De nouvelles études révèlent que nous devons tenir compte des incidences de la vie familiale, du quartier et des enseignants de l'enfant si nous voulons améliorer l'apprentissage de ce dernier. Nous devons étendre le concept de l'éducation au-delà de la cour d'école et adopter une approche holistique englobante. À cette fin, nous devons nous poser les questions suivantes :

- Comment pouvons-nous soutenir les familles pour veiller à ce que leurs enfants apprennent? Quel genre d'activités peuvent contribuer à assurer ce soutien? Qui seraient les agents clés?
- Comment pouvons-nous améliorer les quartiers dans lesquels vivent les enfants pour qu'ils aient des incidences positives sur leurs résultats scolaires? Quels facteurs associés au quartier devraient donner lieu à des interventions? Par qui?
- Comment devrions-nous modifier les politiques et les pratiques en vigueur dans les écoles et d'autres institutions pour tenir compte du stress lié au début de l'adolescence et à l'apprentissage? Comment le soutien des garçons devrait-il différer de celui qui est apporté aux filles?
- Quelles mesures pouvons-nous prendre pour veiller à ce que tous les enfants vivent une expérience scolaire positive? Comment pouvons-nous améliorer le rendement scolaire des enfants de familles à faible revenu et de parents peu instruits?

Les déterminants de la capacité d'apprentissage de l'enfant ne se limitent pas au milieu scolaire. Les trois communications basées sur les données de l'ELNEJ et présentées lors de cette conférence démontrent plutôt que les aptitudes comportementales et cognitives de l'enfant sont influencées par le quartier dans lequel vit la famille, par les attitudes personnelles et parentales, et par les attentes sur le plan de l'éducation et du fonctionnement familial.

3.2 Thèmes de l'atelier

Les documents de recherche portaient sur les sujets suivants :

- Les influences du quartier sur la maturité scolaire des enfants;
- Les relations familiales et le succès scolaire des enfants;
- Les liens entre l'attitude personnelle et le soutien des parents et des enseignants à l'égard de l'école.

A. Les influences du quartier sur la maturité scolaire des enfants

Dans leur communication intitulée «L'affluence des quartiers et la maturité scolaire», Dafna E. Kohen, Clyde Hertzman et Jeanne Brooks-Gunn ont étudié le lien qui existe entre les caractéristiques du quartier et la maturité scolaire des enfants. L'ELNEJ comportait deux indicateurs de la maturité scolaire : la compétence cognitive (les mots compris) des enfants de quatre et de cinq ans; et la compétence comportementale des enfants de plus de deux ans. L'enquête comprenait également un examen des caractéristiques du quartier, en particulier l'affluence et la sécurité du quartier. Les chercheurs ont examiné la situation des enfants âgés de deux, de trois, de quatre et de cinq ans, à partir des données du premier cycle de l'ELNEJ.

Les enfants de deux et de trois ans sont, pour la plupart, trop jeunes pour explorer leurs environs par eux-mêmes. C'est pourquoi les différences individuelles et familiales ont sans doute une incidence plus grande sur eux qu'en ont les caractéristiques du quartier. Chez les enfants qui atteignent l'âge scolaire (quatre ou cinq ans), les caractéristiques du quartier peuvent avoir des effets importants.

Dans les quartiers non sécuritaires (caractérisés par la saleté, la présence de rôdeurs, et de la bagarre) et pauvres en cohésion sociale (où les parents considèrent qu'il y a peu de collaboration ou d'entraide parmi les voisins), les enfants risquent d'afficher de plus faibles résultats cognitifs et un plus grand nombre de problèmes de comportement. Il en va de même pour les enfants de familles à revenu modique et les enfants dont la mère est peu instruite. Les enfants qui grandissent dans des quartiers où se concentrent un grand nombre de familles monoparentales sont plus susceptibles de résultats médiocres, parce que ces quartiers tendent à ne pas être sécuritaires, non parce que l'enfant est élevé dans une famille monoparentale.

À l'inverse, les enfants qui vivent dans des quartiers comptant une forte proportion de familles dont le revenu dépasse 50 000 \$ ont de meilleurs résultats cognitifs, moins de problèmes de comportement et une plus grande maturité scolaire. Ces constatations complètent celles d'une étude américaine démontrant qu'il est bénéfique pour tous les enfants de vivre dans un quartier dont 5 % ou plus des résidents sont des chefs communautaires bien en vue. Il est prouvé que les

quartiers affichant une telle proportion de dirigeants communautaires sont caractérisés par une plus grande cohésion et sont donc plus susceptibles de produire des enfants mieux préparés à entreprendre leurs études scolaires.

Les auteurs jugent nécessaire d'investir dans le développement de la petite enfance, d'élaborer des programmes axés aussi bien sur le quartier que sur la famille, et de s'efforcer de réduire les inégalités entre les enfants de différents statuts socioéconomiques, notamment par une aide au logement.

B. Les relations familiales et le succès scolaire des enfants

De toute évidence, les quartiers ne sont pas les seuls facteurs influant sur la maturité scolaire des enfants. Dans leur communication intitulée «Quelle est l'incidence des familles sur le succès scolaire des enfants?», Bruce A. Ryan et Gerald G. Adams démontrent que la dynamique familiale exerce une énorme influence, aussi bien positive que négative, sur la capacité d'apprentissage des enfants.

Comme l'expliquent les auteurs, pendant trop longtemps les érudits et les responsables des politiques éducatives ont considéré la famille et l'école en tant qu'entités distinctes. Au cours des 20 dernières années, cependant, les parents et les éducateurs ont commencé à reconnaître le lien qui existe entre ces deux systèmes complexes, et à demander une plus grande collaboration, communication et participation parentale en ce qui a trait à l'éducation des enfants. Une meilleure compréhension du lien unissant ces deux mondes contribuera à améliorer les résultats scolaires des enfants.

Les chercheurs ont élaboré leur modèle de la relation famille-école afin d'étudier le lien qui existe entre les caractéristiques personnelles et familiales de l'enfant et son rendement à l'école. Le modèle se compose de plusieurs niveaux de caractéristiques qui, ensemble, influent sur le rendement scolaire de l'enfant. Le premier, ou le plus central, des niveaux correspond aux caractéristiques personnelles de l'enfant, par exemple l'intelligence, les compétences, l'estime de soi et la tolérance à la frustration. Viennent ensuite les caractéristiques familiales, qu'elles soient axées sur l'école ou d'ordre général (interactions générales parent-enfant, relations familiales générales, caractéristiques personnelles des parents). À quel point les parents sont-ils disposés à aider leurs enfants à faire leurs devoirs? Peuvent-ils apporter des expériences éducatives? Quel est leur niveau d'instruction? Quel est l'état de santé de la famille sur le plan affectif? Enfin, le modèle tient compte des variables socioculturelles exogènes, parmi lesquelles le statut socioéconomique est le plus évident.

Les chercheurs ont constaté que ce sont les caractéristiques personnelles de l'enfant qui ont la plus forte influence sur ses résultats scolaires. Néanmoins, les interactions parent-enfant, qu'elles portent sur les activités scolaires ou pas, peuvent également influencer sur la réussite scolaire de l'enfant. En outre, le fonctionnement familial général, les caractéristiques des parents et les valeurs socioculturelles influencent tous à des degrés variables le succès que connaît l'enfant à l'école. Bien que différents coefficients soient ressortis entre les garçons et les filles, le modèle de la relation famille-école s'applique d'une façon égale aux deux sexes.

Comme l'ont constaté Ryan et Adams, le statut socioéconomique de la famille a un profond effet sur le succès scolaire de l'enfant parce qu'il influe sur presque chaque aspect du fonctionnement

familial. Les parents à revenu modique sont plus susceptibles de souffrir de dépression et de stress, ce qui donne lieu à de piètres interactions familiales. Les familles de statut socioéconomique plus élevé sont plus susceptibles de rechercher un soutien social et de prendre des mesures pour régler des problèmes familiaux. Elles sont aussi moins susceptibles de souffrir d'une situation de conflit, de colère et de communication déficiente. Enfin, elles sont moins susceptibles de manifester des comportements parentaux inefficaces, lesquels ont des effets défavorables sur la compétence et les aptitudes scolaires de l'enfant.

C. Les liens entre l'attitude personnelle et le soutien des parents et des enseignants à l'égard de l'école

Les enfants de 10 et de 11 ans sont au tout début de la puberté, période qui peut être stressante pour eux et leur famille. Dans leur communication intitulée «La réussite scolaire au début de l'adolescence : les attitudes à l'égard de l'école sont-elles déterminantes?», Jennifer A. Connolly, Virginia Hatchette et Loren E. McMaster ont examiné l'évolution de trois éléments qui influent sur le rendement scolaire des enfants : le soutien des parents, le soutien des enseignants, et les attitudes personnelles des enfants à l'égard de l'école. Leur objectif était de déterminer si le début de la puberté a une incidence sur les attitudes des enfants et leur rendement à l'école, et si le succès scolaire et les attitudes à l'égard de l'école diffèrent chez les garçons et chez les filles.

L'ELNEJ a permis de réunir des données sur le succès scolaire des enfants, leurs attitudes à l'égard de l'école, et le soutien qu'ils disent recevoir de leurs parents et de leurs enseignants. En général, les données ont révélé que les enfants s'en tirent bien et considèrent que leurs parents et leurs enseignants les appuient. Il existe des liens manifestes entre la réussite scolaire et une attitude positive des enfants à l'égard de l'école, le soutien des enseignants, l'absence de pression venant des parents, et les espoirs mêmes qu'entretiennent les parents en ce qui a trait à la réussite de leurs enfants. Parmi ces facteurs, la confiance qu'ont les enfants en leurs propres moyens est plus déterminante que ne l'est le soutien des adultes, «d'où l'impression que, au début de l'adolescence, les jeunes ont commencé à intérioriser les attentes et les attitudes en matière scolaire auxquelles ils sont exposés. Il n'y a pas que l'appui qu'ils reçoivent des adultes, leurs propres attentes se mettent à influencer sur leur rendement.»

Comme les enfants participant à l'enquête étaient prépubères ou se trouvaient au tout début de la puberté, il est peut-être trop tôt pour déterminer l'effet que la puberté peut avoir sur leur rendement scolaire et leurs attitudes à l'égard de l'école. Certains résultats préliminaires donnent à penser que les enfants pubères perdent leur estime de soi et disent obtenir moins de soutien de la part de leurs parents. Néanmoins, «on a établi... peu de liens avec le rendement scolaire» à ce stade préliminaire.

En général, il semble que les filles tirent parti des dernières années de l'école primaire. Les filles sont plus susceptibles que les garçons de dire que leurs enseignants et leurs parents les appuient. Les attitudes positives à l'égard de l'école ont une plus grande incidence sur la réussite scolaire des filles que sur celle des garçons. Chez les filles, le soutien des enseignants, le soutien des parents et les attitudes positives contribuent tous au succès scolaire. Chez les garçons, le soutien des parents est plus important, tandis que le soutien des enseignants et les attitudes positives ont une incidence moindre sur le rendement.

Selon les auteurs, il est nécessaire d'étudier les facteurs qui créent un environnement scolaire positif pour les élèves qui en sont aux dernières années de l'école primaire. Les écoles devraient favoriser une attitude positive chez les élèves, de bonnes attitudes au niveau de la famille et un appui solide de la part des enseignants. D'une part, il importe de continuer à soutenir les filles qui en sont aux dernières années de l'école primaire. D'autre part, «les garçons tirent moins parti de ce que l'école a à offrir». Aussi faut-il leur apporter un plus grand appui, et surtout les aider à intérioriser des attitudes positives à l'égard de l'école. Il faut prendre soin de faire contrepoids à la dégradation prévue de l'estime de soi des enfants et du soutien des parents, lorsque les enfants atteignent la puberté.

3.3 Idées à retenir

Les discussions découlant des documents de recherche présentés ont fait ressortir un certain nombre de suggestions et de thèmes qui ont trait à l'amélioration de l'éducation des enfants au Canada. Même si les thèmes étaient nombreux, ils avaient un dénominateur commun, à savoir la nécessité d'une meilleure communication entre les intervenants dans l'éducation des enfants, et d'une meilleure coordination des ressources financières et physiques. Nous allons maintenant examiner ces thèmes.

A. L'importance de la recherche

Une bonne recherche favorise de saines politiques et des programmes judicieux. Il y a quatre raisons pour lesquelles nous avons besoin d'un vaste ensemble de données fiables :

- vérifier, étayer et confirmer nos perceptions de ce qui contribue (et de ce qui ne contribue pas) à favoriser de bons résultats chez les enfants;
- établir les buts, les lignes directrices et les priorités des programmes;
- intégrer les services et les programmes existants en vue d'en améliorer la mise en œuvre et l'administration;
- établir un terrain d'entente pour toutes les entités intervenant auprès des enfants (p. ex., les ministères et organismes gouvernementaux, les ONG, les syndicats, les praticiens, etc.)

Nous devons toutefois nous rappeler que le chemin qui mène de la recherche à l'élaboration de programmes, en passant par l'adoption de politiques, peut être ardu, selon l'envergure des changements nécessaires. Il est impossible de passer directement d'un résultat de recherche donné à une nouvelle politique. Lorsque nous proposons d'apporter un changement particulier à une politique, nous devons le justifier de façon claire, et nous devrions réfléchir comme il faut à l'aboutissement de ce changement dans d'autres secteurs. Nous devrions également nous rappeler qu'il faut du temps pour amener un changement et que les résultats ne sont pas toujours apparents dans l'immédiat.

Nous devons élargir nos domaines de recherche. Il faudrait y inclure tous les enfants, par exemple les enfants autochtones. Nous devrions étudier l'éventail des besoins des enfants. Avons-nous examiné les avantages que présentent les collectivités caractérisées par la mixité des revenus? Les garçons et les filles apprennent-ils différemment et, le cas échéant, faudrait-il les séparer dans des

classes distinctes pour certains programmes? Nous devrions examiner l'influence des enseignants en tant que modèles de comportement. Pourquoi l'enseignement attire-t-il relativement peu d'hommes? Ce ne sont que quelques-unes des questions à approfondir.

Les thèmes à l'étude ont un dénominateur commun, tout comme les communications ayant servi de base aux discussions. Les auteurs des trois documents de recherche reconnaissent les interactions complexes qui existent entre l'école et la famille, deux entités complexes en soi. De plus, les trois communications décrivent, selon des optiques différentes, l'effet important qu'a le statut socioéconomique sur les résultats scolaires des enfants. Le CCDS espère que les constatations issues de ces documents, et d'autres résultats basés sur les données de l'ELNEJ, permettront aux décideurs de se faire un portrait exact des enfants et des familles aux fins de l'affectation des ressources financières ou autres.

Il est reconnu et bien établi que le statut socioéconomique influe passablement sur les possibilités dont bénéficie un enfant de devenir un membre sain et productif de la société canadienne. Les enfants dont les parents sont mieux instruits et mieux nantis sont plus susceptibles de réussir. Pourtant, comme le démontre le document de recherche présenté par J. Douglas Willms, quelque 23 % des enfants canadiens risquent de ne pas réaliser leur plein potentiel. Comment l'expliquer?

L'une des principales pierres d'achoppement est le fait que les législateurs, les chefs de file communautaires et les gouvernements n'ont pas réussi à articuler l'étendue des changements survenus au Canada au cours des dernières décennies. Des modifications du TCSPS (Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux) et de l'assurance-emploi et diverses réformes de l'éducation même ont eu lieu sans que le public et l'appareil bureaucratique en comprennent clairement la nécessité. Bien que des modifications préalables puissent avoir été fondées sur de solides études, il est concevable qu'on les ait apportées sans en comprendre parfaitement la nécessité, ou sans en avoir examiné les ramifications possibles dans d'autres secteurs non directement visés par une réforme des politiques. Plutôt que d'assurer une transition harmonieuse des politiques gouvernementales, ces modifications générales des politiques sociales et éducatives soulèvent la controverse au sein des cabinets fédéral et provinciaux et suscitent les critiques du milieu universitaire, des enseignants et des parents eux-mêmes. Il faut espérer que les responsables de l'élaboration des politiques influant sur l'éducation (et, dans une moindre mesure, le statut socioéconomique) feront dorénavant preuve de concertation et de collaboration.

B. Une meilleure communication entre les intervenants

Bien qu'exprimées avec véhémence, les critiques à l'endroit du système d'éducation canadien ne sont pas toujours entièrement justes. Les personnes chargées d'améliorer le potentiel d'apprentissage des enfants canadiens doivent d'abord tenir compte du fait que la majorité d'entre eux apprennent bel et bien à lire, à écrire, à épeler et à faire des fractions. En outre, la majorité d'entre eux grandissent en santé. Bien que le public tende à percevoir le système scolaire comme une entité homogène et informe, ce n'est simplement pas le cas. Les enseignants canadiens sont, pour la plupart, des professionnels dévoués et talentueux qui se plaisent dans leur travail.

Malheureusement, les différentes régions du pays ne sont pas toutes aussi bien dotées les unes que les autres de bons enseignants et de méthodes ou de ressources d'enseignement efficaces. De plus, les communications déficientes ou infrequentes entre les provinces ou entre les conseils scolaires peuvent avoir entravé la diffusion de l'information et de méthodes innovatrices au pays. Comment

donc les enseignants qui désirent échanger de nouvelles idées peuvent-ils le faire? Comment faire savoir aux enseignants qu'ils effectuent un bon travail?

Une réponse à ces deux questions consiste, pour les provinces et les conseils scolaires au pays, à faire connaître les stratégies dans d'autres secteurs de compétence. À l'heure actuelle, dans le cadre de la formation en cours d'emploi, les enseignants passent une journée entière à examiner de nouvelles approches en matière d'éducation. Comme les enseignants sont souvent aux premières lignes des changements sociodémographiques, ils ont une riche expérience et d'abondantes connaissances qui ne sortent malheureusement pas de la classe. Ces connaissances directes, alliées aux données d'enquêtes telles que l'ELNEJ, contribueraient à une saine réforme de l'éducation. Or, la formation en cours d'emploi et d'autres tribunes de formation du genre comptent parmi les premières victimes des réductions budgétaires provinciales en matière d'éducation. La diminution des ressources financières limite sérieusement la capacité qu'ont les enseignants d'entreprendre des activités à l'extérieur de la classe. Il faut trouver des possibilités pour les enseignants de communiquer leurs expériences et leurs connaissances.

C. Une approche intégrée

À l'amélioration des communications entre les éducateurs et les décideurs est étroitement lié le besoin d'une plus grande intégration entre les intervenants dans l'éducation de nos enfants. Comme il ressort des trois documents de recherche, l'éducation d'un enfant commence avant qu'il ne mette le pied dans une salle de classe et elle continue après que la cloche sonne. Les parents, les enseignants, les organismes communautaires et d'autres intervenants jouent tous un rôle dans l'éducation de nos enfants. Pour mettre en œuvre des réformes durables en matière d'éducation, il faudrait adopter une approche intégrée qui tient compte du rôle de chacun de ces intervenants. De plus, l'adoption d'une stratégie plus intégrée de financement des programmes contribuera à éliminer (ou du moins à réduire) les luttes qu'il se livre au sein des administrations publiques mêmes pour obtenir des fonds.

En ce qui a trait à un plan intégré visant les enfants et les jeunes, le Plan d'action national (fédéral-provincial-territorial) pour les enfants et l'Alliance nationale (d'organismes non gouvernementaux) pour les enfants ont une contribution très importante à apporter. Un plan de ce genre peut notamment être basé sur l'ELNEJ, une source de connaissances solides pouvant aider à établir les orientations futures du Canada.

Une approche mieux intégrée est nécessaire non seulement au regard du budget d'éducation réduit des provinces, mais également dans le contexte du financement de programme afin d'éliminer la bataille à laquelle se livrent les ministères pour obtenir des fonds. Nous devons trouver le moyen d'élaborer des politiques et d'assurer des services dont les bienfaits pour les enfants sont démontrés par les études. Les programmes doivent comporter des objectifs clairs, être appuyés par la théorie et la pratique et être bien intégrés, de façon qu'il y ait le moins de chevauchement et de lacunes possible.

Tous les intervenants voués au bien-être des enfants doivent se donner la main et cesser de critiquer les efforts les uns des autres. L'intégration réduit le chevauchement des services et permet de tirer le meilleur parti possible des rares ressources. Le comité d'action pour l'enfance et la jeunesse (Child and Youth Action Committee) de la Nouvelle-Écosse en constitue un bon exemple. Ce comité comprend un groupe multiministériel de hauts fonctionnaires et des

représentants d'organismes communautaires qui collaborent à établir une approche coordonnée à l'échelle de la province en matière de services à l'enfance et à la jeunesse.

De façon idéale, les programmes devraient assurer à *tous* les enfants, et non seulement aux enfants de familles aisées ou privilégiées, un accès à ce dont ils ont besoin pour grandir en santé. Bien qu'il faille des programmes particuliers pour les enfants à risque élevé, des programmes d'intervention précoce devraient être accessibles à tous les enfants et à leur famille. Des haltes-accueil de quartier pour les enfants et les parents seraient un exemple de programme de la sorte.

Le gouvernement fédéral doit adopter une vision à plus long terme des programmes pour enfants, pour que des programmes aussi utiles que l'ELNEJ même puissent compter sur des ressources à long terme (10 ans ou plus). Les participants ont laissé entendre que le temps est venu pour le gouvernement fédéral de contribuer à soutenir les écoles et à assurer l'accès à des services de garde et à une éducation de la petite enfance de qualité.

D. Les écoles et la collectivité

Les participants ont souligné la nécessité d'améliorer les relations entre les écoles et la collectivité. Les parents doivent prendre une part plus active à la vie scolaire de leurs enfants, ce que pourraient favoriser des activités telles que des soirées d'information sur les programmes d'études, des ateliers de préparation des parents, et ainsi de suite. Les parents doivent aller au-delà des traditionnels comités de parents auprès des écoles et s'intégrer à la famille scolaire.

Les écoles pourraient être des carrefours communautaires, où l'on offre des cours d'acquisition de compétences parentales et des services tels que la garde d'enfants. Déjà, en Colombie-Britannique, le territoire du conseil scolaire correspond à celui du centre de santé. Plutôt que de fermer les écoles sous-utilisées, on pourrait s'en servir comme centres pour des projets de développement communautaire. De nouvelles écoles pourraient être situées et aménagées en tant que centres communautaires, au lieu d'être en périphérie du point de vue géographique et social. Ce genre d'intégration pourrait aider à faire des écoles des agents de développement communautaire et contribuer à la cohésion du quartier. Les parents et d'autres membres de la collectivité pourraient offrir des programmes à partir de ces centres, de sorte à rehausser non seulement la cohésion, mais également les compétences et la confiance en soi des gens. Ce pourrait être une expérience inestimable pour des groupes de parents marginalisés comme les nouveaux immigrants ou les parents vivant de l'aide sociale.

Si nous voulons que les parents apportent leur appui à l'éducation de leurs enfants, ils doivent se sentir à l'aise et les bienvenus dans les écoles de leurs enfants. Nous ne savons pas vraiment dans quelle mesure les parents sont préparés à traiter avec les écoles. Les écoles font-elles des efforts particuliers pour accueillir les parents qui pourraient être marginalisés ou intimidés, tels que les parents peu instruits, les parents à faible revenu, les parents seuls, ou les nouveaux immigrants? Les écoles pourraient, par exemple, aménager un salon de café pour les parents. Les participants ont suggéré que les écoles offrent un programme de «préparation des parents», financé par le gouvernement fédéral ou provincial, dont l'objectif serait d'aider les parents à se sentir à l'aise avec l'école de leurs enfants.

Les écoles doivent prendre une part active à la vie communautaire. Les agents de la force publique aimeraient œuvrer auprès des écoles, en commençant par les enfants d'âge préscolaire. Les écoles

devraient collaborer étroitement avec les agents de planification municipale, tels qu'Ontario Changes, les services de garde d'enfants, et ainsi de suite. Nous devons adopter une approche intégrée à l'égard des questions de l'enfance, et les écoles constituent un milieu logique où réunir un vaste éventail de programmes.

Il faudrait encourager les éducateurs à échanger de l'information, de manière à trouver de nouvelles façons de rendre les écoles plus efficaces et mieux intégrées à leur collectivité. Des programmes de formation en cours d'emploi et des mécanismes de communication parmi les conseils et entre les provinces pourraient servir à cette fin.

Au Canada, l'écart de revenu croissant entre les groupes les plus riches et les plus pauvres de la société risque de faire naître une nouvelle culture caractérisée par «deux solitudes», comme c'est le cas dans certaines régions des États-Unis. La multiplication des écoles privées, qui pourrait nuire au système des écoles publiques, en est un exemple. Depuis toujours, les parents de la classe moyenne sont l'épine dorsale des écoles, et ce sont leurs taxes qui permettent de financer les écoles. Ils ont, bien entendu, le droit d'envoyer leurs enfants à des écoles privées; c'est un choix personnel. Toutefois, la croissance qui s'opère dans le secteur des écoles privées pourrait se faire au détriment de l'enseignement public, ce qui risque de donner lieu à un système scolaire à deux paliers où l'enseignement public se dégrade et où les enfants de familles pauvres sont marginalisés sur le plan social et éducatif. Le gouvernement fédéral a un rôle à jouer dans la lutte contre ce problème éventuel.

E. Milieux de travail proparents

Il se peut que les activités scolaires des enfants doivent passer au second rang par rapport au travail des parents, surtout dans le cas des parents seuls, des parents travaillant dans des secteurs hautement enrégimentés, et des parents travaillant par quarts. Cela pourrait faire toute la différence si les milieux de travail étaient plus favorables à la famille. Des enquêtes menées aux États-Unis démontrent qu'environ 30 % des travailleurs américains ont besoin de quelques heures chaque semaine pour s'occuper d'affaires familiales. Si l'on accordait aux parents qui travaillent la marge de manœuvre voulue pour passer ce temps auprès de leurs enfants, il pourrait en découler d'importants avantages à long terme. À l'heure actuelle, la France et certains pays scandinaves financent des programmes de flexibilité en milieu de travail, des congés de maladie, ainsi que des congés familiaux. À l'exception du Québec, le Canada n'a pas suivi leur exemple.

Des programmes d'alphabétisation en milieu de travail pourraient rapporter énormément aux enfants aussi bien qu'à leurs parents, puisque les enfants de familles ayant de plus grandes capacités de lecture et d'écriture réussissent mieux à l'école. Des programmes de ce genre pourraient favoriser l'acquisition continue du savoir, volet essentiel de l'adaptation à la nouvelle économie mondiale. Le gouvernement fédéral et les provinces pourraient montrer le chemin à cet égard.

F. La cohésion sociale : «Il faut tout dans un village...»

Le fait de grandir dans un quartier caractérisé par une faible cohésion sociale ou des problèmes sociaux peut diminuer la capacité d'apprentissage de l'enfant. Le recours aux écoles en tant que carrefours communautaires, comme nous venons d'en discuter, représente une façon de favoriser

la cohésion communautaire. Quels autres facteurs agissent sur les quartiers, et quelles options s'offrent à nous pour que nous en fassions de meilleurs endroits pour les enfants?

Qu'est-ce qu'un quartier sain? C'est un quartier où les gens se connaissent, se sentent en sécurité et savent qu'ils peuvent compter sur des réseaux d'amis et de soutien social. Les quartiers caractérisés par une diversité socioéconomique et culturelle peuvent aider à «stimuler» les enfants démunis et à favoriser la tolérance, le respect et la cohésion entre différents groupes sociaux.

Des rapports de bon voisinage sont des plus bénéfiques pour les enfants et leur famille. Des liens sociaux de ce genre peuvent naître de projets de développement communautaire qui ont pour objectif d'améliorer l'environnement physique des enfants. Les parcs publics, les patinoires et d'autres aires de loisir sont une source de stimulation physique et intellectuelle pour tous les jeunes enfants et ils favorisent le rapprochement des voisins. Trop souvent, des projets de ce genre sont victimes des restrictions budgétaires au niveau provincial et municipal. À l'heure actuelle, l'accès des enfants aux loisirs et aux sports est largement fonction du statut socioéconomique de leur famille. Voilà encore un autre exemple qui illustre la bipolarisation économique et les désavantages croissants auxquels font face les familles à faible revenu.

G. Les garçons vulnérables

L'analyse qui précède vise en grande partie les enfants des deux sexes. Or, les études démontrent que, à la puberté, les garçons sont plus susceptibles d'un mauvais rendement scolaire. Les garçons qui en sont au début de l'adolescence (entre l'âge de 10 et de 12 ans) s'intéressent nettement moins à leurs études, tendance sur laquelle le soutien ou l'intervention des enseignants ne semble avoir aucun effet. Ce problème est particulièrement manifeste chez les jeunes garçons afrocanadiens de Montréal. L'absence de modèles de comportement pour les garçons, à l'école comme ailleurs, pourrait contribuer au problème.

Les participants ont suggéré deux façons de remédier au fait que les garçons se sentent marginalisés par rapport à l'école. Premièrement, nous devons déterminer pourquoi l'enseignement attire moins d'hommes, afin de favoriser le recrutement d'un plus grand nombre d'enseignants de sexe masculin dans les écoles primaires. Quelles caractéristiques de l'enseignement en font un choix professionnel peu attrayant pour les jeunes hommes? Deuxièmement, nous devons déterminer ce qui accapare l'attention et les énergies des jeunes garçons et intégrer ces qualités et ces caractéristiques aux programmes d'études. L'objectif est de faire en sorte que l'école soit un endroit où les garçons *veulent* passer leur temps.

H. Les conditions nécessaires à un bon enseignement

Comme il ressort d'un sondage mené en avril 1998 par la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, il faut réunir quatre conditions afin que les enfants canadiens reçoivent l'instruction dont ils ont besoin pour devenir des adultes productifs et en santé :

- la volonté des élèves d'apprendre;
- la qualité des enseignants;
- la participation des parents;

- le temps que passent les enseignants auprès des élèves.

De toute évidence, ces conditions nécessitent l'apport non seulement de bons enseignants, mais également des parents et des élèves. Comme la capacité d'apprentissage des enfants dépend du milieu qui les entoure, nous devrions faire en sorte que les environnements familiaux et scolaires soient propices à un bon enseignement. Voici un certain nombre d'aspects à examiner :

- Nous devons universaliser l'accès à une bonne formation scolaire, de manière que les parents ne sentent pas le besoin d'envoyer leurs enfants à l'école privée.
- Les programmes d'études devraient comprendre non seulement les disciplines de base, mais également les arts et la musique.
- Les programmes d'études devraient également traduire notre diversité culturelle.
- Nous devons accorder une attention particulière aux enfants immigrants qui n'ont pas encore appris l'anglais ou le français.
- Les évaluations des élèves ne devraient pas être basées sur des priorités administratives, mais sur les besoins propres à l'élève.
- Même si la réduction de la taille des classes contribue dans une mesure secondaire à améliorer le rendement, il peut être important de limiter les classes des premières années à tout au plus 15 élèves (la Nouvelle-Écosse a un projet de réduction de la taille des classes pour ces années).
- Il nous faut des évaluations de qualité des élèves à des fins de rétroaction sur les incidences du point de vue des politiques.

I. Le soutien des familles à faible revenu

Les enfants de familles à faible revenu sont particulièrement susceptibles d'un piètre rendement scolaire. Les inégalités du revenu ont sans doute plus de répercussions qu'en a le revenu en soi, facteur qui croît en importance à mesure que grandit l'écart des revenus au Canada. Nous devons également examiner les différences entre la pauvreté chronique et la pauvreté temporaire.

Nous avons besoin de suppléments du revenu, d'éducation et de formation, d'emplois et de services de garde d'enfants pour atténuer le problème de la pauvreté au Canada, et la menace que cela représente pour les résultats chez les enfants. Nous devons examiner la meilleure façon d'utiliser les fonds du programme de l'assurance-emploi (anciennement l'assurance-chômage) de sorte à favoriser le développement humain et le développement de l'enfant, plutôt que de s'en servir pour verser des prestations aux sans-emploi.

Enfin, nous devons décourager la segmentation des collectivités selon le revenu et encourager les politiques de développement communautaire et de logement favorables à l'intégration.

3.4 Conclusions

Le Conseil canadien de développement social, qui a rédigé le compte rendu de cet atelier, a pour mandat de favoriser la sécurité économique et sociale de l'ensemble des Canadiens. Il œuvre

surtout dans le domaine des programmes de soutien du revenu et du revenu familial. Le CCDS estime que, dans un pays riche comme le Canada, les gens ont des besoins qui vont au-delà des biens de première nécessité comme la nourriture et le logement. Pour les enfants, cela signifie un accès égal à des agréments comme des activités récréatives et culturelles. Les enfants ont besoin, avant tout, de sécurité économique familiale. Pour le bien de l'ensemble des enfants canadiens, tous les paliers de gouvernement doivent faire en sorte de leur assurer des chances égales dans la vie, sans égard au statut socioéconomique de leur famille.

Le CCDS est d'avis que le rôle le plus important dont le gouvernement fédéral doit s'acquitter pour assurer le bien-être des enfants se situe au chapitre de la sécurité du revenu. Il ressort clairement de cet atelier et d'autres tribunes que la pauvreté se répercute sur chaque aspect de la vie des enfants, y compris leur réussite scolaire. Toute mesure que le gouvernement prend pour assurer la sécurité économique des familles canadiennes ne peut qu'améliorer les résultats observés chez les enfants et ce, sur tous les fronts.

Le gouvernement fédéral devrait envisager d'utiliser une partie des fonds d'assurance-emploi pour promouvoir et favoriser des régimes de travail souples, comme le font un certain nombre de pays européens. Nous ne devrions pas pénaliser les parents qui veulent passer du temps auprès de leurs enfants. Toute mesure fédérale à cet égard devrait tenir compte des besoins et des positions des employeurs et des éducateurs.

Si nous voulons apporter des améliorations durables au système d'éducation canadien, nous devons adopter, en matière de politiques sociales et éducatives, une approche holistique et interdisciplinaire qui a pour effet d'intégrer les services et de réduire la concurrence, le dédoublement des efforts et le chevauchement des services. Malheureusement, notre feuille de route à cet égard laisse à désirer, à preuve les réformes apportées au régime d'assurance-emploi du Canada au beau milieu d'une grave récession. Des interventions ponctuelles ciblées peuvent causer des perturbations à court terme et se révéler inefficaces à long terme.

Avant d'adopter toute autre mesure législative, le gouvernement fédéral devrait consulter l'ensemble des intéressés et tenir compte des éventuels résultats imprévus dans d'autres secteurs, en particulier celui de l'éducation. L'amélioration des communications et l'adoption d'une approche plus intégrée par tous les paliers de gouvernement pourraient faire en sorte que la transition soit plus harmonieuse et moins préjudiciable pour les familles et les enfants.

En résumé, les participants ont demandé qu'un certain nombre de mesures soient prises à l'appui du système scolaire canadien et de bons résultats scolaires chez les enfants :

- effectuer plus de recherches, qui serviront de base à la prise de décisions saines;
- rattacher de près les recherches à l'élaboration des politiques;
- adopter une approche intégrée mettant à contribution tous les intéressés dans le système scolaire;
- adopter une vision à long terme et engager des ressources suffisantes;
- établir des écoles en tant que centres communautaires;

- favoriser la participation des parents à la vie scolaire;
- appuyer l'enseignement public (plutôt que privé);
- créer des milieux de travail profamille;
- favoriser la cohésion et l'entraide dans les quartiers;
- éliminer le sentiment de marginalisation qu'éprouvent les garçons pubères par rapport à l'école;
- réunir les conditions propices à l'apprentissage des enfants;
- soutenir les familles à revenu modique, dont les enfants sont susceptibles d'éprouver des difficultés scolaires.

Seul le gouvernement a l'infrastructure voulue pour combler ces besoins. L'un des rôles du gouvernement fédéral est la réalisation de l'ELNEJ même. De bonnes données représentent la première étape de l'élaboration des politiques gouvernementales. Les participants à l'atelier ont vivement appuyé l'ELNEJ, de même que l'usage des données qu'en font les responsables du programme de recherche de DRHC.

Parmi les pays industrialisés, le Canada présente un bien piètre bilan au chapitre de l'offre de services de garde d'enfants abordables et de qualité. Un accès égal à des services de garde de qualité dans l'ensemble des provinces et des territoires contribuerait pour beaucoup à ce que tous les enfants qui entrent à l'école aient les éléments de base voulus pour apprendre. Les parents ont besoin d'un tel soutien pour pouvoir travailler et assurer à leurs enfants une situation économique stable.

Le gouvernement fédéral devrait travailler en collaboration avec les municipalités afin d'offrir plus de logements abordables, de façon à réduire la bipolarisation économique croissante des quartiers dans les villes canadiennes. Les quartiers à l'aise offrent des avantages aux enfants de tous les groupes de revenu. On pourrait faire en sorte que, dorénavant, les règlements de zonage et les projets d'aménagement urbain favorisent la création de quartiers mieux intégrés sur le plan économique, ce qui les rendrait plus sécuritaires et plus homogènes. Nous avons besoin d'un engagement fédéral renouvelé en matière de logements sociaux et subventionnés, en particulier dans les noyaux urbanisés qui soutiennent tout le poids de la banlieusardisation.

Nous savons que les enfants qui ne réussissent pas bien à l'école sont plus susceptibles d'éprouver des problèmes sociaux, affectifs et comportementaux à l'âge adulte. Notre société le paiera chèrement dans 20 ans si nous ne faisons rien pour remédier à ces problèmes. Si les écoles, les collectivités, les administrations publiques et les particuliers peuvent travailler ensemble à améliorer l'apprentissage de nos enfants, toutes sortes de dividendes sont à prévoir à long terme. Notre investissement doit toutefois être basé sur une information exacte et des politiques fédérales et provinciales saines et intégrées.

4. Atelier 4 : Les influences de la collectivité

<i>Compte rendu :</i>	<i>Fondation Laidlaw</i>
<i>Présidence :</i>	<i>Jean-Pierre Voyer</i> <i>Direction générale de la recherche appliquée</i> <i>Développement des ressources humaines Canada</i>
<i>Exposés :</i>	<i>Michael H. Boyle</i> <i>Centre d'études des enfants à risque</i> <i>Hôpital Chedoke-McMaster</i> <i>David DeWit</i> <i>Département de l'évaluation et de la recherche sociale</i> <i>Fondation de la recherche sur la toxicomanie</i> <i>Yvonne Racine</i> <i>Centre d'études des enfants à risque</i> <i>Hôpital Chedoke-McMaster</i>
<i>Commentaires :</i>	<i>Kathy Flanagan-Rochon</i> <i>Santé et Services sociaux, gouvernement de l'Î.-P.-É.</i> <i>Leslie McDiarmid</i> <i>Partir d'un bon pas, Ottawa</i>

4.1 Les questions

Même si nous savons en théorie que le milieu de l'enfant est important pour son bien-être, l'influence du quartier sur le développement de l'enfant reçoit moins d'attention que les caractéristiques familiales et personnelles. Pourtant, il est clair qu'un changement de collectivité peut se répercuter sur le développement de l'enfant et même causer des problèmes de comportement, en affaiblissant ses attaches affectives avec l'école, l'église et la collectivité.

Nous savons aussi qu'un environnement enrichissant et un vaste éventail d'expériences favorisent le développement de l'enfant. Malheureusement, de nombreux enfants sont privés de tels milieux de soutien; les enfants qui ont le plus besoin de programmes d'activités sportives, artistiques et communautaires sont souvent les moins susceptibles d'y avoir accès.

Certains quartiers comptent une forte proportion d'enfants ayant des problèmes, ce qui peut s'expliquer par les insuffisances du quartier même ou par une concentration supérieure à la normale de familles présentant des problèmes multiples. Bien que les relations causales ne soient pas claires, il est probable que ces deux causes contribuent aux problèmes. Peu importe la source de ces problèmes, ces quartiers ont besoin de ressources et d'interventions stratégiques.

Nous devons répondre à certaines questions clés :

- Que pouvons-nous faire pour que les collectivités soient de meilleurs endroits où élever des enfants? Qui sont les intervenants clés? Comment peuvent-ils unir leurs efforts?
- Comment pouvons-nous donner de la stabilité et de la constance à la vie des enfants et assurer une saine variété et stimulation dans les écoles et les quartiers? Quel rôle devrait incomber aux professionnels? À la famille? Aux institutions sociales?

- Comment pouvons-nous affirmer le rôle de la culture et des loisirs dans le développement des enfants? Quelles politiques et quels programmes pourraient contribuer à faire en sorte que tous les enfants aient la possibilité d'exceller, de s'exprimer et de donner leur pleine mesure?

4.2 Thèmes de l'atelier

Les exposés portaient en particulier sur les sujets suivants :

- Les effets du quartier sur le développement de l'enfant (exposé : Michael Boyle);
- Les effets du déménagement sur le comportement de l'enfant (exposé : David DeWit);
- La participation des enfants à des activités sportives, artistiques et communautaires (exposé : Yvonne Racine).

A. Les effets du quartier sur le développement de l'enfant

Dans leur communication intitulée «Le lieu a-t-il de l'importance?», Michael Boyle et Ellen Lipman examinent les données de l'ELNEJ afin de déterminer si le quartier dans lequel vit l'enfant peut influencer sur son développement, son adaptation et les résultats observés chez lui ou chez elle. Cette étude a pour objectif de répondre à la question suivante : qu'est-ce qui influence le plus le comportement de l'enfant : les caractéristiques de la famille de l'enfant (p. ex., la pauvreté du ménage) ou les caractéristiques du quartier dans lequel il ou elle vit (p. ex., la proportion de familles du quartier qui vivent dans la misère ou qui sont dirigées par un parent seul)?

Malgré les arguments qui démontrent de façon convaincante que le milieu dans lequel les enfants évoluent est important, les études axées sur l'influence du quartier sont moins fréquentes que celles qui portent sur les caractéristiques de l'enfant et de sa famille et sur l'état pathologique des groupes de pairs. Par exemple, il ressort de plusieurs études que les enfants de familles à faible revenu et de parents peu instruits tendent à afficher plus fréquemment des troubles affectifs, un piètre rendement scolaire et des problèmes de comportement.

Boyle et Lipman concluent que les plus importants prédicteurs de problèmes de comportement chez les enfants sont : la situation de famille monoparentale, un faible statut socioéconomique (revenu, niveau de scolarité du répondant et de son partenaire, prestige associé à la profession du répondant et de son partenaire), ainsi que la concentration de parents seuls dans le quartier. Les chercheurs ont constaté que les caractéristiques du quartier même semblent moins liées aux résultats observés chez les enfants. Les caractéristiques de la famille et de l'enfant sont liées à une plus grande variation que ne le sont les caractéristiques du quartier.

Les auteurs concluent que des programmes visant strictement à combler des déficits socioéconomiques risquent d'avoir des effets limités sur les résultats comportementaux des enfants. Les programmes de redressement devraient être axés sur les familles, plutôt que les quartiers, et ils devraient cibler les familles monoparentales en particulier.

B. Les effets du déménagement sur le comportement de l'enfant

Dans leur communication intitulée «Le déménagement et ses répercussions sur vos enfants», David DeWit, Dan Offord et Kathy Braun étudient le lien qui existe entre les déménagements

familiaux et le comportement des enfants, en utilisant comme cadre explicatif la théorie du contrôle social (Hirschi, 1969). Cette théorie (qu'on appelle aussi la théorie de la formation des liens sociaux) fait valoir que des problèmes comportementaux surviennent en cas de perturbation ou de rupture des attaches de l'enfant avec d'importants agents de socialisation (ou de contrôle social).

DeWit, Offord et Braun posent comme hypothèse, dans leur étude, que les déménagements familiaux fréquents et récents augmentent la probabilité de problèmes de comportement chez les enfants, parce qu'ils affaiblissent la capacité de leurs parents de les superviser et de les discipliner et parce qu'ils brisent les attaches avec la famille, l'école, l'église et la collectivité. En cernant les mécanismes par lesquels la réinstallation influe sur le comportement des enfants, nous pourrions mettre sur pied, en milieu scolaire et communautaire, des programmes d'intervention efficaces auprès de ces enfants.

L'étude a fait ressortir que les déménagements géographiques fréquents ont des effets défavorables sur une vaste gamme de résultats comportementaux chez tous les groupes, à l'exception des enfants qui affichent des comportements antisociaux. Comparativement aux enfants qui n'ont jamais déménagé, ceux qui ont déménagé au moins trois fois sont de deux à trois fois plus susceptibles d'éprouver des problèmes de comportement durant l'enfance. Par contre, le degré de risque est presque inchangé chez les enfants qui ont déménagé seulement une ou deux fois. Les enfants ayant déménagé récemment sont susceptibles d'entretenir moins de relations significatives. Toutefois, les déménagements sont moins fortement associés aux problèmes de comportement que ne le sont des facteurs tels que la situation dans le ménage, le statut socioéconomique de la famille, ainsi que la nature du quartier.

Dans l'ensemble, les déménagements multiples affaiblissent les attaches des enfants avec la famille et l'école, ce qui accroît le risque de problèmes de comportement. Ces résultats tendent à appuyer l'opinion courante selon laquelle les déménagements fréquents intensifient les facteurs de risque qui existent déjà dans la famille. Une autre explication porte que les déménagements familiaux fréquents sont simplement un «indicateur» d'une famille très stressée ou dysfonctionnelle. (Bien entendu, certaines familles déménagent souvent en raison du travail ou de la profession des parents; les Forces armées en sont un exemple.)

Cette étude fait ressortir la nécessité, d'une part, de réviser les formules de prise en charge et d'évaluation de l'état de santé mentale et physique afin d'y inclure des questions sur les antécédents de déménagement familial et, d'autre part, d'offrir des programmes de traitement et de prévention conçus pour les enfants vulnérables.

C. La participation des enfants à des activités sportives, artistiques et communautaires

Dans leur communication intitulée «Quels enfants ne font pas de sport et ne participent pas à des activités artistiques ni à des programmes communautaires?», Dan Offord, Ellen Lipman et Eric Duku ont constaté qu'un grand nombre d'enfants ne s'adonnent aucunement à ces activités. Plus des deux tiers des enfants de six à huit ans n'ont «presque jamais» pris part à des activités de ce genre au cours de la dernière année. Sauf pour ce qui est des arts, les filles sont moins susceptibles que les garçons de participer à des programmes d'activités. Parce que les données sont de nature transversale, l'étude n'a pas permis d'établir de relations causales entre le taux de

faible participation aux sports, aux arts et aux programmes de loisirs et le taux de problèmes d'ordre psychosocial chez les enfants.

En général, les enfants qui ont le plus besoin de ces programmes d'activités sont les moins susceptibles d'y avoir accès. Les taux de participation varient directement selon le niveau de revenu : les enfants de familles très pauvres sont les plus susceptibles de «n'avoir presque jamais participé» à des activités de ce genre, alors que les enfants de familles aisées sont les plus susceptibles d'y avoir pris part. En raison des préoccupations financières actuelles des municipalités, les programmes sont beaucoup trop souvent axés sur les enfants et les familles les plus faciles à joindre. Les auteurs doutent que les services de loisirs municipaux aient la volonté de satisfaire aux besoins des enfants défavorisés sur le plan socioéconomique. Ils jugent nécessaire que des organismes bénévoles communautaires interviennent auprès des enfants à risque élevé et de leur famille.

Si nous reconnaissons que la participation des enfants aux sports, aux arts et aux programmes communautaires leur est bénéfique, il faut s'inquiéter des taux inégaux de participation des différents sous-groupes d'enfants. Les initiatives dans le domaine des sports, des arts et des programmes communautaires devraient être jugées en fonction de leur capacité d'attirer les enfants à risque élevé, en particulier les enfants de familles pauvres. L'universalité dans les sports, les arts et les programmes communautaires doit comporter trois caractéristiques : un accès égal, une participation égale et des résultats équitables. Il importe de contrôler ce genre de programmes pour en déterminer les résultats. De plus, nous devons effectuer d'autres études pour déterminer comment joindre les groupes à risque élevé.

4.3 Idées à retenir

Autant les présentateurs que les participants ont exprimé de vives préoccupations à propos des limites des données préliminaires présentées lors de cette séance axée sur les influences de la collectivité. L'analyse transversale des données portait à croire qu'aucun des facteurs en question, à savoir la qualité des quartiers, le statut socioéconomique de la famille, ou le nombre et la récence des déménagements, ne pouvait expliquer convenablement les piètres résultats observés chez les enfants. Les participants ont vivement insisté sur la nécessité de fonder les programmes et les politiques sur les valeurs canadiennes que sont la justice sociale et la justice économique.

Il faut aussi bien de la motivation que des ressources pour faire d'un quartier un bon endroit où élever des enfants. Il est relativement facile de repérer les quartiers où les ressources et le revenu sont inférieurs à la moyenne et où l'on trouve un nombre supérieur à la moyenne de familles monoparentales, en particulier des ménages dirigés par une mère seule. Les quartiers et les familles à revenu modique ont été durement touchés par les réductions du revenu disponible et des services, du fait que les gains ont diminué et que le gouvernement a sabré dans les transferts de revenu. L'absence d'une levée de boucliers parmi la population est particulièrement troublante, les pauvres et les marginalisés étant abandonnés à leur sort.

Les participants ont proposé les projets de recherche ou d'élaboration de programmes et de politiques que voici :

- l'accessibilité à des logements abordables stables;

- l'élimination des obstacles aux programmes récréatifs;
- la mobilisation des collectivités et la stabilisation des quartiers.

A. L'accessibilité à des logements abordables stables

Les travailleurs communautaires œuvrant auprès de familles qui vivent dans des logements sociaux et locatifs déclarent que les fréquents déménagements familiaux sont souvent associés aux facteurs suivants :

- l'incapacité de la famille de payer le loyer;
- le placement familial hors du foyer;
- la violence conjugale;
- la perte du principal dispensateur des soins pour cause de maladie ou de décès;
- la séparation conjugale et le divorce;
- le nouvel emploi du père ou de la mère;
- l'expulsion de l'école.

Dans bien des cas, les participants n'étaient pas étonnés du fait que les familles monoparentales à faible revenu tendent à se concentrer dans certains secteurs. Une politique intergouvernementale efficace sur le logement social, mise de l'avant par le gouvernement fédéral, les provinces et les municipalités, pourrait contribuer à créer des quartiers caractérisés par une plus grande mixité des revenus. À Ottawa, par exemple, les logements subventionnés sont éparpillés à la grandeur de la ville, et les ménages monoparentaux ne sont pas concentrés dans de grands immeubles.

Bon nombre de participants ont constaté la contradiction qui existe entre, d'une part, les politiques publiques de promotion du bien-être des enfants et, d'autre part, l'absence de toute politique favorisant l'accès des familles à revenu modique ou modéré à des logements permanents abordables. Entre 1993 et 1996, la pauvreté urbaine a nettement augmenté. À Edmonton, la banque alimentaire signale que 73 % de ses utilisateurs paient plus pour se loger qu'ils en reçoivent sous forme d'allocation de logement et que 56 % n'ont pas le téléphone. En outre, ces dernières années, la responsabilité du logement social a été transférée aux provinces ou aux territoires et aux municipalités, au prix d'une plus grande souffrance chez les enfants. Nous avons besoin d'initiatives fédérales appuyant les coopératives d'habitation, qui sont reconnues pour contribuer à l'aménagement et à la revitalisation des collectivités.

Les fermetures d'école ont un profond effet sur les quartiers urbains. L'école du quartier est un centre physique, un carrefour d'où rayonne une variété de programmes et de services. Les écoles ne doivent pas être limitées à un seul groupe d'utilisateurs. De plus, il est tout à fait essentiel à la préservation des quartiers que la population continue d'appuyer l'enseignement public.

La stabilité des quartiers est importante. Dans les quartiers qui sont caractérisés par le faible roulement et la stabilité des habitants, on constate un attachement accru au développement social

et à la sécurité des environs. À son tour, le sentiment de sécurité stabilise les ménages et réduit le stress familial. Les résidents à faible revenu et les résidents immigrants doivent être renseignés sur leurs droits comme locataires. Les résidents qui se considèrent comme des locataires ou des chefs de ménage de longue date sont plus susceptibles d'établir des liens avec leurs voisins et d'avoir à cœur le bien-être des enfants du quartier.

Par contre, les familles qui sont constamment déracinées n'ont pas tendance à prendre racine dans leur collectivité de crainte d'être déracinées de nouveau, ou simplement parce qu'elles sont si stressées qu'elles ont peu d'énergie à investir. Il est peu probable qu'elles se consacrent au développement du quartier et de la collectivité.

Dans un marché du travail dynamique, les gens changent continuellement d'emploi et déménagent donc de façon courante. Les administrations publiques encouragent la mobilité, surtout en réponse au chômage régional élevé. Les familles n'ont pas bien le choix. Il semblerait exister un conflit entre le marché du travail national et régional et les stratégies visant l'intérêt véritable des enfants. En voici un exemple : dans les régions rurales de l'Alberta, où les possibilités d'emploi sont rares, les autorités locales menacent de réduire ou de mettre un terme aux prestations versées aux familles bénéficiant de l'aide sociale. Bon nombre de ces familles sont contraintes de déménager en ville et de vivre une vie d'itinérant, caractérisée par peu de stabilité et de liens.

Il importe de reconnaître les coûts et les pénalités qu'impose aux enfants un marché du travail qui met en valeur la mobilité. Les intérêts des enfants entrent rarement en ligne de compte dans les analyses coûts-avantages des stratégies axées sur le marché du travail. La mobilité affaiblit le contrôle social et les liens sociaux des enfants. Pouvons-nous quantifier la souffrance des enfants et des familles et ce qu'il en coûte pour les aider à composer avec les difficultés associées au déménagement?

Bien que la vie militaire soit ponctuée de déménagements multiples, la plupart des logements et des installations militaires sont à tout le moins conformes à des normes, et les autorités militaires sont conscientes des problèmes et fournissent un soutien aux familles. Des centres de ressources familiales travaillent activement à venir en aide aux familles qui déménagent. Il s'agit notamment d'aider les parents à déterminer les ressources (p. ex., les centres de ressources et les services d'aiguillage) qui existent dans leur nouvelle collectivité avant qu'ils y emménagent. Les enfants ont la possibilité de poser des questions concrètes. Les études semblent indiquer qu'il existe encore des taux élevés de problèmes de santé mentale associés au déménagement, mais qu'on arrive à atténuer la souffrance des enfants et des jeunes par des services d'approche, une planification judicieuse et des visites préalables au déménagement. Certaines recherches ont été menées sur les incidences des programmes d'aide aux enfants de dirigeants qui ont été mutés. La plupart de ces renseignements sont de nature anecdotique, et les résultats varient.

Certains déménagements sont particulièrement traumatisants pour les enfants, notamment lorsqu'ils découlent d'une situation de violence familiale, de l'éclatement de la famille, ou encore de l'arrivée d'un nouveau-né ou d'un nouveau membre de la famille. Les déménagements fréquents ou de grande distance sont plus perturbateurs, mais ceux de courte distance peuvent résulter de l'éclatement de la famille ou d'un changement d'emploi. En outre, les effets du déménagement varient selon l'âge : les enfants de moins de sept ans et les adolescents sont particulièrement vulnérables.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a un programme d'amélioration des refuges accueillant les victimes de violence familiale. Les refuges sont situés plus près des quartiers de façon que les réseaux des familles et des enfants soient le moins perturbés possible. Il faut aussi envisager des modalités de transport ou des subventions au transport pour permettre aux enfants de rester à la même école.

Par ailleurs, il importe d'examiner le préjudice que subissent les enfants qui sont fréquemment déplacés d'un foyer nourricier ou collectif à un autre. Les enfants qui ont été victimes de violence ont tendance à être déplacés plus fréquemment dans le réseau des soins et ils sont plus susceptibles d'un piètre rendement scolaire. Nos enfants les plus vulnérables sont souvent obligés de changer souvent d'école. L'extension des limites pour l'inscription scolaire à la grandeur de la ville assurerait plus de stabilité aux enfants et aux jeunes qui sont parachutés d'un foyer à un autre. Les enfants placés en foyer ont également besoin de conserver des liens avec leur collectivité d'origine.

L'ELNEJ n'a pas porté sur les enfants vivant dans les réserves et, de façon générale, les enfants autochtones sont sous-représentés dans l'enquête. Soixante pour cent des enfants autochtones ne vivent pas dans les réserves. Les centres d'amitié autochtones sont réputés aider d'une façon convenable les ménages autochtones qui déménagent en milieu urbain. Il n'existe toutefois aucune information sur le nombre d'enfants et de familles autochtones vivant en milieu urbain qui se tournent vers les centres d'amitié pour obtenir du soutien.

B. L'élimination des obstacles aux programmes récréatifs

Les participants ont rédigé la déclaration suivante : [traduction] «Chaque enfant doit se voir offrir de multiples occasions d'exceller, de s'exprimer, de faire montre de son talent. Il faut donner aux enfants la possibilité de parfaire leurs capacités et leurs talents innés hors du cadre scolaire. L'accès à des possibilités culturelles et récréatives devrait être un droit universel de tous les enfants canadiens.»

Les enfants de familles à faible revenu se heurtent à une multitude d'obstacles à leur participation aux sports, aux arts et à des programmes communautaires : frais d'inscription, coût des articles, du matériel et des uniformes de sport, absence de moyens de transport privés, coûts et difficultés se rattachant au transport en commun (quand il existe). De plus, le sexe de l'enfant, le statut d'immigrant, ainsi que des déficiences physiques et mentales peuvent limiter sa participation. Il se peut que les parents qui travaillent ne puissent s'absenter du travail pour amener leurs enfants à des activités. Les parents qui ne sentent aucune attache avec la collectivité sont moins susceptibles d'encourager leurs enfants à participer à des programmes communautaires.

Les écoles publiques qui offraient autrefois un accès universel à tous les enfants ont réduit leurs programmes sportifs, culturels et récréatifs. De l'avis des participants, un retour en arrière s'impose à tout prix. Les écoles représentent une attache pour les enfants. Les activités doivent être axées sur les enfants. Les programmes doivent offrir davantage que le perfectionnement des compétences.

En général, c'est la province qui établit les grandes lignes de la politique en matière de loisirs. Néanmoins, ce sont les municipalités qui déterminent les programmes récréatifs offerts dans leurs propres collectivités. Les participants ont signalé que, au cours de la dernière année en Ontario, le

transfert de la responsabilité du logement social aux municipalités s'est traduit par d'importantes réductions des budgets de loisirs dans les logements sociaux. Ces programmes étaient financés par le ministère provincial du Logement. À Toronto, le service municipal des loisirs n'a pas pris en charge ces coûts. Alors qu'on a sacré dans ces budgets, la ville a trouvé les fonds nécessaires pour accroître le personnel de sécurité dans les ensembles de logements sociaux.

Le Conseil de la Ville de Toronto procède actuellement à un examen des frais d'utilisation des aménagements récréatifs en vue de les harmoniser à la grandeur de la nouvelle municipalité fusionnée. Au lieu de lancer un vaste plan de développement social, qui mettrait les loisirs dans un contexte de développement humain et social et qui assurerait une certaine stabilité et l'accessibilité générale, la Ville a opté de mettre l'accent sur les rentrées de fonds provenant des frais d'utilisation. Les frais de permis ou les majorations de l'assiette de l'impôt foncier ne font pas l'objet de discussions. En préconisant cette approche, le Conseil va à l'encontre des constatations de Dan Offord.

Selon M. Offord, les services de loisirs municipaux ne rendent généralement pas compte au public des taux d'accès et de participation. Ils ne semblent pas non plus rechercher l'égalité des résultats. Par exemple, l'ancienne Ville de Toronto, qui n'imposait pas de frais récréatifs, recueillait l'adresse municipale des utilisateurs des aménagements récréatifs au moment de l'inscription, mais n'effectuait aucune analyse des codes postaux pour déterminer qui étaient les participants. Les efforts d'extension ne sont généralement pas évalués.

Il serait sans doute possible d'éliminer les frais d'utilisation imposés par les municipalités ontariennes si la province leur transférait un peu moins de 140 millions de dollars. Le gouvernement de l'Ontario s'est plutôt engagé récemment à verser la somme annuelle de 100 millions de dollars, soit une part relativement infime des recettes venant des jeux de hasard, à la Fondation Trillium pour qu'elle l'affecte à l'édification de la capacité communautaire dans le domaine du développement social, de l'environnement, des arts et des loisirs.

Les participants se sont demandés si les programmes de loisirs municipaux doivent être universels ou bien ciblés sur la population dite «vulnérable»? En résulte-t-il des programmes qui sont exclusifs ou discrétionnaires? La participation repose sur un sentiment d'intégration. Le fait de qualifier les enfants de «vulnérables» pour avoir droit à des subventions mine leur estime de soi. Personne ne veut la charité. Par contre, les jeunes eux-mêmes utilisent souvent des termes péjoratifs pour décrire les divisions sociales dans un quartier et associer les autres jeunes à diverses catégories sociales (p. ex., des habitants, des sportifs, des cons, des crottés, des ratés, etc.).

De nombreux YMCA et clubs d'enfants ou d'adolescents réussissent à joindre les jeunes rebelles en faisant appel à des intervenants qui œuvrent auprès des jeunes. Ces jeunes se voient offrir des possibilités de rehausser leur fierté de soi. La continuité du financement et du personnel contribue aux résultats positifs. L'un des résultats observés à ce jour est une réduction du vandalisme dans ces collectivités.

«Lorsque les enfants font du sport, participent à des activités artistiques et acquièrent des habiletés dans ces domaines, non seulement ils enrichissent leur qualité de vie actuelle, mais ils semblent en tirer des avantages à long terme qui s'étendent à la vie adulte.» Nous devons veiller à ce que les programmes soient de qualité, soient rattachés aux buts et aux stratégies de développement des

enfants et soient attrayants pour tous les enfants et les jeunes. Il faudrait envisager d'orchestrer une campagne de promotion nationale mettant en vedette des athlètes et des artistes célèbres qui vantent les joies du sport et des arts.

C. La mobilisation des collectivités pour des familles et des enfants en santé

Qu'est-ce qu'un bon quartier? C'est un quartier où les voisins se connaissent les uns les autres, reconnaissent et ont à cœur les autres familles, et créent des liens avec les familles ayant des enfants. De bons quartiers offrent aux enfants des bienfaits essentiels tels que de bonnes écoles et des enseignants dévoués, des possibilités récréatives variées et accessibles, et des gens disposés à travailler bénévolement.

Un bon quartier est doté de parcs bien entretenus et d'aires sécuritaires pour les jeux actifs et passifs. Son architecture à échelle individuelle encourage les gens du voisinage à fraterniser. Ses paysages de rue sont physiquement attrayants, et les piétons peuvent s'y promener en toute aise et sécurité. Des études font état d'une diminution du taux d'homicides dans les quartiers de New York où l'on a procédé à d'importants travaux de remise en état et où l'on a rehaussé la sécurité.

Un bon quartier favorise l'approche et l'intégration. Les écoles et les associations de parents doivent faire un effort particulier pour joindre les familles qui ont récemment emménagé dans le quartier. Les organisations de quartier doivent faire preuve de compréhension et prendre des mesures d'adaptation à l'égard des parents (dont beaucoup ont un faible revenu) qui ne peuvent assister aux réunions publiques faute de pouvoir s'absenter du travail. L'objectif de ce genre de quartier, c'est de créer des liens entre les gens (en particulier les nouveaux résidents et les jeunes), les familles et les groupes plutôt que de les diriger vers des ressources. On tient compte du fait que ce ne sont pas les familles et les enfants qui sont difficiles à joindre. Bien souvent, ce sont les services qui sont inaccessibles.

L'activité et la réciprocité intergénérationnelles sont l'une des caractéristiques d'un bon quartier. À titre d'exemple, dans le cadre du projet L.O.V.E. (Let Older Volunteers Educate), des personnes âgées bénévoles offrent régulièrement aux enfants de cinq à 10 minutes de soutien à la lecture.

Nous devons créer des environnements où les enfants sont valorisés et trouver le moyen de mettre à contribution tous les membres de la collectivité, y compris les responsables des systèmes publics, afin d'améliorer l'avenir des enfants. Les écoles devraient redoubler d'ardeur pour garder les enfants en classe en reconnaissant les aptitudes particulières de chacun d'entre eux. Il faut réduire le nombre d'enfants expulsés des écoles.

Bien souvent, les villes-dortoirs situées en périphérie des grands centres urbains sont privées de toute infrastructure communautaire véritable et n'offrent pas assez d'activités aux jeunes. Il faut mettre sur pied des conseils consultatifs spéciaux pour la jeunesse et les charger de trouver des façons d'aménager des quartiers à caractère communautaire. Les jeunes devraient être encouragés à se réunir pour déterminer les problèmes et les obstacles et proposer des solutions. Par exemple, dans les locaux du programme Better Beginnings (Partir d'un bon pas) de Sudbury, des jeunes ont conçu un mur de mains secourables et l'ont placé dans un parc de la localité. Cette activité a favorisé l'esprit de corps et le sentiment d'appartenance des jeunes de l'endroit et a mené à la création d'un conseil consultatif pour la jeunesse.

Les centres et les réseaux de ressources familiales ont démontré qu'ils peuvent aider de manière significative les familles nouvellement arrivées dans le quartier. Les centres de ressources familiales doivent faire l'objet d'une promotion active et recevoir un appui continu du public. Par exemple, il existe à Ottawa un réseau de centres de ressources (de santé) communautaires. Des organisateurs communautaires de chaque centre œuvrent auprès des résidents afin de relever les préoccupations, de constituer des réseaux et de s'attaquer aux problèmes sociaux.

Les participants ont fait part des enseignements qu'ils ont tirés du mouvement des communautés en santé. Chaque communauté en santé devait s'efforcer de rendre son quartier plus accueillant. Quelles étaient les pratiques gagnantes? On a su engager les enfants et les jeunes par des récits. À la suite d'un processus de mise en candidature ouvert à tous, on a rendu hommage à des gens qui apportent une contribution au quartier.

Différentes municipalités ont des exemples à offrir. Le programme 1-2-3 GO de Montréal, qui est financé par Centraide et d'autres partenaires, favorise le bien-être des enfants. Dans le cadre de ce programme, les quartiers mobilisent la collectivité entière pour assurer aux enfants un environnement bienveillant. Les parents et les résidents de la localité mettent sur pied des programmes en y apportant leurs compétences personnelles. La collectivité travaille à établir et à faire connaître les valeurs associées au développement des enfants. Les enfants en viennent à comprendre qu'ils occupent une place importante dans la vie des gens.

À Vancouver, le développement communautaire des quartiers est décentralisé. Dans certaines collectivités, des entreprises s'associent à des organismes de services sociaux pour favoriser les activités du quartier. Toutefois, dans d'autres quartiers, les entreprises ne sont pas engagées de la sorte.

Un ancien conseiller municipal a signalé des façons de faire connaître les préoccupations aux municipalités. Les parties intéressées devraient communiquer avec :

- la Fédération canadienne des municipalités;
- les associations de municipalités de chaque province;
- le réseau des communautés en santé;
- les responsables du logement social.

4.4 Conclusion

A. L'accessibilité à des logements abordables stables

Sur le plan des politiques gouvernementales, les logements abordables revêtent une importance critique. Or, le gouvernement fédéral et les provinces ont cessé de financer les logements sociaux. Les logements du marché privé tendent à être plus chers et de moindre qualité et à offrir moins de sécurité que les logements subventionnés sans but lucratif. Le rapport *Le progrès des enfants au Canada* de 1998 indique qu'un plus grand nombre de jeunes et de familles monoparentales se sentent vulnérables aux problèmes de logement. Le gouvernement fédéral doit faire preuve de leadership à l'échelle nationale pour que nous remplissions nos obligations internationales.

B. Les obstacles aux programmes récréatifs

Au Canada, les enfants ne bénéficient pas tous d'environnements sains. Les activités parascolaires et non scolaires constituent la façon par excellence de garder les jeunes motivés et intéressés aux activités scolaires (Search Institute). Les activités récréatives favorisent un développement sain, la santé physique et mentale, la résistance, un sentiment d'intégration et la confiance en soi.

[Traduction] «Les organismes de services à la jeunesse peuvent jouer un rôle tout à fait essentiel auprès des jeunes adolescents qui tentent d'acquérir les compétences et la confiance dont ils ont besoin pour entrer dans le monde adulte. Bien qu'une collectivité ne puisse compenser entièrement l'absence d'atouts personnels chez un jeune, elle peut avoir et elle a effectivement un effet positif sur les jeunes qui sont les plus privés du soutien interne et familial contribuant à un développement sain.» (Carnegie Corporation)

Pourtant, en imposant des frais d'utilisation et en ne joignant pas les groupes ayant le plus besoin de programmes, les municipalités condamnent les enfants et les jeunes mêmes que ces programmes peuvent si bien aider.

Voici plusieurs interventions que DRHC pourrait envisager dans le contexte de programmes et de recherches sur les politiques :

- Nous avons besoin d'enquêtes poussées permettant d'évaluer les possibilités (les genres de loisirs et leur offre), la participation, les coûts, ainsi que d'autres facteurs influant sur l'accessibilité à des activités physiques comme les sports, la danse, les activités de plein air, etc.
- Un plus grand nombre de jeunes occupent des emplois à temps partiel, tandis que les heures de travail des parents sont de plus en plus longues. Quelles en sont les répercussions sur les programmes récréatifs? Ces tendances ont-elles un effet défavorable sur les taux de participation de certains groupes?
- Les récentes enquêtes nationales sur la santé font état d'une réduction inquiétante de l'activité physique chez les enfants et les jeunes. Deux tiers des enfants canadiens n'ont pas un niveau suffisant d'activité physique. La télévision, les jeux vidéo, le cinéma et la nouvelle technologie de l'information risquent d'aggraver la situation.
- Il se fait très peu de recherches au Canada sur les effets de la participation à des activités récréatives organisées ou pas⁴. Nous devons déterminer les effets de ces activités sur les attitudes et les habitudes liées à l'exercice de la citoyenneté. Favorisent-elles en fait la tolérance et l'appréciation d'autrui, l'autodiscipline et un engagement vis-à-vis de l'éducation?
- Nous tendons à considérer comme superflus les programmes d'arts à l'intention des enfants. Pourtant, l'imagination, l'inspiration, la créativité et l'ambition sont des compétences essentielles dans le milieu de travail d'aujourd'hui. Les programmes d'arts favorisent le développement cognitif, de nouvelles façons de penser, la motivation des élèves et leur

⁴ Bruce Kidd et Peter Donnelly, Faculté de l'éducation physique et de la santé, Université de Toronto.

engagement scolaire. Les spectacles de musique et de danse aident à créer un esprit d'équipe et des liens sociaux⁵. Une récente étude américaine⁶ révèle que la participation des élèves aux arts est associée à un rendement scolaire supérieur, à de meilleurs résultats aux épreuves normalisées, à un plus grand nombre d'heures de service communautaire, et à une réduction des taux d'abandon scolaire, peu importe le statut économique des élèves interrogés. Une enquête semblable devrait être menée au Canada.

C. La mobilité et l'instabilité familiale

De nombreuses familles sont en proie à un stress aigu dû à la précarité de l'emploi et au fait qu'elles doivent consacrer une trop grande part de leur revenu au logement. Si l'on ajoute à ce problème les changements de structure familiale à la suite d'une séparation ou d'un divorce, il n'est guère surprenant de constater que bien des familles doivent continuellement déménager.

Il est ressorti d'une récente étude américaine⁷ que les événements perturbateurs qui surviennent au cours des études secondaires (p. ex., l'éclatement de la famille ou un changement d'école) se répercutent sur l'assiduité et la participation scolaires à court terme et sur l'entrée au collège à long terme. Les enfants et les jeunes qui subissent ces expériences ont besoin d'aide pour demeurer engagés et actifs à l'école. Il se peut qu'ils aient besoin d'un surcroît d'aide par rapport aux coûts des études postsecondaires. Une étude similaire pourrait être réalisée dans le cadre de l'ELNEJ.

La mobilité du marché du travail est l'une des pierres angulaires du développement macroéconomique au Canada. La création de richesses, la compétitivité, la formation de la main-d'œuvre, le commerce, l'attrait d'investissements étrangers, ainsi que la transférabilité de l'assurance-emploi, de l'assurance-santé et de l'aide sociale sont tous des éléments qui s'inscrivent dans cette politique. Cette tendance ne tient pas compte du fait que les enfants ont besoin de stabilité, de sécurité et de continuité dans leur quotidien. Cette question devrait être étudiée plus à fond dans le cadre de l'ELNEJ.

D. La mobilisation des collectivités pour des familles et des enfants en santé

Nous savons que des relations constantes, stables et bienveillantes avec des adultes, à l'intérieur comme à l'extérieur de la famille, et des liens intimes avec des pairs représentent d'importants facteurs de protection pour les enfants et les jeunes (Jenkins/Keating). Les enfants d'âge scolaire ne sont pas autonomes. Ils ont besoin de soutien et d'occasions d'établir et d'entretenir des relations durables. Les sports, les arts et les programmes récréatifs leur offrent la possibilité d'établir et d'entretenir des relations saines et durables avec des pairs. Ces programmes reposent sur l'existence d'emplacements comme des écoles communautaires, des terrains de jeux et des parcs. Non seulement les mesures de réduction budgétaire telles que la fermeture d'écoles de quartier handicapent-elles ces programmes, mais elles minent la cohésion communautaire. Les activités parascolaires ne sont pas offertes de façon universelle, ni sont-elles obligatoires dans les

⁵ Conseil des Arts de l'Ontario, « Making the Case for Arts Education », Toronto, 1997.

⁶ James Catterall, « Involvement in the Arts and Success in Secondary School », *Americans for the Arts Monographs*, 1(9), 1998.

⁷ University of Wisconsin at Madison, Institute for Research on Poverty, « Disruptive Events During High School Years and Educational Attainment », 1998.

systèmes scolaires provinciaux. Les administrations locales et les organismes sans but lucratif ne sont pas en mesure d'offrir ce genre de programmes en dehors des heures d'école.

La sécurité des quartiers revêt une importance capitale. Une récente réunion des chefs de police des grands centres urbains de l'Amérique du Nord avait pour thème la lutte contre le crime et l'investissement dans les enfants. Des conseils de sécurité communautaires à la grandeur de l'Amérique du Nord ont clairement fait savoir qu'une des façons les plus importantes d'éliminer les causes profondes du crime au niveau des quartiers consiste à offrir des programmes sociaux et récréatifs, en particulier aux jeunes et à d'autres groupes à risque élevé. Un récent groupe de travail de Toronto sur la sécurité communautaire a fait les observations suivantes :

Les parcs et les programmes récréatifs doivent être caractérisés par leur accessibilité, la possibilité qu'ils offrent de réduire la distance sociale entre les groupes, leur pertinence culturelle, et une collaboration efficace. L'accessibilité signifie que les programmes doivent être financièrement accessibles aux membres de nos collectivités qui sont les plus vulnérables, que les installations et les programmes doivent être accessibles aux personnes ayant des déficiences et des niveaux variables d'autonomie, et que les programmes doivent être géographiquement accessibles aux personnes les plus nécessiteuses.

DRHC doit rechercher des occasions de collaborer avec les responsables de la Stratégie nationale sur la sécurité communautaire et la prévention du crime, la Fédération canadienne des municipalités, l'Association canadienne des chefs de police et l'Association canadienne des loisirs, afin de constater et d'évaluer les meilleures pratiques.

5. Atelier 5 : La santé

<i>Compte rendu :</i>	<i>Institut canadien de la santé infantile</i>
<i>Présidence :</i>	<i>Phyllis Colvin</i> <i>Santé Canada</i>
<i>Exposés :</i>	<i>Virginia Caputo</i> <i>Études des femmes, Université Carleton</i>
	<i>Mark Rosenberg</i> <i>Département de géographie, Université Queen's</i>
	<i>Satya Brink</i> <i>Direction générale de la recherche appliquée</i> <i>Développement des ressources humaines Canada</i>
	<i>Sarah Connor</i> <i>Direction générale de la recherche appliquée</i> <i>Développement des ressources humaines Canada</i>
<i>Commentaires :</i>	<i>Lynn Vivian-Book</i> <i>Santé et Services communautaires</i> <i>Gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador</i>
	<i>Graham Chance</i> <i>Président, Institut canadien de la santé infantile</i>

5.1 La question

Au Canada, la santé et le bien-être des enfants et des jeunes est une priorité pour le gouvernement fédéral. L'ELNEJ nous donne un aperçu de la santé des enfants canadiens et nous permet de tirer certaines conclusions préliminaires au sujet des facteurs qui l'influencent. La bonne nouvelle, c'est que la plupart des enfants du Canada sont en bonne santé. Cela ne signifie toutefois pas qu'il n'y a aucun problème.

Pour les enfants, un départ sain est l'un des éléments clés du développement. La santé a également des interactions complexes avec les possibilités et les choix tout au long de la vie. Il est donc important que nous fassions en sorte que les enfants — peu importe leur âge, leur sexe, le revenu du ménage ou le lieu de résidence — soient en santé. Nous avons besoin de comprendre les facteurs qui vont promouvoir la santé des enfants et les facteurs de risque.

De grandes questions demeurent.

- Que peut-on faire pour préserver la bonne santé des enfants?
- Que peut-on faire pour veiller à ce que tous les enfants canadiens obtiennent de bons résultats sur le plan de la santé?
- Comment peut-on minimiser les facteurs de risque? Ou, si les enfants sont exposés à des risques, comment peut-on maximiser les facteurs de protection?

- Certains éléments moins évidents, moins bien compris, et qui sont reliés à d'autres facteurs socioéconomiques et politiques, peuvent influencer la santé des enfants. Est-ce que ces éléments influencent les résultats de l'enfant sur le plan de la santé? Dans l'affirmative, pourquoi, et dans quelle mesure? Et que peut-on faire au sujet de ces problèmes?

Se penchant sur ces questions, les participants à l'atelier ont invité les gouvernements, les collectivités, les familles de même que les enfants et les jeunes eux-mêmes à passer à l'action. Bref, ils nous ont mis au défi de considérer la santé de l'enfant comme une grande priorité pour l'ensemble des Canadiens.

5.2 Thèmes de l'atelier

Les recherches présentées portaient sur les thèmes suivants :

- Les différences entre les sexes dans les comportements et dans les résultats sur le plan de la santé (exposé : Virginia Caputo);
- La santé des enfants immigrants (exposé : Mark Rosenberg);
- Le régime de santé universel et les résultats des enfants sur le plan de la santé (exposé : Satya Brink);
- Le tabac et la consommation d'alcool pendant la grossesse (exposé : Sarah Connor).

A. Les différences entre les sexes dans les comportements et dans les résultats sur le plan de la santé

Dans une communication intitulée «Grandir comme homme ou comme femme au Canada», Virginia Caputo et Katherine Kelly signalent que les enfants jouissent généralement d'une bonne santé physique, et qu'il n'y a pas de différences observées entre les garçons et les filles de 4 à 11 ans, selon les données de l'ELNEJ. C'est seulement au chapitre des émotions et des comportements que des différences se manifestent entre les sexes.

Dès la première année d'école, les relations avec les enseignants deviennent moins positives chez certains garçons. Il y a peu de différences entre les garçons et les filles visés par l'ELNEJ sur les plans de l'acquisition du savoir et de l'alphabétisation, même si les filles sont plus susceptibles d'obtenir de «très bons» résultats en lecture et en travail écrit et à l'école en général. Les garçons et les filles visés par l'ELNEJ ne diffèrent pas dans leurs aptitudes signalées en mathématiques.

Les garçons de 4 à 11 ans sont plus susceptibles de regarder des émissions et des films qui comportent de la violence et de participer à des sports organisés et à des activités sportives non structurées, de même que de jouer à des jeux vidéo. Les filles du même groupe d'âge sont plus susceptibles de s'adonner à la lecture pour se divertir et de suivre des cours d'art, de musique ou de danse. Aucune différence n'a été relevée entre les filles et les garçons en ce qui a trait au temps consacré à la télévision, aux jeux en solitaire et à la participation à des camps.

Même si la plupart des enfants de 4 à 11 ans ne semblent pas manifester de problèmes de comportement, les répondants à l'ELNEJ (habituellement la mère, parfois le père ou un autre) signalent que les garçons sont plus susceptibles que les filles d'adopter des comportements

destructeurs, violents ou antisociaux. Les garçons sont plus susceptibles de connaître des problèmes sur les plans de l'acquisition du savoir et de l'alphabétisation. La majorité des garçons et des filles ne fréquentent pas d'amis qui passent leur temps à s'attirer des ennuis. Cependant, les garçons de 8 à 11 ans sont plus susceptibles d'avoir des amis qui sont des auteurs de troubles que les filles du même âge. Selon les répondants de l'ELNEJ, les filles sont plus susceptibles d'afficher des comportements prosociaux et emphatiques que les garçons.

B. La santé des enfants immigrants

Audrey Kobayashi, Eric G. Moore et Mark W. Rosenberg ont enquêté sur la santé des enfants immigrants et des enfants d'immigrants, de même que sur l'accès des familles immigrantes aux services sociaux, et notamment aux soins de santé. Leur communication, intitulée «Quel est le bilan de santé des enfants immigrants?», examine également l'accès à des réseaux de soutien informels et formels et l'influence que peut exercer sur de tels réseaux la situation socioéconomique et culturelle de différentes familles immigrantes. Selon les données de l'ELNEJ, les enfants immigrants sont en excellente santé, ce qui est une conséquence du processus de sélection, et ils ont l'appui de leur famille, d'amis et de services professionnels. Il est important de souligner que ce résultat ne peut être appliqué aux enfants réfugiés, qui peuvent manifester des problèmes physiques et (ou) affectifs à leur arrivée. L'ELNEJ ne comporte qu'un échantillon relativement limité d'enfants immigrants. On peut quand même en tirer certaines constatations.

Selon les données de l'ELNEJ, la majorité des enfants immigrants (plus de 90 % de ceux qui figurent dans la base de données de l'enquête) vivent dans de grandes collectivités urbaines. Ceux qui vivent au sein de communautés ethniques bien établies se portent un peu mieux que ceux qui vivent au sein de communautés ethniques plus récentes ou moins bien établies.

Les enfants de familles monoparentales, peu importe qu'ils soient immigrants ou non, sont plus susceptibles d'être en mauvaise santé et sont également plus susceptibles d'avoir eu de récents problèmes de santé. Il est plus que probable que ce phénomène soit directement relié à la situation socioéconomique des parents seuls, de même qu'aux difficultés quotidiennes auxquelles ils se heurtent. Les difficultés associées à la monoparentalité se font sentir encore plus lourdement lorsque la langue ou le manque de familiarité avec le système des soins de santé constitue d'autres obstacles à l'accès.

Les nouvelles familles immigrantes, particulièrement les familles monoparentales dirigées par les femmes, ont tendance à ne disposer d'aucun soutien informel pendant les premières années après l'immigration. Leur réseau de soutien se renforce avec le temps. Le recours aux services structurés augmente également avec le temps, ce qui reflète peut-être l'augmentation des problèmes liés à la monoparentalité dans le temps. Cela peut également s'expliquer par une meilleure connaissance des services et un meilleur accès. Les familles vivant dans les communautés ethniques établies sont les plus susceptibles de s'adresser à des leaders religieux et spirituels.

C. Le régime de santé universel et les résultats des enfants sur le plan de la santé

Les Canadiens sont en faveur d'un régime universel de soins de santé dans le cadre duquel tous ont accès à des soins de santé, peu importe leur lieu de résidence ou leur revenu. Ils tiennent particulièrement à ce que les enfants prennent un bon départ dans la vie. La communication de Satya Brink et Peter J. Smith, intitulée «Un bon départ pour les enfants canadiens : le régime de

santé universel répond-il aux besoins?», examine les résultats des enfants sur le plan de la santé en fonction de la situation socioéconomique de leur famille et de leur lieu de résidence, en mettant particulièrement l'accent sur l'accès aux soins de santé. Les auteurs veulent établir une base de référence à partir de laquelle les répercussions de la réforme de la santé pourront être évaluées⁸.

L'accès aux soins de santé (qui se définit selon la fréquence du recours à des services professionnels de soins de santé) diffère sensiblement selon la situation socioéconomique et la région de résidence. Par rapport aux enfants de familles dans la fourchette socioéconomique supérieure, les enfants venant de familles à faible revenu et à très faible revenu étaient moins susceptibles, dans des proportions respectives de 19,4 % et de 30,8 %, d'avoir été vus par un professionnel de la santé au cours de l'année précédente. Les enfants de l'Ontario étaient beaucoup moins susceptibles d'avoir vu un professionnel de la santé que les enfants des provinces de l'Atlantique, du Québec, des Prairies et de la Colombie-Britannique.

Des problèmes de santé comme l'insuffisance pondérale à la naissance, l'obésité, des résultats inférieurs sur les échelles de développement moteur et de développement social et des problèmes physiques à long terme montrent également des variations nettes significatives selon la situation socioéconomique et la région de résidence. Les ménages plus pauvres comptaient un plus grand nombre d'enfants ayant affiché une insuffisance pondérale à la naissance, un plus grand nombre d'enfants obèses et un plus grand nombre d'enfants affichant des résultats plus faibles à l'indice d'utilité de la santé que les enfants provenant de ménages dans des fourchettes socioéconomiques supérieures. Par ailleurs, les enfants plus pauvres avaient moins de problèmes à plus long terme comme les allergies et les bronchites. Les différences entre les régions étaient significatives, mais pas aussi vastes que les différences attribuables à la situation socioéconomique. En ce qui concerne l'insuffisance pondérale, l'incidence la plus faible se retrouvait chez les habitants de l'Ontario, et c'est en Colombie-Britannique que le taux était le plus élevé. Les enfants des provinces de l'Atlantique étaient plus susceptibles d'éprouver des problèmes physiques à long terme, tandis que ceux de la Colombie-Britannique avaient la plus faible incidence de ce genre de problème. En ce qui concerne l'obésité, les enfants des provinces de l'Atlantique affichaient le taux le plus élevé et ceux du Québec étaient les moins susceptibles d'avoir des problèmes de poids.

Brink et Smith font remarquer que dans tout examen de la réforme des soins de santé, il faut faire un suivi des disparités dans les résultats qu'obtiennent les enfants sur le plan de la santé, si on veut éviter que les résultats de certains groupes se détériorent à la suite de changements apportés dans le système de santé.

D. Le tabac et la consommation d'alcool pendant la grossesse

Dans leur communication intitulée «Le tabac et l'alcool ont-ils un effet sur les nouveaux-nés?», Sarah K. Connor et Lynn McIntyre expliquent comment le tabac et l'alcool pendant la grossesse peuvent avoir des répercussions à court et à long terme sur les enfants. Parmi les conséquences possibles du tabac, on retrouve une insuffisance pondérale et des complications à l'accouchement. Le tabac est le déterminant observable le plus important de l'insuffisance pondérale. Parmi les conséquences possibles de la consommation d'alcool, on retrouve le syndrome d'alcoolisme fœtal

⁸ Lors de l'atelier, des experts dans le domaine ont critiqué une partie de la méthodologie exposée dans la communication de Brink et Smith. À la lumière de ces observations, les auteurs ont analysé à nouveau les données et ils ont trouvé et rectifié plusieurs erreurs techniques. Ce sont les résultats corrigés qui sont présentés ici.

et l'effet de l'alcoolisation fœtale. Étant donné ces enjeux, le questionnaire de l'ELNEJ comportait des questions destinées aux femmes au sujet de leur consommation de tabac et d'alcool pendant la grossesse.

Selon les résultats de l'ELNEJ, certaines femmes continuent de fumer et de boire pendant la grossesse. Les femmes qui ont des revenus inférieurs, qui sont moins instruites et dont les conjoints ont des revenus inférieurs et/ou des niveaux d'instruction moindres étaient plus susceptibles de fumer pendant la grossesse, tout comme les mères seules et les jeunes mères. Un grand nombre de ces femmes n'ont pas tenté de cesser de fumer ou de réduire leur consommation de tabac pendant la grossesse. Les femmes ayant signalé qu'elles avaient consommé de l'alcool pendant la grossesse étaient moins nombreuses que les femmes ayant signalé qu'elles avaient fumé. Ces femmes ont tendance à être plus âgées et à avoir un meilleur niveau de scolarité. Ces faibles résultats peuvent témoigner d'une consommation d'alcool peu élevée pendant la grossesse, ou tout simplement de taux de déclaration peu élevés.

Peu importe la consommation d'alcool et de tabac des mères, les premiers nés sont plus susceptibles de connaître des problèmes. Les premiers nés sont presque 1,5 fois plus susceptibles d'afficher une insuffisance pondérale et d'avoir besoin de soins spéciaux après l'accouchement, et les risques de complications au moment de l'accouchement sont environ 2,5 fois plus nombreux.

Les mères jeunes et les mères seules ne présentent pas plus de risques d'avoir un bébé ayant des problèmes à la naissance, une fois prise en considération la situation socioéconomique. Les mères adolescentes qui fument et qui sont peu instruites sont plus susceptibles d'avoir des enfants vulnérables, mais pas plus que les mères plus âgées qui ont des niveaux d'instruction comparables et qui fument aussi.

5.3 Idées à retenir

Les idées à retenir sont classées selon quatre rubriques : les différences entre les sexes dans les comportements et les résultats sur le plan de la santé; la santé des enfants immigrants; le régime de santé universel et les résultats des enfants sur le plan de la santé; le tabac et la consommation d'alcool pendant la grossesse.

A. Les différences entre les sexes dans les comportements et dans les résultats sur le plan de la santé

Six thèmes sont ressortis des discussions sur cet exposé :

- Le bien-être actuel des enfants est tout aussi important que leur bien-être futur;
- L'acquisition de l'identité sexuelle;
- Comment le sexe influence la vie et le développement de l'enfant;
- Les styles parentaux et le développement selon le sexe;
- L'école et le développement selon le sexe;
- Les activités à l'extérieur et le développement selon le sexe.

Les participants ont souligné qu'il fallait éviter de trop se concentrer sur les facteurs qui influencent ce qu'il advient des enfants. Nous devrions faire en sorte que les enfants aient des enfances heureuses et en santé, sans avoir à nous justifier en fonction d'avantages futurs.

Les enfants mènent une vie très complexe, au sein d'un réseau de relations avec la famille, les voisins, l'école et les garderies, les amis, etc. Ces relations comportent à la fois des facteurs de protection et des facteurs de risque. Les chercheurs et les décideurs doivent bien comprendre la complexité et la richesse de la texture de la vie des enfants. Par exemple, en acquérant leur identité sexuelle, les enfants s'inspirent de ce qu'ils voient autour d'eux et des attentes qu'on semble avoir à leur sujet (et particulièrement des attentes de leurs parents).

La communication de Caputo et Kelly fait remarquer que l'acquisition de l'identité sexuelle est un processus permanent qui conditionne le développement sain de l'enfant. Mais les décideurs ne semblent pas comprendre ce processus. Nous avons besoin d'outils pour aider les décideurs à examiner l'identité sexuelle par rapport à tout un éventail de variables. Nous avons également besoin de moyens d'aider les enseignants et les fournisseurs de services de garde à favoriser le développement sain des enfants. Les adultes dans la vie des enfants devraient examiner leurs propres stéréotypes sexuels et devraient donner aux enfants amour, respect et constance tout au long de la petite enfance.

Selon les données de l'ELNEJ, les rôles des hommes et des femmes influencent significativement la vie des enfants. Les parents, les travailleurs des services de garde et les enfants doivent être sensibilisés à cette influence et en comprendre et en évaluer les coûts et les avantages. L'Initiative sur la fillette canadienne veut renforcer nos connaissances de la façon dont les rôles des filles influencent leur vie, l'objectif étant d'appuyer les fillettes dans leur transition vers l'âge adulte.

Les participants ont fait remarquer qu'on s'était très peu intéressé à la façon dont les rôles des sexes influencent la santé et le bien-être des garçons. Nous avons besoin de programmes de promotion de la santé et de prévention conçus pour répondre aux besoins des garçons, d'autant plus que, selon les indications, les messages actuels ont peu d'impact. Les participants étaient d'avis que les hommes devraient participer à la fois aux recherches relatives aux garçons et à l'élaboration de programmes qui répondent à leurs besoins, et que les hommes devraient jouer un rôle plus actif dans l'examen des répercussions des rôles des sexes, domaine qui a été dominé par les femmes.

A.1 Les enjeux du rôle parental

Les participants ont réaffirmé à quel point il était important d'en savoir plus au sujet de la relation entre le rôle parental et le développement sain de l'enfant. Quelle influence les parents ont-ils sur les différences entre les sexes relevées dans l'ELNEJ? Quelle est la meilleure contribution qu'ils peuvent apporter au développement sain de leurs enfants? Quelles sont les répercussions sur les enfants des pressions du temps que subissent les parents? Les participants à l'atelier ont tenu à faire un avertissement, à savoir que l'analyse de l'importance du rôle parental ne sera utile que si nous reconnaissons les contextes sociaux dans lesquels ce rôle s'exerce.

Les participants ont reconnu qu'il fallait offrir une information utile sur les pratiques parentales efficaces. Mais surtout, nous devons nous efforcer, en tant que société, d'aider les parents en contribuant à renforcer la sécurité familiale. Nous avons besoin de politiques pour promouvoir

l'équilibre entre le travail et le foyer. Les parents doivent avoir la flexibilité dont ils ont besoin pour élever des enfants en santé. Pour ce faire, il faut offrir des congés de maternité et de paternité rémunérés de durée suffisante, de même que des prestations pour enfants significatives et des services de garderie de grande qualité, universellement accessibles. De nombreuses familles décident que l'un des parents travaillera à temps partiel, mais c'est une solution coûteuse et qui n'est pas réalisable ou souhaitable pour tout le monde.

Les pères ont besoin de programmes qui les encourageront à participer pleinement à l'éducation des enfants. Il faut que le rôle qu'ils jouent au sein de la famille soit reconnu dans le milieu de travail – par exemple, ils doivent bénéficier de politiques de congés profamille et d'horaires souples. Il faut leur donner les outils qui leur permettront de remettre en question les stéréotypes sexuels et d'aider leurs enfants à acquérir une identité sexuelle saine.

A.2 Les écoles

Selon les participants, les écoles ne sont pas, comme on le pensait autrefois, des «interventionnistes anodins». Les participants se sont dits préoccupés par la tendance des enseignants à diviser les enfants en différentes voies, selon leur rendement scolaire. Ils ont également exprimé des préoccupations au sujet des résultats de l'ELNEJ suivant lesquels les enseignants ont tendance à être beaucoup plus pessimistes que les parents au sujet des perspectives d'avenir des enfants de familles à faible revenu. Les participants ont constaté que les enseignants se laissent prendre au piège des stéréotypes sexuels et des problèmes d'estime de soi et que cela peut influencer leur évaluation des comportements ou des situations. Les enseignants ont besoin de formation sur le développement de l'enfant, pour contrebalancer cette tendance.

Les enfants et les jeunes passent beaucoup de temps avec les enseignants et il est essentiel que ces derniers favorisent leur développement sain. Pour ce faire, les enseignants doivent garder à l'esprit les besoins affectifs et sociaux des enfants et être au courant des variables de risque qui peuvent se répercuter sur la vie d'un enfant à tout moment.

L'Institut canadien de la santé infantile est fermement convaincu que les enfants et les jeunes devraient être encouragés à participer activement à la planification et à l'élaboration des programmes et des services qui leur sont destinés; que les parents et les enfants devraient être encouragés à se concerter afin de mieux aider l'enfant à mettre en valeur son plein potentiel; et qu'il conviendrait d'engager un plus grand nombre d'enseignants de sexe masculin, au niveau préscolaire comme au niveau scolaire (ICSI, 1994).

A.3 Influences de l'extérieur et activités à l'extérieur

Il nous faut également élaborer ou rétablir des cours de connaissance des médias pour les enfants d'âge scolaire et les enfants plus jeunes, pour les aider à remettre en question les stéréotypes. Les parents, les enseignants et les collectivités devraient se concerter pour inscrire ce genre de cours au programme dans les écoles primaires et secondaires.

Le groupe a fait remarquer que les sports organisés et les activités sportives non structurées sont plus facilement accessibles aux garçons et aux hommes qu'aux filles et aux femmes, pour diverses raisons. La participation aux activités récréatives est importante pour une bonne santé mentale et physique, peu importe le sexe.

B. La santé des enfants immigrants

Les discussions collectives au sujet de la santé des enfants immigrants ont porté sur les quatre thèmes suivants :

- Le contexte familial est crucial.
- Nous avons besoin de services adaptés à la culture des immigrants qui soient accessibles et dispensés au bon moment.
- Les organisations ethniques et communautaires sont des intervenants de premier plan dans l'élaboration et la mise en œuvre des services.
- Il faut tenir compte expressément des circonstances particulières des enfants réfugiés.

De plus, nous devons considérer les enfants immigrants comme des membres à part entière de familles immigrantes, de communautés ethniques et de communautés non ethniques. Nous devons mieux comprendre leurs antécédents culturels. Par exemple, l'absence du père peut revêtir une signification très différente selon la culture et les attentes de la famille, et se répercuter différemment sur la famille selon sa culture – particulièrement lorsqu'elle est attribuable à une guerre, à un traumatisme ou à un décès.

B.1 Contexte familial

La situation économique de la famille a des répercussions sur le bien-être de l'enfant. La plupart des familles monoparentales immigrantes ont besoin de programmes d'aide spéciale si on veut éviter qu'ils tombent dans la pauvreté. Les données de l'ELNEJ confirment que dans l'ensemble, les enfants des familles monoparentales sont vulnérables à diverses difficultés. Il faut offrir des services de soutien à ces familles pour éviter que leurs enfants n'éprouvent de problèmes systématiques de santé et de problèmes associés davantage à la pauvreté qu'au statut d'immigrant.

Les interrelations entre l'état de santé, le soutien informel et le soutien formel sont les plus évidentes dans les quartiers désavantagés sur le plan socioéconomique. Les enfants de familles monoparentales sont plus susceptibles de manquer de soutiens informels et de recourir à des soutiens formels que les enfants de familles biparentales.

B.2 Accès aux services

Les décideurs et les auteurs de programmes ont besoin de se concentrer sur des programmes communautaires qui offrent du soutien aux familles immigrantes, particulièrement les familles monoparentales, et qui réduisent leurs risques de pauvreté. Pour ce faire, ils doivent envisager :

- des politiques gouvernementales à l'appui de ces programmes;
- des réseaux de soutien informels, peut-être par l'entremise de programmes «d'accueil des nouveaux venus» ou de programmes organisés par l'intermédiaire d'organisations communautaires ethniques;

- des activités de sensibilisation aux réalités culturelles pour les fournisseurs de services communautaires et de soins de santé.

Les familles immigrantes, qu'elles soient récemment arrivées ou établies de plus longue date, ont besoin de services adaptés à leur réalité culturelle qui soient accessibles et dispensés au bon moment. La plupart des enfants immigrants vivent dans les grandes villes et la plupart des grandes villes sont bien équipées au chapitre des services sociaux, des services de santé et des services d'éducation. Mais il faut se souvenir que ces enfants et leur famille peuvent aussi être aux prises avec des facteurs démographiques, linguistiques, socioéconomiques, ethniques ou culturels qui entravent leur accès à ces services.

C'est souvent entre la sixième et la dixième année après l'immigration que les enfants ont les plus grands besoins – mais les services offerts sont moins nombreux. Les différences linguistiques et culturelles persistent après cinq ans, mais les services «d'accueil aux nouveaux venus» seront peut-être moins accessibles. Pour des raisons qui n'ont pas encore été déterminées, la capacité des immigrants d'obtenir l'aide dont ils ont besoin semble diminuer après cinq ans. C'est pourquoi il faut accorder la priorité à la définition et à l'élimination des obstacles qui entravent l'accès aux services. Nous devons faire en sorte que les immigrants puissent avoir accès aux services dont ils ont besoin et, le cas échéant, mettre sur pied de nouveaux services pour combler toute lacune véritable.

Il faut assurer une certaine continuité dans les contacts, les maillages et les services, depuis l'arrivée jusqu'à ce que la famille soit bien établie. Les obstacles que doivent franchir les nouveaux venus évoluent avec le temps et à mesure que les enfants grandissent. Les besoins des mères et des pères changent également à mesure que leurs enfants grandissent. Les programmes de formation linguistique (anglais langue seconde) sont importants et devraient être largement accessibles.

La majorité des nouveaux immigrants d'aujourd'hui appartiennent à des minorités visibles. Il faut en tenir compte lorsqu'on essaie de comprendre leur expérience d'immigrants. Les membres des minorités visibles seront plus vraisemblablement victimes de racisme, ce qui influencera les relations qu'ils établiront au Canada.

B.3 Organisations ethniques

Les organisations ethniques se montrent souvent très efficaces lorsqu'il s'agit d'aider les familles immigrantes à trouver les services dont ils ont besoin. Nous devons forger et renforcer des partenariats entre ces organisations, entre divers groupes ethniques et entre ces organisations d'une part et les services et programmes d'autre part. Nous devons mobiliser les communautés immigrantes pour qu'elles élaborent et dispensent des programmes de soutien aux nouveaux venus. De telles initiatives pourraient être indépendantes, ou elles pourraient s'inscrire dans le cadre d'initiatives plus vastes, comme celles qui sont dispensées par les services d'hygiène publique. Dans les grandes régions urbaines, nous pouvons contribuer à satisfaire les besoins des immigrants en matière de santé en affectant dans les centres communautaires un personnel ayant reçu une formation particulière. Il est également important d'élaborer du matériel de promotion de la santé et de prévention dans diverses langues.

B.4 Les enfants réfugiés

Les participants ont fait remarquer que les enfants réfugiés constituent un groupe distinct. Ils sont souvent isolés, marginalisés et déconnectés. Ils portent peut-être des cicatrices physiques et/ou affectives causées par la guerre, la torture ou d'autres événements traumatisants qu'ils ont vécus dans leur pays d'origine. Les politiques, programmes et outils nécessaires pour répondre à leurs besoins ne sont pas les mêmes que ceux qui répondront aux besoins des enfants immigrants en général. Les enfants réfugiés peuvent également faire face à des obstacles uniques en leur genre dans l'accès aux services, par exemple les soins de santé et l'éducation. L'ELNEJ n'a pas examiné adéquatement la situation et les besoins particuliers des enfants immigrants réfugiés, puisque la taille de l'échantillon n'a pas permis d'analyser les réponses de ce groupe.

C. Le régime de santé universel et les résultats des enfants sur le plan de la santé

Les Canadiens affectionnent particulièrement leur régime de soins de santé et s'inquiètent à l'idée que des réformes puissent en réduire la qualité. Au cours des discussions collectives, les participants se sont concentrés davantage sur les moyens de promouvoir la santé universelle que sur un régime universel de soins de santé. À cette fin, nous devons :

- soutenir toutes les familles;
- établir des liens directs entre les données sur la santé d'une part et les politiques et pratiques d'autre part;
- assurer le suivi de l'accès et des résultats.

C.1 Soutenir toutes les familles

Il n'y a pas de ligne de démarcation entre «les familles qui ont besoin de soutien» et le reste des Canadiens. Les personnes dans le besoin ne constituent pas un groupe bien défini, étiqueté, homogène. Au contraire, les événements et les circonstances de la vie font que, à titre individuel, chacun peut éprouver des problèmes à différents moments de sa vie. De plus, il y a certains problèmes auxquels font face de nombreuses familles qui pourraient être atténués par des programmes et des politiques de soutien destinés à l'ensemble des familles. Nous devons mettre en place des soutiens concrets, non stigmatisants, qui peuvent aider les familles à préserver leur bien-être.

Les participants étaient d'avis que nous devrions établir des politiques et des programmes qui répondent aux besoins des familles en matière d'hébergement, d'alimentation et de garde des enfants. Des subventions au logement feraient en sorte que tous les individus disposent d'un endroit abordable où vivre. Un système universel de sécurité alimentaire contribuerait au développement sain des enfants. La faim et la malnutrition réduisent la capacité d'apprendre des enfants et peuvent provoquer des retards développementaux. Finalement, un programme national de garde d'enfants aiderait les familles à mettre en balance responsabilités familiales et responsabilités personnelles, et contribuerait à promouvoir le développement sain de l'enfant.

C.2 Établir des liens directs entre les données sur la santé d'une part et les politiques et pratiques d'autre part

Le groupe se dit tout à fait en faveur de la position mise de l'avant à l'occasion de la conférence sur l'ELNEJ : pour rompre le cycle du désavantage, nous avons besoin d'établir des liens directs entre les données sur la santé et les politiques et pratiques. Le groupe a cité de nombreux exemples de programmes qui tentent de faire ce maillage, notamment les programmes d'alphabétisation de la famille, les programmes sur le rôle parental, le Programme d'aide scolaire aux Autochtones, le programme Y'a personne de parfait, et le PACE. Si ces initiatives se sont révélées efficaces, c'est qu'elles utilisent des messages sociétaux qui remettent en question les attitudes et les comportements vieillissants et dépassés.

Un participant a expliqué comment les taux d'asthme et d'anxiété augmentent tous deux parallèlement au chômage, ce qui a été le prélude à une discussion des répercussions des facteurs socioéconomiques sur la santé : de nombreux aspects de la santé sont influencés par le stress du chômage et/ou d'un faible revenu. Les participants en ont conclu que l'établissement de liens entre les données sur la santé et les politiques et pratiques serait le plus avantageux si toute la gamme des facteurs d'influence était prise en considération.

C.3 Assurer le suivi de l'accès et des résultats sur le plan de la santé

Le groupe a reconnu qu'il était vraiment nécessaire d'assurer un suivi de l'accès aux soins de santé et de ses liens avec les résultats sur le plan de la santé. Mais les participants ont également affirmé que l'accès à des soins universels de santé ne sauraient compenser les iniquités dans d'autres domaines. Ceci étant dit, ils ont souligné l'importance d'assurer le suivi de l'accès en tenant compte de la situation socioéconomique et des variations géographiques, ainsi que la nécessité de tenir compte des disparités régionales et infra-régionales dans les politiques et de fournir aux décideurs l'information détaillée dont ils ont besoin pour travailler efficacement.

D. Le tabac et la consommation d'alcool pendant la grossesse

Au sujet de la consommation d'alcool et de cigarettes, les participants ont fait ressortir les points suivants :

- Les programmes de prévention, de réduction et de cessation de l'usage du tabac doivent être ciblés sur les enfants, les jeunes et les adultes (autant les hommes que les femmes) si nous voulons réduire le nombre de femmes qui fument pendant la grossesse.
- Nous avons besoin de modèles de soins préalables à la conception et de soins prénatals qui valorisent la mère et le fœtus si nous voulons réduire les risques de résultats négatifs sur le plan de la santé chez les nouveaux-nés.
- Les conséquences à long terme de l'exposition du fœtus à l'alcool pendant la gestation nécessitent un suivi non stigmatisant.

D.1 Le ciblage des programmes antitabac

Dans le cadre de l'ELNEJ, 84 % des fumeuses ont répondu qu'elles avaient continué de fumer tout au long de leur grossesse. Il est donc clair que nous avons besoin de trouver et de promouvoir des

moyens plus efficaces de rejoindre les fumeuses. Pour réduire la consommation de tabac pendant la grossesse, nous avons également besoin de trouver des moyens plus efficaces pour réduire ou empêcher la consommation du tabac chez les jeunes. Et par-dessus tout, nous avons besoin de stratégies qui aident les filles et les jeunes femmes à choisir de ne jamais commencer à fumer.

La communication de Connor et McIntyre montre clairement que les stratégies actuelles, particulièrement les tactiques d'effarouchement, ne fonctionnent pas. Elles ne convainquent pas les femmes de ne pas fumer. Les participants pensent que nous devrions plutôt nous concentrer sur les techniques efficaces auprès des femmes enceintes. Quelles sont les meilleures pratiques utilisées à l'échelle du pays? Le groupe pense qu'un examen de ces pratiques nous amènerait probablement à renoncer aux stratégies faisant appel à la culpabilité et à la honte pour privilégier des stratégies qui responsabilisent les participantes pour les amener à modifier leur comportement. La grossesse pourra se révéler une période «propice à l'apprentissage» si nous utilisons les stratégies appropriées.

Le groupe était tout à fait en faveur des programmes d'intervention qui mettent l'accent sur la prévention et sur les raisons pour lesquelles les jeunes femmes commencent à fumer. Il y a encore beaucoup de progrès à faire dans ce domaine; les jeunes Canadiennes de 15 ans ont un taux de consommation du tabac très élevé par rapport aux filles d'autres pays industrialisés. Voici quelques suggestions qui ont été avancées :

- offrir des ressources et des programmes communautaires pour aider les femmes, les jeunes et les enfants à éviter de fumer;
- responsabiliser les jeunes et les enfants pour qu'ils acquièrent des habitudes de santé positives;
- appuyer les «programmes du copain»;
- appuyer des programmes communautaires comme les programmes de jumelage à des mères-ressources, qui se sont révélés efficaces lorsqu'il s'agissait de diminuer ou d'empêcher la consommation du tabac;
- promouvoir des stratégies de réduction de la consommation du tabac et en assurer le suivi, par exemple des taxes élevées sur les produits du tabac;
- mettre sur pied des programmes de soutien abordables pour ceux qui désirent cesser de fumer, particulièrement les jeunes gens;
- reconnaître les coûts des programmes antitabac et les financer à même les taxes sur les produits du tabac;
- aider les fumeurs à trouver d'autres moyens de surmonter les stress qui les ont amenés à commencer à fumer ou qui les empêchent de cesser.

Le Canada dispose de ressources, de modèles et de sources d'information dans le cadre de la Stratégie de réduction de la demande de tabac. Mais de nombreux organismes n'ont pas les moyens de promouvoir et/ou de diffuser ce matériel, tandis que d'autres n'ont pas l'argent nécessaire pour l'acheter. Les organismes n'ont pas non plus les ressources nécessaires pour

réimprimer le matériel ou mettre les stratégies en œuvre. Il faut offrir un financement adéquat garanti, indépendamment d'autres exigences politiques ou bureaucratiques.

D.2 De nouveaux modèles pour les soins de santé avant la conception et les soins prénatals

Selon diverses recherches, les enfants premiers nés sont plus vulnérables que leurs cadets, parce que leurs mères ne reçoivent pas suffisamment de soins prénatals. Nous devons donc nous concentrer sur les moyens de faire en sorte que toutes les femmes enceintes reçoivent des soins prénatals et que ces soins commencent au début de la grossesse, puisque les premières semaines après la conception jouent un rôle critique dans le développement de l'enfant.

Nous devons éduquer les jeunes femmes au sujet de l'hygiène de la reproduction et de l'importance des soins prénatals en début de grossesse. Cette éducation devrait commencer dès l'enfance et se poursuivre tout au long de l'adolescence, pour s'enraciner profondément. Il faut également éduquer les garçons et les hommes au sujet des enjeux de l'hygiène de la reproduction.

En tant que société, nous devons valoriser les femmes enceintes. Pour ce faire, nous devons modifier le contexte dans lequel se déroulent les grossesses. Nous devons mettre en œuvre des politiques prénatales qui encouragent les mères à cesser de travailler dès la 36^e ou la 37^e semaine, peu importe dans quel secteur elles travaillent. Nous devons élaborer des programmes prénatals plus nombreux et de meilleure qualité, particulièrement des programmes d'extension à l'intention des collectivités marginalisées. Et nous avons besoin de politiques meilleures et plus nombreuses pour appuyer les femmes enceintes et leur famille, par exemple des congés payés et des lieux de repos en milieu de travail.

Les participants ont également proposé des changements dans la façon dont nous dispensons les soins de santé aux femmes enceintes. Les médecins et d'autres professionnels de la santé ont rarement le temps de s'intéresser à la situation psychosociale des femmes enceintes ou de leur donner des conseils ou de l'aide au sujet de leurs comportements de santé. En tant que société, nous devons offrir des soins prénatals de ce genre qui soient financièrement viables. Nous avons besoin de réexaminer le système actuel de soins et de le réformer, pour répondre aux besoins des femmes enceintes et de leur famille. Il existe des modèles de rechange efficaces dans d'autres pays.

D.3 Assurer le suivi des effets de la consommation d'alcool pendant la grossesse

Le syndrome d'alcoolisme fœtal ainsi que l'effet de l'alcoolisation fœtale sont deux graves problèmes; il s'agit de troubles profonds qui influencent de façon irréversible un grand nombre des aspects de la santé et du bien-être de l'enfant. Comme le syndrome d'alcoolisme fœtal est difficile à diagnostiquer, nous en sommes encore à faire des spéculations au sujet de son impact dans la population. Il est également impossible de dire s'il existe des niveaux de consommation d'alcool qui ne présentent pas de danger. Les conséquences peuvent être difficiles à déceler au début ou elles peuvent être confondues avec d'autres problèmes. Souvent, le diagnostic n'est fait que plus tard dans la vie de l'enfant. Il est important de reconnaître que, peu importe la difficulté du diagnostic chez le nouveau-né, les difficultés d'apprentissage et de développement associées au SAF et à l'EAF créent des problèmes permanents chez les individus touchés.

Il se peut que l'ELNEJ sous-estime le nombre de femmes qui consomment de l'alcool pendant leur grossesse. Les femmes ne signaleront peut-être pas leurs habitudes de consommation à cause

du stigmate qui s'y rattache. L'ELNEJ ne donne aucune information sur l'ampleur du problème dans de nombreuses collectivités autochtones. Nous avons également besoin d'un complément d'information sur la consommation d'alcool chez les jeunes mères.

Une seule stratégie visant à réduire ou à prévenir la consommation d'alcool ne se révélera pas efficace pour tous les groupes. Il est recommandé que les stratégies tablent sur les éléments suivants :

- des programmes de sensibilisation aux médias qui remettent en question les messages transmis par les médias au sujet de la consommation d'alcool;
- des règlements plus stricts sur la publicité entourant l'alcool;
- des modèles de comportement;
- des mesures d'éducation précoce au sujet des questions de santé connexes.

Si on attend des preuves scientifiques formelles du problème ou l'aboutissement des initiatives mises en œuvre pour le contrer, les solutions risquent d'être retardées, de sorte qu'une autre génération d'enfants sera vulnérable. Il est préférable de mettre à l'essai les approches les plus prometteuses dès maintenant et de voir si elles font une différence.

5.4 Priorités en matière de recherche

Deux thèmes de recherche prioritaires au sujet de l'identité sexuelle sont ressortis de la discussion collective sur les rôles des sexes et le développement sain de l'enfant :

- *Qu'est-ce qui favorise la résistance?* Nous devons en savoir plus au sujet de la résistance chez les enfants. Quels facteurs ont pour effet de promouvoir le bien-être? Ces facteurs sont-ils différents chez les garçons et chez les filles? Comment peuvent-ils promouvoir le bien-être? Est-ce qu'ils sont efficaces pour différentes raisons chez les filles et chez les garçons? Est-ce que des expériences positives dès la tendre enfance peuvent réduire les résultats négatifs à l'adolescence? Quels facteurs d'influence sont présents dans la vie des enfants résistants et comment s'assurer que les enfants vulnérables ont accès à ces influences?
- *Qu'en est-il des garçons?* Savons-nous ce que, en tant que société, nous souhaitons pour les garçons? Pourquoi les garçons se livrent-ils à davantage de comportements de prise de risques que les filles, même très jeunes? Est-ce que nous évaluons de façon adéquate le comportement des garçons? Pourquoi diagnostique-t-on de comportements problématiques chez autant de garçons? Quels genres de politiques et de pratiques seraient profitables pour les garçons? Comment l'expérience sociale de l'enfance se répercute-t-elle sur les hommes et sur la paternité? D'après les discussions collectives, il y a beaucoup plus de questions que de réponses. Nous avons besoin de recherches plus nombreuses et de meilleure qualité sur les garçons. À l'heure actuelle, la plupart des recherches portant sur les garçons et les jeunes hommes se font dans le domaine de la criminologie. Il ressort des discussions que les chercheurs de sexe masculin ont la responsabilité d'entreprendre de telles recherches et de se concentrer sur ces questions, mais les chercheurs comme les chercheuses doivent reconnaître les lacunes dans les connaissances et tenter de les combler.

Deux thèmes de recherche prioritaires ressortent de la discussion sur la santé des enfants immigrants :

- Le groupe a reconnu la vulnérabilité physique, affective et sociale des enfants immigrants réfugiés et a remarqué qu'il n'y avait pas de données suffisantes pour évaluer leurs besoins, leur état de santé et leur accès aux services. Le groupe a convenu qu'une priorité importante pour la recherche serait de mieux comprendre cette population.
- L'absence du père a, sur la dynamique familiale, des répercussions conditionnées par la culture. Actuellement, nous ne savons pas grand-chose de cette question. L'information est pourtant nécessaire si nous voulons élaborer des programmes qui répondront aux besoins de ces familles.

En ce qui concerne la recherche sur l'utilisation du tabac et de l'alcool par les mères, les participants ont soulevé diverses questions correspondant à trois grandes préoccupations :

- Quelles sont les conséquences permanentes du SAF et de l'EAF sur le développement des enfants? Quel genre de soutien se révèle efficace? Nous ne savons toujours pas grand-chose des besoins des enfants qui souffrent du SAF et de l'EAF et de leurs familles.
- Quels genres d'interventions particulières se révèlent efficaces lorsqu'il s'agit de réduire la consommation d'alcool pendant la grossesse dans différentes populations, par exemple les jeunes ou les collectivités autochtones? Nous commençons à reconnaître qu'une solution unique ne donnera pas de résultats efficaces pour tout le monde. Les données sur les meilleures pratiques dans ce domaine pourraient influencer l'élaboration des politiques et des programmes.
- Quelles sont les «meilleures pratiques» pour prévenir ou réduire la consommation du tabac et de l'alcool dans différentes collectivités?

Ces priorités en matière de recherche montrent à quel point il est urgent de recueillir des données plus nombreuses sur la santé et le bien-être des enfants au Canada – une information qui va au-delà de la mort et de la maladie pour analyser de façon plus pointue ce que cela signifie que d'atteindre son plein potentiel en matière de santé.

5.5 Conclusions

Comment donc l'atelier sur la santé des enfants de la Conférence nationale sur la recherche 1998 de l'ELNEJ s'est-il inspiré des recherches actuelles et a-t-il apporté une contribution aux plans d'action futurs? Étant donné le grand nombre d'organismes participants qui s'intéressent aux questions de la santé et du bien-être des enfants, l'atelier a mis de l'avant de nombreuses idées à retenir, et elles correspondent au nouveau consensus qui se dessine parmi les organisations s'intéressant à l'enfance et à la famille, à savoir que la force d'une collectivité joue un rôle crucial lorsqu'il s'agit d'améliorer la santé et le bien-être des jeunes et des enfants.

Qu'entend-on par «collectivités fortes» dans le contexte de la santé des enfants et des jeunes? D'un côté, on entend qu'il faut reconnaître l'importance, pour les enfants, les jeunes et les adultes, des possibilités, de la participation, de l'intégration et de la responsabilisation. D'un autre côté, on

entend qu'il faut reconnaître l'importance de programmes, de ressources et d'outils appropriés et réceptifs. Ces facteurs sont tout aussi importants, que nous parlions de programmes de réduction ou de cessation de la consommation d'alcool, de la santé des enfants immigrants, d'un développement sain selon le sexe ou de nombreux autres enjeux de la santé des enfants. L'ICSI est convaincu qu'en tant que société, nous devons appuyer les enfants dans le contexte de leur famille et renforcer les familles dans le contexte de leur collectivité.

Les enfants et les jeunes ne sont pas simplement des bénéficiaires passifs de nos soins. Ils ont des connaissances importantes au sujet de ce dont ils ont besoin pour renforcer leur sentiment de bien-être personnel. Ils ont des idées précieuses sur la façon dont ils peuvent apporter des contributions à leur famille et à leur collectivité. Nous devons leur demander leurs opinions, les écouter et répondre à ce qu'ils nous disent. De meilleures communications avec les enfants et les jeunes pourront renforcer grandement notre capacité d'élaborer des politiques et des programmes qui répondent aux besoins véritables des familles et des collectivités. Il est impératif que nous établissions des liens formels avec eux.

Nous avons besoin d'une volonté politique et d'un financement adéquat si nous voulons privilégier une approche communautaire de l'amélioration du bien-être des enfants, des jeunes et des familles. Les autorités municipales, provinciales/territoriales et nationales doivent reconnaître à quel point il est urgent de repenser nos priorités, et de placer les enfants et les familles en tête de liste de nos plans d'action politiques. Nous avons besoin d'investissements gouvernementaux dans des infrastructures et des programmes essentiels en matière de loisirs, de programmation communautaire, d'activités culturelles et de soutiens sociaux informels.

Les recherches sur le développement sain de l'enfant doivent compter sur des connaissances acquises au niveau communautaire. Les résultats des recherches doivent être communiqués aux collectivités, de même qu'aux leaders politiques. Il faut nous attacher à raccourcir les délais entre la réalisation de la recherche et l'adoption de mesures significatives concrètes qui rejoignent les gens où ils vivent. Si des retards risquent d'avoir des répercussions graves et irréversibles sur la santé, il conviendrait de financer des mesures visant à prévenir tout préjudice sans attendre des recherches concluantes.

Au-delà de la recherche, au-delà des politiques et des programmes, chacun d'entre nous doit veiller à ce que les générations futures soient bien équipées pour assumer leur rôle de leadership et leurs responsabilités d'adulte. Étant donné les stress et les complexités de la vie moderne, cette ligne de conduite est encore plus importante. Il est essentiel que nous transmettions aux générations futures un legs de soins attentionnés au sein de la famille et dans la collectivité en général.

Finalement, si les Canadiens désirent améliorer la santé et le bien-être des enfants et des jeunes, il leur faut déterminer ce qui aide les enfants à bien tourner, et promouvoir ces facteurs par l'intermédiaire de politiques, de programmes et d'activités de marketing social. L'ELNEJ est déjà une ressource précieuse pour comprendre le développement sain chez les enfants. Au fil du temps, elle deviendra encore plus utile. Nous devrions exploiter à fond cette occasion de comprendre les besoins et les points forts de nos enfants et de nos jeunes, et nous en servir pour choisir des voies qui feront une différence concrète dans la vie de nos jeunes gens.

6. Atelier 6 : Les comportements déviants

<i>Compte rendu :</i>	<i>Louise Hanvey et Susan Swanson</i>
<i>Présidence :</i>	<i>Lisa Hitch</i> <i>Ministère de la Justice</i>
<i>Exposés :</i>	<i>Wendy M. Craig</i> <i>Département de psychologie, Université Queen's</i> <i>Jane B. Sprott</i> <i>Centre de criminologie, Université de Toronto</i> <i>Debra J. Pepler</i> <i>LaMarsh Centre for Research on Violence and Conflict Resolution, Université York</i>
<i>Commentaires :</i>	<i>Jane Fitzgerald</i> <i>Ministère des Services communautaires de la Nouvelle-Écosse</i> <i>Paul Steinhauer</i> <i>Hospital for Sick Children, Toronto</i>

6.1 La question

Tous les enfants se comportent mal à l'occasion. Certains enfants, cependant, affichent une tendance persistante à l'agression et à l'intimidation. Outre les souffrances immédiates que cause l'intimidation, il se peut qu'elle ait des effets négatifs à long terme sur les victimes. De récents reportages dans les médias ont fait ressortir ces problèmes. Les intimidateurs (les «brutes») comme leurs victimes ont tendance à abandonner l'école, à avoir maille à partir avec la justice et à connaître le chômage, la dépression et l'anxiété. À l'âge adulte, ils sont susceptibles d'avoir des niveaux inférieurs de compétence et des réalisations moindres. Ces problèmes se répercutent sur la société dans son ensemble, et non pas uniquement sur les individus touchés. Étant donné leur gravité, il faut prévoir des politiques et des mesures à leur égard.

6.2 Thèmes de l'atelier

L'atelier a porté sur les thèmes suivants :

- L'intimidation et la victimisation chez les enfants d'âge scolaire au Canada (exposé : Wendy Craig);
- Les problèmes de comportement durant l'enfance et la délinquance future (exposé : Jane B. Sprott);
- L'agression chez les filles (exposé : Debra J. Pepler).

A. L'intimidation et la victimisation chez les enfants d'âge scolaire au Canada

Selon la communication de Wendy Craig, Ray Peters et Roman Konarski intitulée «L'intimidation et la victimisation chez les enfants d'âge scolaire au Canada», les comportements d'intimidation à l'école représentent un problème significatif au Canada. En plus de ses effets négatifs immédiats,

l'intimidation a des conséquences à long terme : les enfants qui vivent l'intimidation et la victimisation risquent de présenter des problèmes plus tard dans la vie, par exemple le décrochage scolaire, le chômage, la criminalité, la dépression et l'anxiété. Les enfants qui adoptent des comportements d'intimidation ont tendance à maintenir ces comportements à l'âge adulte, et à avoir des enfants qui sont eux aussi des brutes. Les enfants victimisés ont tendance à avoir des enfants qui sont victimisés. Selon cette recherche :

- Au Canada, chez les garçons qui ont entre 4 et 11 ans, environ un sur 7 sera une brute et environ un sur 20 sera victimisé.
- Chez les filles dans le même groupe d'âge, les proportions correspondantes sont de une sur 11 et de une sur 14.
- Dans tous les groupes d'âge, les garçons sont plus susceptibles que les filles d'être des brutes.
- La victimisation augmente avec l'âge chez les garçons comme chez les filles.
- Les garçons et les filles qui intimident autrui ont tendance à ne pas être victimisés. De la même façon, les enfants qui sont victimisés ont tendance à ne pas intimider autrui.
- Les garçons sont plus susceptibles de signaler des cas de comportement d'intimidation ou des cas de victimisation que leurs parents, tandis que les filles signalent moins de cas de chaque comportement que les garçons.

Les enfants qui se comportent en brute affichent également un certain nombre d'autres comportements agressifs et antisociaux. Il s'agit d'agression physique, d'hyperactivité et de crime contre les biens. En outre, ils manifestent peu de comportements sociaux positifs. Les enfants qui sont victimes affichent eux aussi ces comportements agressifs. Cependant, ils ont aussi d'autres problèmes internes comme l'anxiété, la dépression et les difficultés affectives. Ces enfants ont tendance à éprouver facilement de la frustration et peuvent avoir de la difficulté à maîtriser leurs émotions. Ils ont tendance à pleurer facilement, à afficher une anxiété évidente, à ne pas avoir de sens de l'humour, à manquer de confiance en soi et à récompenser leurs intimidateurs en adoptant des comportements de soumission.

Les enfants qui sont des brutes viennent souvent de familles victimes de stress. Ces familles sont plus susceptibles d'être des familles à faible revenu et de statut inférieur et à connaître le chômage, et il se peut que les parents aient eu des enfants alors qu'ils étaient encore très jeunes. Les parents des brutes peuvent recourir à des pratiques disciplinaires dures et inconstantes, et avoir plus d'interactions négatives avec leurs enfants. Cela peut perpétuer les comportements agressifs chez l'enfant.

Comme dans le cas des brutes, les enfants qui sont victimisés viennent parfois de foyers où il y a peu d'interactions positives et où les pratiques disciplinaires sont dures. Selon les recherches, les enfants qui sont fréquemment victimes sont susceptibles d'avoir des antécédents familiaux d'attachement précaire, de mauvais traitements et de conflits familiaux non résolus. Lorsqu'ils commencent l'école, ils ont parfois déjà été exposés à des conflits agressifs et colériques à la maison, et ils peuvent éprouver une grande anxiété face à des comportements d'intimidation. Ce comportement peut contribuer à leur victimisation constante.

B. Les problèmes de comportement durant l'enfance et la délinquance future

Comme Jane B. Sprott et Anthony N. Doob l'ont expliqué clairement dans la communication intitulée «Les problèmes de comportement durant l'enfance peuvent-ils mener à la délinquance?», les jeunes ne se mettent pas par magie à commettre des infractions dès qu'ils atteignent 12 ans, l'âge de la responsabilité criminelle au Canada. Les jeunes contrevenants affichent vraisemblablement des comportements problèmes avant cet âge.

Bien que les données policières semblent indiquer que les enfants sont peu susceptibles de commettre des infractions très graves avant l'âge de 12 ans, certaines études révèlent que le comportement criminel a son origine dès la tendre enfance. Les Canadiens se préoccupent de plus en plus des comportements agressifs chez les très jeunes enfants, et certains aimeraient que l'âge minimum de la responsabilité criminelle soit abaissé à moins de 12 ans.

Sprott et Doob ont examiné les sentiments et les relations sociales des jeunes de 10 et 11 ans qui sont agressifs. Ils ont étudié les enfants qui se retrouvent dans le 10 % supérieur de l'échelle des troubles de la conduite/de l'agressivité physique, établie à partir des données de l'ELNEJ de Statistique Canada. Ils ont défini ces enfants comme faisant partie de la catégorie des enfants agressifs. Sprott et Doob se sont concentrés sur divers aspects de la vie de ces enfants : à quel point ils étaient heureux, quelles étaient leurs expériences à l'école, etc.

L'étude a examiné les comportements agressifs dans trois perspectives : celle de l'enfant; celle du membre adulte du ménage qui connaissait le mieux l'enfant (habituellement la mère); et celle de l'enseignant. Même si un bon nombre d'enfants ont été cotés agressifs selon ces trois sources, un grand nombre d'autres n'étaient jugés agressifs que par un ou deux répondants.

Peu importe qui indiquait que les enfants étaient agressifs – les enfants eux-mêmes, leurs parents ou leurs enseignants – Sprott et Doob ont constaté que ces enfants ont un vécu négatif. Ils sont beaucoup plus susceptibles que d'autres enfants de signaler que leurs parents les rejettent, que leurs enseignants sont injustes, et que les autres enfants disent des méchancetés à leur sujet. Ils sont susceptibles d'être moins heureux et plus solitaires que d'autres enfants, et ils signalent une image négative de soi. Les parents et les enseignants sont beaucoup plus susceptibles de signaler que ces enfants se sentent malheureux et qu'ils éprouvent de la difficulté à profiter de la vie. Les enfants agressifs, selon leurs propres déclarations, sont également plus susceptibles d'être hyperactifs.

Il est reconnu que l'école est une source de problèmes particuliers pour les jeunes qui ont maille à partir avec la justice. Il semble en être de même pour ces enfants agressifs. Par rapport aux enfants non agressifs, ils sont plus susceptibles de signaler que leur travail est moyen ou médiocre. Ils sont également moins susceptibles de croire qu'ils peuvent obtenir de l'aide de leurs enseignants ou de leurs parents.

En assurant le suivi de ces enfants par l'intermédiaire de l'ELNEJ, nous devrions recueillir des données qui pourront être utilisées pour étudier la relation entre l'agression chez l'enfant et les comportements déviants plus tard dans la vie.

C. L'agression chez les filles

Même si les garçons sont beaucoup plus nombreux à être agressifs que les filles, de récentes données de Statistique Canada montrent que la violence chez les adolescentes suit une tendance à la hausse. En 1997, le taux de crimes avec violence a augmenté de 5 % chez les filles et a diminué de 4 % chez les garçons. De plus, des études longitudinales montrent que les filles identifiées comme étant agressives à l'enfance peuvent éprouver toute une gamme de problèmes à l'adolescence et à l'âge adulte, notamment le décrochage scolaire, la grossesse, des difficultés dans les pratiques parentales, des pratiques disciplinaires dures envers leurs propres enfants et la criminalité. Parmi les filles qui commettent des infractions plus tard, on retrouve des dysfonctions marquées, de la violence et des comportements de victimisation dans leurs relations avec les hommes et avec leurs enfants.

Dans leur communication intitulée «L'agressivité chez les filles au Canada : faut-il y voir un sujet de préoccupation?», Debra Pepler et Farrokh Sedighdeilami ont analysé des données de l'ELNEJ relatives aux filles et aux garçons de 10 à 11 ans. Ils ont comparé les filles agressives aux filles non agressives et ont examiné les facteurs de risque et les problèmes psychosociaux associés à l'agression. Ils ont également comparé les filles agressives et les garçons agressifs du point de vue de ces facteurs. Leur définition de l'agressivité comprenait non seulement les voies de fait physiques, mais également les agressions verbales et les attaques visant à effriter l'estime de soi ou le statut social d'autrui.

Les chercheurs ont examiné les problèmes de l'hyperactivité et de l'inattention, les facteurs qui définissent la famille et le groupe des pairs et les difficultés psychosociales associées aux voies de fait physiques et aux agressions indirectes. Les enfants qui souffrent d'hyperactivité et d'inattention sont plus susceptibles d'adopter des comportements agressifs. Dans l'étude, l'hyperactivité et l'inattention étaient associées à l'agression autant chez les filles que chez les garçons, même si les filles étaient moins susceptibles que les garçons d'afficher ces problèmes.

Pepler et Sedighdeilami ont constaté que les facteurs familiaux associés à l'adoption de comportements d'agression comprennent la violence familiale, des relations parentales inefficaces, des conflits parent-enfant et des conflits entre frères et sœurs. Les filles agressives venaient de familles qui affichaient des niveaux plus élevés de tous ces problèmes que les filles non agressives, et des niveaux semblables à ceux des garçons agressifs.

Les enfants agressifs ne sont généralement pas populaires. Selon les données de l'ELNEJ, les filles agressives éprouvent plus de problèmes avec leurs pairs que les filles non agressives et ressemblaient à ce titre aux garçons agressifs. Les filles et les garçons agressifs signalaient des conflits avec les pairs sensiblement plus nombreux, de piètres relations avec les pairs, moins de contacts avec les pairs, des associations avec des pairs déviants et des comportements de victimisation. Les filles agressives éprouvaient plus de problèmes psychosociaux que les filles non agressives et étaient semblables aux garçons agressifs en ce qui concerne les niveaux de problèmes affectifs et la mauvaise estime de soi. Elles signalaient également plus de problèmes scolaires.

En général, les filles agressives peuvent afficher moins de comportements problèmes que les garçons agressifs, mais leurs comportements agressifs semblent s'accroître. De plus, l'agression à l'enfance est associée à toute une gamme de dysfonctions à l'adolescence et à l'âge adulte qui ont des coûts sociaux élevés, particulièrement lorsque ces filles ont des enfants à leur tour. Comme

chez les garçons, le comportement agressif est un «marqueur» d'autres problèmes individuels, familiaux et sociaux. Les interventions visant les enfants agressifs doivent donc s'opérer à différents niveaux et faire participer la famille et la collectivité.

6.3 Idées à retenir

A. Les interventions doivent être amorcées rapidement

Les enfants agressifs éprouvent toute une gamme d'autres problèmes et peuvent devenir des adultes en difficulté, présentant des risques plus élevés d'activité criminelle et de mauvaise intégration sociale. Même si les documents de recherche présentés lors de cet atelier ont porté sur le comportement agressif chez les enfants d'âge scolaire, nous savons que les expériences à la petite enfance influencent le comportement de ces enfants et leur bien-être actuel et futur.

Il y a une solide corrélation entre le développement physique, affectif et social de l'enfant et son expérience avant la naissance et pendant les premières années de la vie. Au cours de la première année de la vie, les bases du contrôle affectif sont acquises et les tout-petits acquièrent un sentiment d'attachement envers la personne qui s'occupe d'eux. Ce sentiment d'attachement est fondé sur la confiance qu'éprouve l'enfant envers le soignant, sachant qu'il répondra promptement et de façon appropriée et qu'il inculquera à l'enfant un sentiment de sécurité. Si cette confiance est solide, l'attachement est sûr. Les nourrissons et les tout-petits qui ont un attachement sûr disposent d'une solide base affective et physique à partir de laquelle ils pourront explorer leur environnement et acquérir confiance en soi et compétence.

La période de la conception à la cinquième année est une période importante pendant laquelle se joue le développement du cerveau. Les enfants acquièrent des compétences linguistiques et la capacité d'apprendre, de faire face au stress, d'avoir des relations positives avec les autres, et d'avoir une saine image de soi. Différents aspects du développement du cerveau se produisent à différentes étapes pendant les premières années. Si ces périodes critiques se passent sans que l'enfant n'ait la stimulation appropriée, il ne pourra pas exploiter son plein potentiel. Les enfants qui n'ont pas profité de conditions optimales pour le développement du cerveau pendant cette période ont des cerveaux différents, sur le plan physique, de ceux des autres enfants.

Des études de suivi ont comparé des groupes d'enfants qui avaient eu un attachement sûr avec la personne qui s'occupait d'eux lorsqu'ils étaient nourrissons/tout-petits et des groupes dont l'attachement avait été précaire. Ces études montrent que les enfants ayant eu un attachement sûr ont une perspective plus positive face à la vie en général; ont des degrés supérieurs d'estime de soi; sont plus indépendants; témoignent aux autres plus d'empathie avec les autres et ont davantage de compétences sociales. Ils affichent une curiosité plus marquée, sont plus déterminés et plus concentrés dans leurs actions, et sont mieux en mesure de persister dans les tâches qu'ils entreprennent.

Des interventions précoces, particulièrement auprès des enfants à risque, empêchent l'acquisition de comportements agressifs et d'autres comportements antisociaux. Deux études importantes le démontrent :

- Dans le cadre de l'étude **High/Scope Perry Preschool Study**, des enfants ont été inscrits au hasard à un programme préscolaire d'apprentissage actif de grande qualité ou à un groupe

auquel aucun programme préscolaire n'a été dispensé. À 27 ans, les membres du premier groupe en avaient tiré des avantages ne pas changer par rapport au deuxième groupe : la moitié moins d'arrestations, un tiers de plus de diplômés d'études secondaires, des salaires plus élevés et une plus grande aisance matérielle.

- Dans le cadre du **Hawaii Healthy Start Program**, des bénévoles sous la supervision de professionnels ont mis sur pied un programme de visites à domicile. Les mères et les bébés présentant des risques de problèmes familiaux et développementaux ont reçu de fréquentes visites à domicile, qui avaient pour effet de réduire leur isolement, de permettre de cerner rapidement les problèmes éventuels, d'offrir des soutiens en matière d'éducation et de l'aide concrète, et d'aider les mères à comprendre les besoins de leurs enfants. Le programme a donné lieu à une diminution appréciable des comportements violents chez les enfants et les adolescents, des échecs scolaires, des mauvais traitements dont les enfants étaient victimes (réduction de 50 %), et du nombre d'enfants pris en charge.

Des programmes semblables ont été intégrés à de récentes initiatives canadiennes, notamment :

- le Programme d'action communautaire pour les enfants;
- le Programme de mobilisation des collectivités du Centre de prévention du crime;
- le Programme canadien de nutrition prénatale;
- les stratégies de réinvestissement de certaines provinces en vertu de la Prestation nationale pour enfants.

Mais les programmes d'intervention précoce ne sont pas offerts dans toutes les collectivités. Ils ne sont pas toujours intégrés aux services communautaires généraux, mais il s'agit souvent de projets pilotes ou de programmes connexes.

Les infirmières de la santé publique peuvent dispenser ces programmes ou en faciliter la mise en œuvre. Dans de nombreuses collectivités, elles ont des contacts réguliers avec les mères et leurs bébés. Elles peuvent faire des évaluations développementales et évaluer les interactions parent-enfant, en plus de coordonner et de faciliter l'accès de la famille aux services.

B. Les pratiques parentales et le contexte dans lequel elles se déroulent sont importants

Des pratiques parentales compétentes jouent un rôle critique dans le développement et la sécurité des enfants. Les enfants apprennent à établir des relations avec autrui et à relever les défis de la vie quotidienne en interagissant avec les personnes qui s'occupent d'eux, principalement les parents, et en les observant. Les parents favorisent le développement social et affectif lorsqu'ils offrent des soins attentionnés, qu'ils enseignent des techniques efficaces de communication, et qu'ils ont recours à des techniques de solution des problèmes et de négociation pour régler les conflits.

Bien comprendre le développement de l'enfant permet aux parents d'assurer une supervision en fonction de l'âge de l'enfant et d'établir des règles conformes au niveau de maturité de l'enfant. Les pratiques parentales permettent l'application de règles sans intrusion et sans coercition. Les enfants se sentent en sécurité et comprennent ce que l'on attend d'eux lorsque les règles sont

définies clairement et appliquées de façon constante et équitable. La discipline profite le plus aux enfants lorsqu'elle est directement reliée à leurs comportements et aux règles connues.

La formation en compétences parentales, ou l'éducation à l'éducation des enfants, peut se révéler un moyen efficace de promouvoir des compétences parentales efficaces. Ces programmes sont les plus efficaces lorsqu'ils aident les parents :

- à assurer une supervision/un suivi adéquat;
- à utiliser des techniques de solution des problèmes et à recourir à la négociation pour résoudre des conflits;
- à appliquer des règles de façon constante et équitable;
- à relier des conséquences positives et négatives au comportement de l'enfant;
- à utiliser des récompenses.

La qualité des interactions entre le parent et l'enfant dépend des parents *et* des enfants. Les interventions visant à améliorer ces interactions sont les plus efficaces lorsqu'une formation aux compétences parentales est combinée à une formation aux compétences sociales destinée aux enfants. À Montréal, un programme conçu pour empêcher les comportements antisociaux chez les garçons qui affichaient des comportements perturbateurs à la maternelle a offert de la formation aux compétences sociales à l'école aux jeunes de 7 à 9 ans et une formation destinée aux parents à domicile sur une période de deux ans. Les garçons qui ont participé à ce programme se sont beaucoup mieux adaptés à l'école pendant le primaire et affichaient un nombre sensiblement réduit de comportements délinquants autodéclarés entre 10 et 15 ans, par rapport aux garçons qui n'avaient pas participé au programme.

Cependant, les parents sont des êtres humains avant tout. Il n'est pas suffisant de se concentrer sur les compétences des parents sans leur offrir soutien et assistance pour régler les stressés sociaux et économiques de leur vie. Les parents qui sont pauvres, qui vivent constamment dans l'insécurité économique, dont le logement est inadéquat ou qui sont en chômage de façon chronique ou fréquente peuvent avoir de la difficulté à être de bons parents. Ces stressés de la vie familiale sont reliés à des pratiques parentales inefficaces ou punitives. Par conséquent, en tant que société, nous devons appuyer les parents et démontrer que nous valorisons véritablement les enfants et les familles.

Pour appuyer les familles, nous avons besoin de politiques qui :

- renforceront notre engagement en faveur des programmes d'éducation, de santé et de bien-être social;
- aideront les parents qui sont en chômage chronique ou qui n'ont jamais été employés;
- appuieront des milieux de travail «profamille»;
- veilleront à ce que les familles aient accès à des services de garderie de grande qualité;

- assureront une répartition plus équitable de la richesse/du revenu.

C. Interventions : des interventions universelles *et* ciblées; la prévention *et* la correction

L'agression est un marqueur important de toute une gamme de problèmes qui ne peuvent être réglés si l'on cible seulement le comportement agressif. Les enfants agressifs ont besoin d'interventions à de nombreux niveaux, y compris la famille et la collectivité. Nous devons adopter deux approches coordonnées : les programmes universels qui favorisent le développement sain de tous les enfants; et des programmes ciblés dans le cadre desquels les enfants à risque seront identifiés et aiguillés vers des programmes d'intervention. À l'heure actuelle, nous ne disposons que de services fragmentaires de qualité variée, qui ne sont pas toujours bien coordonnés. Les interventions globales actuelles ne sont pas très efficaces lorsqu'il s'agit de diriger les enfants à problème vers des professionnels, et les professionnels ne réussissent pas toujours à intervenir.

Par le passé, on ne s'entendait pas toujours sur la question de savoir si les programmes destinés aux enfants devaient être des programmes universels (destinés à l'ensemble des enfants et des familles) ou des programmes ciblés vers des groupes à risque particulier. Mais en réalité, les deux genres de programmes ne sont pas incompatibles. Nous devons commencer par comprendre comment les enfants se développent et offrir des programmes universels et ciblés qui répondent à leurs besoins.

Par exemple, les familles qui ont des nourrissons et de jeunes enfants ont besoin d'un continuum coordonné de soutien et de services, notamment du soutien professionnel, du soutien par des non-professionnels ou des pairs, et du soutien «de parent à parent». Ils ont besoin de services de visites à domicile, de services de soutien téléphonique, de cliniques/centres pour bébés bien portants, et d'organismes communautaires comme des centres de ressources pour les parents. Maintenant que la plupart des nouvelles mères et de leur bébé reçoivent leur congé de l'hôpital après quelques jours seulement, il est particulièrement important de planifier un soutien approprié.

Il en va de même en ce qui concerne la prévention et la correction : les deux ne sont pas mutuellement exclusives. Par exemple, les écoles – qui jouent un rôle critique dans les deux approches – pourraient offrir :

- des stratégies universelles comme des codes de comportement, des chartes, du counselling par les pairs et des programmes de mentorat;
- des stratégies ciblées comme des services de soutien parental à l'intention des parents dont les enfants affichent des comportements agressifs ou qui sont victimisés;
- des protocoles entre les parents et l'école à des fins d'identification et de soutien;
- du counselling pour les enfants qui sont agressifs et les enfants qui sont victimisés.

Le défi, c'est de déterminer à quel moment les interventions universelles seront offertes et de quel genre elles seront. Pour qu'elles soient efficaces, nous avons besoin de recherches plus approfondies sur les besoins des enfants, et de mécanismes plus efficaces pour diffuser les bonnes pratiques, par exemple des programmes scolaires globaux, des cliniques pour bébés bien portants, des visites à domicile et des centres de ressources familiales. Nous savons déjà que l'un des grands

déterminants du bien-être est l'acquisition d'un sentiment d'appartenance et de compétence générale. Que pouvons-nous faire pour aider les enfants en général à acquérir ces deux points forts? Nous devons dissuader les pouvoirs publics de se consacrer seulement aux «dossiers chauds» de l'heure et de ne financer que «l'intervention du mois», comme ils ont tendance à le faire à l'heure actuelle.

La réalisation de toutes ces initiatives dépendra en grande partie des valeurs de la société. Tant que la société ne valorisera pas les enfants, la justice sociale et l'équité, rien ne changera vraiment. Aujourd'hui, l'aide que reçoivent ces enfants dépend de l'engagement des enseignants et d'autres intervenants qui travaillent auprès des enfants dans la collectivité. Nous devons continuer d'espérer. Nous savons que nous *pouvons* prévenir la délinquance, que nous *pouvons* réadapter les enfants délinquants. Mais avons-nous la volonté de passer aux actes?

D. Une approche coordonnée à l'échelle des secteurs et des disciplines

Nous avons besoin d'une frontière perméable entre l'école et la collectivité. – Jane B. Sprott

Même si les écoles sont des joueurs de premier plan en ce qui a trait aux programmes universels destinés aux enfants et aux jeunes, nous avons également besoin d'une collaboration entre les milieux de l'éducation et de la santé, les services sociaux, les services de loisirs et le système de justice. Par exemple, selon de récentes tendances relevées dans le domaine de la prévention du crime, c'est une approche universelle coordonnée au développement social qui est privilégiée. Cette approche permet de s'attaquer aux causes fondamentales du crime tout en offrant du soutien aux familles et aux enfants, pour encourager le développement optimal de l'enfant depuis la naissance jusqu'à l'âge de 18 ans.

Les collectivités ont tout un éventail de programmes et de ressources destinés aux enfants et aux familles, mais ils sont souvent utilisés isolément les uns des autres. Plutôt que de créer de nouveaux programmes, nous avons besoin de coordonner et de rehausser ceux qui existent déjà. Nous devons travailler de concert pour analyser et évaluer ce que nous faisons déjà. Nous avons besoin de trouver de nouvelles méthodes de réseautage, de travailler au-delà des limites de démarcation des diverses disciplines, et de faire participer la collectivité et les parents, mettant toutes nos ressources en commun pour atteindre des objectifs communs.

Les professionnels devraient recevoir de la formation au sujet de la façon de travailler avec d'autres organismes et d'autres secteurs et de partager les pouvoirs et la prise de décisions avec les parents. Les gouvernements commencent à éliminer les obstacles qui existent entre les diverses administrations, les divers ministères et les divers organismes, et à l'intérieur de chacun, mais nous avons tous besoin de mécanismes de concertation nouveaux et plus nombreux.

La communication entre services laisse à désirer dans de nombreuses collectivités; les services peuvent être isolés les uns des autres. Les fournisseurs de services, les chercheurs et les décideurs ont besoin d'occasions de se réunir et de définir les lacunes dans les services à l'intention des familles et des enfants pauvres. De telles réunions peuvent aider les établissements et les organismes communautaires à apprendre comment leurs programmes peuvent se renforcer les uns les autres. Elles sont également l'occasion de définir ce qu'il faut faire au nom des autres.

Nous avons besoin d'un mécanisme pour nous tenir au courant des faits nouveaux, notamment les constatations qui ressortent de l'ELNEJ. Par exemple, au Manitoba, une conférence annuelle sur

les lacunes réunit divers organismes qui ont pour mission de cerner les lacunes dans les services destinés aux familles et à leurs enfants. Les organismes peuvent ensuite apporter des changements dans leur propre programmation et déterminer les enjeux dont ils doivent se faire les champions. Une tribune de ce genre pourrait contribuer à diffuser les résultats des recherches sur le bien-être et le développement sain des enfants.

Le Centre national de prévention du crime a défini divers moyens de créer une collaboration plus efficace, et notamment :

- prendre un engagement personnel en faveur de la collaboration;
- rencontrer les administrateurs et le personnel d'autres organismes;
- définir les avantages éventuels de la coordination;
- échanger l'information existante avec le personnel d'autres organismes;
- définir les obstacles à la coordination;
- élaborer des plans pour surmonter les obstacles;
- adopter des objectifs communs;
- coordonner les activités à l'intérieur des organismes et entre divers organismes.

E. Établir des maillages entre le foyer et l'école et faire participer les enfants à la recherche de solutions

Les enfants et les jeunes passent le plus clair de leur temps à l'école ou dans leur famille. Si les écoles ne prennent pas de moyens pour régler les problèmes psychosociaux des élèves, cela a des répercussions sur l'enfant et sur les autres à l'école. Cependant, il ne faudrait pas s'en remettre exclusivement aux écoles pour régler les problèmes de comportement. Les enseignants ont besoin de soutien de la part des travailleurs de la santé mentale et des ressources/services destinés aux enfants pour identifier les enfants perturbés et travailler efficacement avec eux. De telles interventions doivent faire appel à la famille de l'enfant. Les écoles, les services de santé mentale, les programmes communautaires de loisirs et d'autres ressources destinées aux enfants doivent partager leur information, leurs points forts et leurs protocoles, au niveau de la collectivité et au niveau gouvernemental.

Les écoles ont besoin d'interventions à leur échelle de même que de ressources pour mettre en œuvre des interventions ciblées axées sur les enfants ayant des problèmes. Des interventions à l'échelle de l'école pour les enfants de 7 à 9 ans jouent un rôle important dans l'acquisition d'une éthique du respect et dans la transformation des valeurs, des croyances et des comportements des enfants et des enseignants dans les écoles. Cependant, pour être efficaces, des programmes de ce genre doivent être multidisciplinaires, et définis et mis en branle par les enseignants eux-mêmes, plutôt qu'être imposés par le conseil scolaire. Si le programme est imposé aux écoles, aux enseignants et aux collectivités par quelqu'un d'en haut, son efficacité s'en ressentira.

Voici quelques interventions ou approches utiles :

- **Médiation par les pairs** : Si on donne aux élèves plus âgés une formation sur la résolution des conflits et qu'on les charge de patrouiller dans la cour d'école pendant les récréations, on réussit à réduire l'intimidation de 50 %. De plus, lorsque les enfants qui affichaient des comportements d'intimidation ont reçu une formation de médiateur, ils ont cessé d'avoir recours aussi souvent à l'intimidation.
- **Le travail auprès des victimes** : Peu de victimes signalent les incidents d'intimidation, et si elles le font, elles sont souvent revictimisées par d'autres élèves à l'école. Les enseignants ont besoin de recevoir une formation qui les aidera à favoriser l'estime de soi des élèves afin de prévenir la revictimisation.
- **Le travail auprès des intimidateurs** : Les mesures prises pour inculquer une certaine empathie aux brutes ne semble pas donner de bons résultats. Ces enfants ont plutôt besoin d'améliorer leurs compétences en matière de solution des problèmes, leurs compétences sociales et leur autodiscipline. Il est important de faire participer les parents. Malheureusement cependant, ce sont les parents des élèves affichant les pires comportements d'intimidation qui sont les plus difficiles à convaincre de participer.

Les élèves peuvent proposer de nombreuses solutions efficaces. Les interventions universelles peuvent encourager les élèves à intervenir davantage et aider toute la population de l'école à mieux résoudre les conflits. La plupart du temps, les enfants peuvent résoudre un problème sans intervention.

Divers programmes ont réussi à faire participer efficacement les enfants, notamment les suivants :

- Les parents qui pourraient le plus profiter d'une aide au chapitre des techniques parentales sont généralement ceux qui ne viennent jamais à l'école. Une école a donc décidé que ce serait les enfants qui deviendraient des experts en techniques parentales. Des jeux de rôle sur la façon d'être un parent efficace ont été enregistrés sur vidéo. Les enfants ont rapporté la cassette à la maison et l'ont regardée avec leurs parents. Les parents apprécient beaucoup de voir leurs enfants sur vidéocassette et, en moyenne, la vidéo a été regardée 13 fois en deux jours. Ce faisant, les parents ont eu l'occasion de voir ce qui se passait à l'école et ce que leurs enfants y faisaient. Après avoir vu la vidéo, les parents étaient plus susceptibles de se rendre à l'école et de parler avec l'enseignant.
- Une école voulait régler le problème des fauteurs de troubles de sixième année dans la cour d'école. L'école a mis sur pied un programme copain-copain qui demandait aux enfants des solutions pour régler ces problèmes. Les enfants ont élaboré un protocole de 75 règles à suivre en classe. Ils ont également formé des «polices de l'étiquette» et donné des tickets aux élèves qui affichaient l'un des bons comportements recherchés. Les parents s'inquiétaient lorsque leur enfant revenait à la maison avec un ticket et appelaient l'école. Les parents étaient contents d'apprendre l'existence du programme et de recevoir de bonnes nouvelles au sujet de leur enfant.
- L'intimidation dans les autobus scolaires peut être un problème récurrent, qui complique encore davantage la tâche déjà difficile du chauffeur d'autobus. Un conseil scolaire s'est

attaqué au problème de l'intimidation en donnant de la formation aux chauffeurs d'autobus au sujet des compétences sociales et de l'éducation à la paix.

F. Le système de justice pénale

Certains préconisent la criminalisation des comportements violents/agressifs chez les enfants plus jeunes. Il semble y avoir une forte corrélation entre la violence ou l'agressivité et le fait pour les enfants d'être malheureux et de connaître l'échec, tant sur le plan scolaire que sur le plan social. Par conséquent, des politiques reposant sur des mesures disciplinaires sembleraient en fait pénaliser les plus malheureux et les plus vulnérables de notre société. De plus, on sait que les punitions renforcent la colère et la rébellion chez les enfants et incitent certains à commettre des infractions.

Les jeunes gens qui ont maille à partir avec la justice ont besoin de solutions de rechange à l'incarcération. La punition à elle seule n'est pas efficace. Passer du temps en établissement de garde en milieu fermé ne répond pas à leurs besoins réels. Nous avons plutôt besoin de programmes de diversion qui aiguillent les jeunes vers des ressources et des services de réhabilitation dans leurs propres collectivités.

G. Diffusion de la recherche

Les travaux de recherche décrits dans ces documents doivent être diffusés largement, pour qu'ils puissent être transformés en politiques publiques. À cette fin, nous avons besoin de liens plus étroits entre recherches et politiques. Nous avons également besoin d'examiner comment les pouvoirs publics élaborent leurs politiques. Comment pouvons-nous faire que les recherches soient plus opportunes et plus utilisables? Comment les diffuser au public?

Nous devons forger des partenariats entre les gouvernements, les universités et les organismes non gouvernementaux, et en particulier :

- Nous avons besoin de maillages avec le secteur bénévole et de soutien pour le secteur bénévole (y compris du soutien financier), pour que ses intervenants puissent diffuser l'information, par l'entremise de leurs réseaux de bénévoles à l'échelle nationale, provinciale et locale.
- Il faut offrir soutien et reconnaissance aux chercheurs pour qu'ils puissent soumettre leurs travaux au débat sur les politiques publiques. À l'heure actuelle, les chercheurs dont les recherches sont largement diffusées ne sont pas récompensés.
- Il faut également faire participer les praticiens à ces mesures. Ils doivent se tenir au courant des recherches en cours, comparer leurs pratiques aux conclusions de ces recherches et y apporter les changements qui s'imposent.
- Les programmes, les fournisseurs de services, les écoles et les praticiens dans tous les secteurs doivent être disposés à changer, à mesure que la recherche fait ressortir ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas.
- Les collectivités ont besoin de participer à la diffusion de la recherche, particulièrement aux groupes de parents, de femmes et de jeunes, ainsi qu'aux familles à faible revenu.

6.4 Conclusion

Les participants à l'atelier ont défini un certain nombre d'orientations à envisager à l'avenir dans le cadre de toute mesure reliée à des programmes et à des politiques.

Premièrement, nous avons besoin de programmes universels *et* de programmes ciblés qui favorisent le développement de la petite enfance, et qui aident les enfants d'âge scolaire à acquérir des comportements sociaux. Il devrait s'agir de programmes multisectoriels et les enfants et les familles devraient participer à leur élaboration et à leur mise en œuvre.

Nous devons nous concentrer sur le développement de la petite enfance, qui est de toute évidence le moyen le plus efficace de prévenir les comportements agressifs. Les programmes et les politiques à l'appui du développement de la petite enfance devraient avoir une composante universelle, rejoindre toutes les familles. De plus, nous devons identifier les familles et les enfants présentant des risques accrus d'afficher des comportements agressifs, pour pouvoir cibler sur eux un plus grand nombre d'interventions. Les interventions ciblées efficaces comprennent les programmes de visites à domicile et d'éducation préscolaire.

Le rôle parental est important. Les parents ont besoin de soutien pour acquérir les compétences parentales qui leur permettront de favoriser un développement social et affectif positif chez leurs enfants. Pour ce faire, il faudra également prévoir des programmes universels d'éducation au rôle parental, accessibles à tous les parents, et des programmes plus ciblés pour les parents en difficulté. Comme la qualité de la relation parent-enfant est déterminée autant par le parent que par l'enfant, ces interventions ciblées sont les plus efficaces lorsqu'elles prévoient également une formation aux compétences sociales pour les enfants.

Les parents n'élèvent pas leurs enfants isolément. Nous avons besoin de politiques publiques pour faciliter la tâche des parents. Il s'agit notamment de politiques/programmes destinés aux parents qui sont chroniquement en chômage ou qui n'ont jamais été employés, des milieux de travail «profamille», des services de garderie, services de santé et services sociaux universellement accessibles qui soient de grande qualité, et des mesures pour assurer une répartition plus équitable de la richesse/du revenu.

Nous avons besoin de tout un éventail de soutiens communautaires, notamment l'accès aux loisirs pour tous les enfants, des centres de ressources familiales, des programmes de visites à domicile, des cliniques pour les bébés bien portants, du counselling pour les enfants et les familles qui en ont besoin, du soutien pour les enfants qui ont des besoins spéciaux, des mesures concrètes de soutien pour lutter contre la pauvreté, des refuges pour permettre aux femmes et aux enfants d'échapper à la violence, du counselling pour les hommes qui usent de violence dans leurs relations, du soutien pour lutter contre l'isolement et des soins de répit pour les familles à risques élevés. Ces programmes devraient être étroitement coordonnés.

L'école joue un rôle de premier plan lorsqu'il s'agit de prévenir les comportements agressifs ou de les éliminer. Les écoles ont besoin de programmes universels, de même que de ressources pour des interventions ciblées destinées aux enfants à problèmes. Cependant, les écoles ne peuvent tout faire à elles seules; elles doivent travailler étroitement avec les parents, les services de santé mentale, les services sociaux, les services de loisirs et d'autres services destinés aux enfants.

7. Atelier 7 : Les expériences vécues au cours de l'enfance

<i>Compte rendu :</i>	<i>Groupe de recherche sur l'inadaptation psychosociale chez l'enfant (GRIP), Université de Montréal</i>
<i>Présidence :</i>	<i>Marta Morgan Direction générale de la politique sociale Développement des ressources humaines Canada</i>
<i>Exposés :</i>	<i>Dafna E. Kohen Département des soins de santé et d'épidémiologie Université de la Colombie-Britannique Lynn McIntyre Faculté des professions de la santé Université Dalhousie Robert O. Pihl Département de psychologie, Université McGill</i>
<i>Commentaires :</i>	<i>Jessica Hill Services intégrés pour les enfants Gouvernement de l'Ontario Dick Stewart Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton</i>

7.1 La question

Selon les données du premier cycle de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ), la majorité des enfants canadiens sont bien adaptés. Cependant, environ un enfant canadien sur quatre peut être considéré comme étant vulnérable, à cause de facteurs de risque à l'intérieur et à l'extérieur du foyer. Ces stress peuvent compromettre le développement de l'enfant et créer des problèmes comportementaux et affectifs. Cet atelier examine quelques-unes des nombreuses expériences de l'enfance qui peuvent entraver le développement physique, social, affectif et cognitif optimal de l'enfant : la faim; la consommation d'alcool chez la mère; de fréquents changements dans les services de garde, des déménagements fréquents et des changements fréquents d'école.

De bonnes expériences sont importantes pour les enfants qui grandissent. La stimulation et l'apprentissage sont essentiels au développement et au bien-être des enfants. Certaines transitions, par exemple le déménagement dans une nouvelle maison ou le fait de fréquenter une nouvelle école, sont attendues, et la plupart des enfants s'y adaptent et s'en accommodent bien. D'un autre côté, d'autres changements dans la vie des enfants sont perturbateurs et traumatisants, ayant un effet négatif sur leur développement à court et (peut-être) à long terme. Si les enfants subissent trop de situations stressantes, ils peuvent se sentir écrasés. Plutôt que de s'adapter, ils peuvent afficher des comportements problématiques. Les enfants dans les familles monoparentales à faible revenu sont plus susceptibles d'éprouver de tels stress multiples. Certaines conditions sont préjudiciables au rendement scolaire et à l'ajustement comportemental et devraient, s'il y a moyen, être évitées. Les enfants qui subissent d'autres changements, par exemple un déménagement, devraient recevoir du soutien pour traverser le changement sans qu'il n'ait d'effets préjudiciables.

Cet atelier a porté sur les questions suivantes :

- Comment pouvons-nous prévenir la faim chez l'enfant? Faute de prévention, comment pouvons-nous lutter contre la faim? Qui devrait prendre la tête de file? Quelles mesures concrètes pouvons-nous proposer?
- Les mécanismes stratégiques existants, par exemple l'éducation publique, semblent avoir peu d'impact sur la prévalence de l'alcoolisme. Comment pouvons-nous obtenir de meilleurs résultats? À qui ces interventions devraient-elles s'adresser?
- Lorsque les enfants subissent des changements et connaissent l'instabilité dans leur vie, quelles mesures peuvent être prises pour promouvoir l'adaptation? Qu'est-ce que les parents peuvent faire? Qu'est-ce qui peut être fait dans les écoles? Quels rôles les professionnels peuvent-ils jouer?

7.2 Thèmes de l'atelier

Les communications présentées pendant l'atelier ont porté sur les questions suivantes :

- La faim chez les enfants au Canada (exposé : Lynn McIntyre);
- Les enfants dont la mère consomme beaucoup d'alcool (exposé : Robert O. Pihl);
- Les changements de milieu (exposé : Dafna Kohen).

A. La faim chez les enfants au Canada

La communication de Lynn McIntyre, Sarah K. Connor et James Warren, intitulée «Aperçu de la faim chez les enfants au Canada», porte sur un problème dont peu de Canadiens admettent l'existence. Selon les données de l'ELNEJ, on estime à 57 000 le nombre de familles canadiennes qui ont connu la faim parce que la famille n'avait plus de nourriture ni d'argent pour en acheter. Plus du tiers de ces familles connaissent fréquemment la faim.

Qui sont ces familles qui connaissent la faim? En fait, rien ne les distingue en apparence des autres familles canadiennes. Plus des deux tiers des mères qui ont répondu à l'ELNEJ et qui se rangeaient dans la catégorie des familles ayant connu la faim avaient terminé leur cours secondaire et plus de la moitié d'entre elles avaient fait des études postsecondaires. Cependant, les familles présentant les caractéristiques suivantes étaient surreprésentées parmi les familles affamées :

- familles monoparentales dirigées par une femme;
- ménages ayant un revenu très faible, y compris les petits salariés;
- membres des Premières Nations vivant en dehors des réserves;
- familles qui ont des problèmes de santé;
- familles dans les grands centres urbains.

Même si les familles vivant de l'aide sociale ou du bien-être social sont plus susceptibles de signaler la faim, plus du tiers des familles qui souffrent de la faim ont également signalé un salaire

comme source de revenu. Plus de la moitié des mères qui ont déjà connu la faim ont également parlé d'une maladie chronique, par exemple des problèmes de dos ou des migraines. Près de 20 % des mères affamées ont signalé que ces problèmes chroniques se traduisent par certaines limites d'activité. De plus, près de la moitié des mères venant des ménages affamés signalent une consommation quotidienne de cigarettes.

Les enfants dans les familles affamées étaient également plus susceptibles d'être en mauvaise santé. Plus du quart des enfants dans les familles affamées souffrent d'asthme.

Comment les familles s'accommodent-elles de la faim? Les parents sont sept fois plus susceptibles que les enfants de souffrir de la faim lorsqu'il n'y a pas de nourriture dans la maison ou pas d'argent pour acheter de la nourriture. Les deux stratégies d'accommodation les plus communes sont de demander de l'aide à une banque d'alimentation ou de demander de l'aide à des parents. Cependant, il semble y avoir des différences dans les familles qui utilisent ces deux stratégies. Les usagers des banques d'alimentation sont plus susceptibles d'être des parents seuls (le plus souvent des mères), des résidents de l'Ontario, et de ne pas avoir de limites d'activité. Les ménages qui ont moins d'enfants, qui ont un revenu plus élevé, dont les deux parents biologiques vivent à la maison et dont les parents n'ont pas de problèmes chroniques de santé étaient plus susceptibles de s'adresser à des parents pour obtenir de l'aide.

B. Les enfants dont la mère consomme beaucoup d'alcool

La communication intitulée «Les enfants dont la mère consomme beaucoup d'alcool» (de Robert O. Pihl, Pierre McDuff, Wendy Strickler, Jean-Marc Assad, Étienne Dubreuil et Richard E. Tremblay) porte sur les mères dont la consommation d'alcool pose un problème. Selon l'ELNEJ, 3,5 % des enfants de moins de 12 ans vivent avec une mère qui boit beaucoup (cinq consommations ou plus, et ce, plus de douze fois par année).

Les mères qui boivent beaucoup d'alcool se retrouvent le plus souvent parmi les familles à faible revenu et les familles monoparentales.

Elles sont plus susceptibles de fumer des cigarettes quotidiennement et d'avoir des problèmes de santé connexes comme la bronchite et l'emphysème. Même si les familles monoparentales signalent une plus grande consommation chez les mères et certaines dysfonctions familiales, les résultats de l'ELNEJ laissent penser que ce sont les femmes qui font une forte consommation d'alcool dans les familles intactes qui signalent les dysfonctions familiales les plus nombreuses. Les mères qui consomment beaucoup d'alcool ont moins d'interactions positives avec leurs enfants et se jugent plus hostiles et moins efficaces envers leurs enfants.

Si une mère consomme beaucoup d'alcool, ses enfants sont susceptibles d'afficher des problèmes comportementaux et affectifs. Et ces résultats restent vrais même si on tient compte de variables comme la situation socioéconomique, la dépression chez la mère, le fait que la famille soit intacte ou non. Les femmes qui boivent beaucoup ont l'impression que leurs enfants ont plus de problèmes. Elles sont plus susceptibles d'indiquer que leurs enfants sont plus émotifs et plus anxieux, plus hyperactifs, plus agressifs, directement ou indirectement, qu'ils affichent plus d'angoisse abandonnique et qu'ils commettent plus de crimes contre les biens que les enfants des mères dans les groupes de comparaison.

Les enfants plus âgés (10 et 11 ans) de ces mères révèlent qu'ils ont plus de difficulté à s'entendre avec leurs pairs et ils sont plus susceptibles d'avoir consommé de l'alcool et d'avoir été interrogés par la police. Les enseignants signalent que ces mères s'intéressent moins aux travaux scolaires de leurs enfants et appuient moins les activités scolaires.

C. Les changements de milieu

Dans leur communication intitulée «Les changements de milieu et les compétences des enfants», Dafna E. Kohen, Clyde Hertzman et Michele Wiens examinent les effets du changement sur les enfants. Selon les données de l'ELNEJ, la plupart des enfants d'âge préscolaire et d'âge scolaire connaissent au moins un changement de garderie ou d'école et/ou un déménagement.

Environ 40 % des nourrissons, des tout-petits et des enfants d'âge préscolaire et 26 % des enfants d'âge scolaire ont besoin de services de garderie pendant que leur mère travaille ou étudie. Les changements dans les services de garderie auxquels ces enfants sont inscrits étaient le plus souvent liés à la disparition des programmes. Environ le tiers des enfants ont changé d'école pendant le primaire; la plupart des changements se faisaient à la suite d'un déménagement. Un nombre significatif d'enfants d'âge préscolaire (23 %) et d'enfants d'âge scolaire (41 %) ont connu jusqu'à trois transitions de ce genre ou plus pendant l'enfance.

Les enfants qui ont changé souvent d'école et qui ont connu le plus grand nombre de déménagements étaient plus susceptibles de vivre dans des familles :

- qui avaient un faible revenu;
- qui étaient dirigées par une mère seule;
- dont la mère avait peu d'instruction formelle;
- dont la mère avait des problèmes de santé mentale.

Les enfants qui avaient connu beaucoup de changements environnementaux affichaient des compétences moindres, même compte tenu de certains facteurs socioéconomiques. Plus les transitions étaient nombreuses, pires étaient les résultats obtenus par les enfants. Les changements dans les services de garderie étaient associés à des tempéraments difficiles, particulièrement chez les garçons, qui sont plus susceptibles de connaître des changements de garderie que les filles. Les enfants d'âge préscolaire qui avaient connu des changements de garderie avaient des compétences verbales moindres, tandis que les enfants d'âge scolaire affichaient plus de problèmes de comportement. Les déménagements étaient reliés à des compétences verbales moindres, particulièrement chez les filles d'âge préscolaire, et des résultats inférieurs en mathématiques, le redoublement d'une année et des problèmes de comportement chez les garçons et les filles d'âge scolaire. Les enfants qui changent d'école par suite d'un déménagement sont plus susceptibles d'obtenir des résultats scolaires moins élevés, de rater une année et d'afficher des problèmes de comportement plus graves.

7.3 Idées à retenir

Ces exposés ont donné lieu à une vive discussion sur les moyens de prévenir les conséquences préjudiciables d'expériences négatives pendant l'enfance. Les discussions ont porté sur un vaste

éventail de questions, notamment la nécessité de partenariats pour promouvoir un développement sain chez les enfants. Les participants voudraient une coordination plus étroite des interventions par les autorités locales, provinciales et fédérales. Ils ont également cerné des domaines où il y aurait lieu de faire plus de recherche.

Les trois communications avaient un élément commun : les enfants qui connaissent la faim, les enfants dont la mère consomme beaucoup d'alcool et les enfants qui subissent des perturbations fréquentes dans leur milieu ont tendance à venir de familles à faible revenu, qui sont souvent dirigées par la mère seule.

A. Pauvreté

En 1994-1995, environ 15 % des enfants canadiens vivaient avec leur mère seulement⁹. Près des trois quarts de ces enfants vivaient au seuil de faible revenu de Statistique Canada ou en-dessous; chez les familles biparentales, la proportion était d'un enfant sur six¹⁰. La pauvreté, qui a des répercussions profondes sur l'adaptation parentale et le développement de l'enfant, semble donc être le principal enjeu sur lequel nous devons nous concentrer si nous voulons améliorer les résultats qu'obtiennent les enfants.

La différence de revenu entre les familles canadiennes qui connaissent fréquemment la faim et les autres n'est que d'environ 5 000 \$ par année. Ces familles comprennent à la fois les familles monoparentales dirigées par les mères qui vivent de l'aide sociale et les familles des petits salariés. Le relèvement des prestations d'aide sociale et du salaire minimum pourrait éliminer le problème de la faim et ses répercussions sur la santé et le comportement des enfants.

Mais relever le revenu de ces familles ne constitue pas une solution globale au problème de la faim. Selon Statistique Canada, les familles pauvres en général achètent des aliments à forte teneur en matières grasses et en glucides, souvent parce que ces aliments sont moins chers que des produits plus nutritifs. On peut avoir une bonne alimentation équilibrée même si on a un petit budget, mais il faut bien comprendre la nutrition, les techniques de préparation de bons repas, faire ses courses intelligemment et souvent même changer ses habitudes alimentaires.

Depuis 1981, les banques alimentaires ont aidé un nombre croissant de familles à faire face à des pénuries occasionnelles ou fréquentes de nourriture. Même si elles sont des initiatives communautaires importantes, elles ne représentent que des solutions palliatives. Leur existence témoigne d'un problème beaucoup plus vaste. Les banques alimentaires comptent sur les dons et il arrive souvent qu'elles n'aient pas les ressources suffisantes pour répondre à tous les besoins. De plus, elles ne peuvent offrir une alimentation équilibrée, puisqu'elles n'ont que des articles non périssables – et souvent, elles n'ont même pas un éventail suffisant de ces produits non périssables. Les enfants ont besoin de produits frais comme le lait, les fruits et les légumes, que les banques alimentaires ne peuvent leur offrir. En plus, se rendre dans une banque alimentaire peut

⁹ D.P. Ross, K. Scott et M.A. Kelly, 1996, « Aperçu : Les enfants du Canada durant les années 90 », dans *Grandir au Canada – Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes*, Ottawa, Développement des ressources humaines Canada et Statistique Canada (ci-après appelé *Grandir au Canada*), p. 17-51.

¹⁰ E.L. Lipman, D.R. Offord et M.D. Dooley, 1996, « Que savons-nous des enfants de familles dirigées par une mère seule? Questions et réponses tirées de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes », dans *Grandir au Canada*, 1996, p. 95-104.

être une expérience humiliante pour les parents et qui décourage parfois certaines familles affamées de s'y rendre.

En 1997, le Canada a été classé au premier rang à l'indice du développement humain des Nations Unies, puisqu'il avait le taux de pauvreté le plus faible de tous les pays industrialisés. Cette année, le Canada a reculé à la dixième place, par suite de compressions massives dans les dépenses sociales¹¹. Actuellement, 90 % des mères seules de moins de 25 ans et environ le tiers des couples ayant des enfants à charge vivent dans la pauvreté¹².

Un nombre croissant d'enfants canadiens vivent dans des conditions telles que, particulièrement pendant les premières années, elles se répercutent sur leur santé, leur bien-être et leur capacité d'apprendre et de s'adapter tout au long de leur vie. Les articles 6, 24 et 27 de la Convention relative aux droits de l'enfant adoptée par les Nations Unies en 1989 stipulent que chaque enfant :

- a le droit d'avoir un foyer sûr et heureux;
- a le droit d'obtenir de l'aide pour survivre et se développer;
- a le droit d'être en bonne santé et d'obtenir des soins de santé adéquats;
- a le droit d'avoir un niveau de vie adéquat qui l'aidera à se développer socialement, moralement, spirituellement, physiquement et mentalement.

Il y a trop peu d'enfants canadiens qui, aujourd'hui, n'atteignent même pas cette norme simple.

B. Interventions

Subventionner des petits déjeuners et des déjeuners nourrissants à l'école pour les enfants de familles pauvres, voilà un investissement louable. Les enfants qui ont faim ne peuvent se concentrer ni apprendre, et leur rendement scolaire en souffre. Nous devons également enseigner aux gens à exploiter au maximum leur budget d'alimentation. À cette fin, nous devrions :

- donner aux enfants et aux jeunes des notions de nutrition et leur faire acquérir les compétences nécessaires en matière d'achat et de préparation des repas dans le cadre de cours comme les études familiales ou l'enseignement ménager;
- faire en sorte que des aliments sains soient accessibles à des prix abordables, particulièrement dans les régions rurales;
- assurer l'accès à des installations adéquates pour préparer les repas;
- dispenser des services communautaires qui enseignent aux parents à faire un budget, à faire des achats et à préparer les repas.

¹¹ C. Montpetit, « L'ONU blâme le Canada », dans *Le Devoir*, le 5 décembre 1998, section A2.

¹² Groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur la recherche et l'information dans le domaine du développement social, *Création d'une mesure préliminaire de la pauvreté fondée sur un panier de consommation*, Ottawa, 1998.

Cependant, si nous désirons faire en sorte que les enfants canadiens reçoivent ce à quoi ils ont droit, nous devons adopter une perspective plus globale. Les interventions visant à promouvoir le développement optimal des enfants doivent être amorcées avant la naissance. C'est pendant la période prénatale que se constitue le fondement du bien-être physique et du développement cognitif de l'enfant. La nutrition du fœtus dépend du niveau de nutrition de la mère. Les femmes à faible revenu qui sont enceintes sont plus susceptibles d'avoir un régime alimentaire déficient en protéines, en minéraux ou en vitamines. De plus, les mères seules et les mères qui vivent de l'aide sociale sont plus susceptibles de fumer pendant la grossesse et donc d'avoir des enfants présentant une insuffisance pondérale. Ces bébés affichent une incidence plus élevée de troubles neurologiques et de «dysfonctions neurologiques légères» subtiles qui influencent l'acquisition des compétences linguistiques, cognitives et affectives essentielles¹³. Pour favoriser le développement optimal de l'enfant le plus tôt possible, nous devons tendre la main aux femmes enceintes qui présentent des risques de nutrition inadéquate et de mode de vie malsain pendant la grossesse. Pour ce faire, nous pourrions envisager les mesures suivantes :

- des ressources communautaires accessibles qui dispensent de l'information sur une bonne nutrition et des comportements sains;
- des visites à domicile pour offrir soutien et information pendant la grossesse;
- des incitatifs financiers ou autres pour encourager les mères à risque à obtenir des soins prénatals;
- des approches multidisciplinaires globales pour rejoindre les femmes enceintes les plus vulnérables, par exemple les adolescentes.

Après la naissance, l'allaitement au sein demeure la méthode d'alimentation la plus recommandée pour les enfants. L'allaitement permet de renforcer la formation de liens affectifs entre la mère et l'enfant et stimule le développement social de l'enfant. Les matières grasses contenues dans le lait maternel contribuent au développement sain du cerveau et du système nerveux. De plus, les enfants nourris au sein sont mieux protégés contre les maladies infectieuses. Les pratiques d'allaitement des enfants varient selon diverses caractéristiques socioéconomiques comme le revenu de la famille, l'état matrimonial et le niveau d'instruction de la mère¹⁴. On peut en déduire que les femmes pauvres et les mères seules sont moins susceptibles d'allaiter leur enfant au sein.

L'allaitement maternel présente tellement d'avantages à long terme qu'il devrait être activement encouragé par les mesures suivantes :

- fournir de l'information sur les avantages de l'allaitement maternel à l'occasion des services prénatals dispensés aux mères à risque;

¹³ G. Doherty, *De la conception à six ans : les fondements de la préparation à l'école*, Développement des ressources humaines Canada, Ottawa, 1997

¹⁴ L. Dubois, 1998, « Caractéristiques du nourrisson : Alimentation », dans Santé Québec, *En 2001... j'aurai 5 ans! : enquête auprès des bébés de 5 mois : rapport préliminaire de l'étude longitudinale du développement des enfants du Québec*, Québec, ministère de la Santé et des Services Sociaux, 81 à 100; P.L. Williams, S.M. Innis et A.M. Vogel, «Breast-Feeding and Weaning Practices in Vancouver», *Canadian Journal of Public Health*, 87(4), 231-236.

- prendre des mesures pour accroître l'estime de soi et la confiance des mères à risque en ce qui concerne l'allaitement maternel, puisque de nombreuses mères pauvres ont l'impression que leur lait est «mauvais» et qu'il ne convient pas à leur bébé;
- promouvoir l'allaitement maternel à l'hôpital après l'accouchement, par l'entremise d'infirmières ou de conseillères spéciales qui initient les nouvelles mères à l'allaitement au sein;
- faire des visites de suivi à domicile pour fournir information, encouragement et aide au cas où l'allaitement maternel présenterait des difficultés;
- éduquer le public et encourager des attitudes conciliantes envers les mères qui allaitent leur enfant.

Diverses études ont montré les effets négatifs de la consommation d'alcool pendant la grossesse, qui influence le développement physique, psychologique et intellectuel de l'enfant. Mais peu d'études ont examiné les effets de la dépendance à l'alcool des mères pendant les étapes ultérieures du développement de l'enfant. Même si les recherches sont encore trop peu nombreuses pour que des politiques générales s'en inspirent, les résultats de l'ELNEJ laissent penser que les enfants de mères qui boivent beaucoup sont sérieusement touchés. Il faut procéder à de nouvelles recherches pour examiner le lien entre la consommation d'alcool et la situation de famille.

Les personnes qui abusent de l'alcool vont rarement rechercher spontanément un traitement; par conséquent, les interventions doivent être proactives. Mais des initiatives comme les programmes d'éducation publique ont été critiquées à divers égards. Par exemple, des analyses de l'impact des programmes de résistance aux drogues montrent qu'ils ont une certaine influence sur la consommation de tabac, mais pratiquement aucune influence sur l'utilisation ultérieure d'alcool et de drogue¹⁵. En fait, certains programmes d'ordre strictement informatif semblent avoir pour effet d'inciter les participants à expérimenter davantage avec la drogue¹⁶. L'approche actuelle consiste à mettre l'accent sur la prévention primaire et les interventions précoces auprès des jeunes à risque et de se concentrer sur les corrélats et précurseurs sociaux et comportementaux de la toxicomanie¹⁷.

Pour sensibiliser davantage le public aux problèmes et poser de solides jalons pour les programmes futurs, nous devrions :

¹⁵ S.T. Ennett et coll., 1994, « How Effective is Drug Abuse Resistance Education? A Meta-Analysis of Project DARE Outcome Evaluations » dans *American Journal of Public Health*, 84(9), 1394-1401; S.T. Ennett et coll., 1994. « Long-Term Evaluation of Drug Abuse Resistance Education », *Addictive Behaviours*, 19(2), 113-125.

¹⁶ K.J. Brower et M.D. Anglin, 1987, « Adolescent Cocaine Use: Epidemiology, Risk Factors, and Prevention », *Journal of Drug Education*, 17(2), 163-180.

¹⁷ J. Reynolds et D.L. Cooper, 1995, « A Community and School Approach to Drug Prevention and Early Intervention with High-Risk Elementary School Children », *Journal of Primary Prevention*, 15(4), 377-385; J.G. Dryfoos, « Adolescents at Risk: A Summation of Work in the Field: Programs and Policies », *Journal of Adolescent Health*, 12(8), 630-637.

- sensibiliser le public, les fournisseurs de services et les praticiens au fait qu'une forte consommation d'alcool est un facteur de risque important, même si la mère n'a pas consommé d'alcool pendant la grossesse;
- encourager des recherches dans ce domaine;
- sensibiliser les écoles aux effets profonds de la consommation d'alcool par les parents;
- donner aux écoles les ressources nécessaires pour déterminer si les enfants «problèmes» viennent de familles où il y a un problème d'alcoolisme et pour offrir soutien et services autant aux parents qu'aux enfants de ces familles.

C. Les changements de milieu

Même si la plupart des enfants s'adaptent bien à des changements dans les services de garderie, les déménagements ou les changements d'école, un sous-groupe de jeunes – particulièrement ceux qui ont subi un grand nombre de ces changements – peuvent obtenir des résultats moins bons. Les changements de milieu se traduisent souvent par la perte de certaines relations sociales qui avaient pour effet de protéger les enfants du stress. Les praticiens et les décideurs doivent être réceptifs aux besoins des enfants pendant les périodes de transition. Le système d'éducation peut jouer un rôle particulièrement important lorsqu'il s'agit de mettre sur pied des initiatives pour aider les enfants qui subissent ces changements. Pour atténuer les effets perturbateurs de nombreux changements de milieu, nous devrions :

- assurer la stabilité des programmes et des installations de garde d'enfants;
- mettre sur pied des groupes de soutien par les pairs ou des clubs d'accueil pour aider les nouveaux enfants et leurs parents à s'intégrer au nouveau milieu scolaire;
- reconnaître que les enseignants, qui ont une influence profonde sur l'adaptation scolaire et sociale de l'enfant, ont le temps d'établir une relation significative avec tous les enfants, y compris les enfants qui s'adaptent à un nouveau milieu;
- encourager les initiatives pour accueillir les nouveaux voisins dans un quartier, l'objet étant d'aider les enfants et leurs parents à s'adapter à leur nouveau milieu et à établir des relations sociales avec d'autres membres de la collectivité.

7.4 Conclusion

Les enfants et leurs familles ont besoin de soutien pour contrer les effets des conditions négatives dans leur vie. Lorsqu'il est question des résultats obtenus par les enfants, «mieux vaut prévenir que guérir». Les mesures visant à encourager le développement sain et le bien-être de tous les enfants canadiens seront les jalons de notre avenir.

A. Facteurs de protection

Les ouvrages publiés sur les familles et les enfants montrent que même devant de graves difficultés, certains enfants de familles à risque ne manifestent pas de problèmes ultérieurs, tout simplement parce qu'ils sont plus résistants. Même si diverses définitions en ont été proposées, la

résistance se décrit généralement comme une compétence concrète, en dépit de défis de taille ou de l'exposition à des événements stressants ou à des traumatismes¹⁸. En analysant la résistance, les chercheurs tentent de déterminer pourquoi certains enfants qui connaissent des traumatismes ou des périodes stressantes obtiennent quand même des résultats positifs¹⁹. Si nous pouvons déterminer les facteurs qui aident certaines personnes à surmonter l'adversité, cela nous aidera peut-être à mettre sur pied des mesures de prévention qui maximiseront l'adaptation et la compétence des individus.

Certains participants voudraient qu'on cesse d'accorder la priorité aux facteurs de risque pour se pencher plutôt sur les facteurs de protection. En d'autres termes, plutôt que de traiter les déficits, nous avons besoin de nous concentrer sur les points forts des enfants et des familles et les renforcer. En fait, au cours des dix dernières années, les recherches ont permis d'accomplir des progrès considérables dans la définition des facteurs sociaux et personnels de protection qui influencent les résultats sur le plan de la santé. Ces facteurs rentrent dans trois catégories :

- les qualités personnelles de l'enfant, par exemple une grande intelligence et de bonnes aptitudes à l'adaptation et aptitudes sociales;
- des facteurs associés aux relations et à la famille, par exemple l'attachement parental et le soutien;
- des facteurs hors-famille, par exemple le soutien de l'environnement social et de la collectivité.

Sur le plan des politiques, nous devons trouver des moyens de renforcer ces facteurs de protection et de contrer les risques dans cette population vulnérable.

B. Mères seules

Le nombre d'enfants canadiens dont les parents sont séparés a augmenté sensiblement au cours des dernières décennies. Comme la plupart des enfants restent avec leur mère après une séparation, le nombre de familles monoparentales dirigées par la mère a augmenté considérablement. Les familles monoparentales dirigées par la mère constituent un groupe hétérogène composé de femmes qui ont choisi la monoparentalité et de mères qui ont perdu leurs partenaires à la suite de la rupture du mariage, de la fin d'une relation de droit commun ou d'un décès. Ces femmes ont un facteur en commun : elles sont beaucoup trop susceptibles d'être pauvres.

Pour la plupart des femmes, la rupture de la famille entraîne une importante baisse de revenu. En pareil cas, la femme sera peut-être obligée de déménager dans un logement moins cher, souvent dans un nouveau quartier. Cela signifie de nouvelles écoles ou une nouvelle garderie pour ses enfants. Les enfants doivent faire face, successivement, à la perte de leur père et de leur ancienne unité familiale, et souvent à un changement radical dans leur mode de vie. De plus, il leur arrive

¹⁸ A.S. Masten, et J.D. Coastworth, 1998. «The Development of Competence in Favorable and Unfavorable Environments», *American Psychologist*, 53(2), 205-220.

¹⁹ E.E. Werner, 1990. «Protective Factors and Individual Resilience», dans *Handbook of Early Childhood Intervention*, ouvrage collectif publié sous la direction de S.J. Meisels et J.P. Skonkoff, Cambridge, Cambridge University Press, 97-116; S. Wolff, 1995. «The Concept of Resilience», *Australian and New Zealand Journal of Psychiatry*, 29, 565-574.

parfois de perdre d'anciens enseignants et des amis d'école, leur gardienne, leur maison, leur quartier, souvent leurs amis et leur famille élargie. Il peut en résulter un traumatisme profond.

Les mères seules font face à un stress intense. Elles n'ont pas toujours les réseaux de soutien social qui pourraient les aider à balancer responsabilités professionnelles et responsabilités familiales. Elles n'ont ni le temps ni les ressources pour s'occuper d'elles-mêmes et avoir des loisirs. Elles ont de lourdes responsabilités, des ressources limitées, sont isolées, s'inquiètent pour l'avenir, et sont condamnées implicitement par la société, qui fait peu pour renforcer leur sentiment d'estime de soi (qui a souvent été ravagé). Est-il étonnant de constater que la dépression est très courante chez les mères seules, particulièrement celles qui ont peu d'instruction et un faible revenu.

Même si de nombreuses mères seules réussissent à subvenir aux besoins de leurs enfants en travaillant, elles sont beaucoup trop susceptibles de connaître la pauvreté, particulièrement si elles ont peu de compétences professionnelles et qu'elles doivent vivre de l'aide sociale. Ces mères moins employables sont généralement celles qui ont peu d'instruction et qui ont eu leurs enfants quand elles étaient très jeunes. Les mères qui travaillent, quant à elles, doivent balancer à elles seules les responsabilités professionnelles et les responsabilités familiales, et elles travaillent souvent dans des milieux qui sont loin d'être propices à la famille.

Les enfants de familles monoparentales dirigées par la mère et les enfants de familles à faible revenu sont plus susceptibles que les autres d'éprouver des difficultés affectives, comportementales, scolaires et sociales. Les enfants des familles monoparentales dirigées par la mère sont plus nombreux à connaître la pauvreté et, par conséquent, ils sont plus vulnérables. Mais la monoparentalité est également associée à un certain nombre de résultats négatifs chez l'enfant, que la famille soit pauvre ou non²⁰. Ces constatations ont d'importantes répercussions en ce qui concerne les interventions. Quels facteurs associés à la monoparentalité chez les femmes expliquent les résultats de leurs enfants? Nous devrions évidemment tenter d'éliminer la pauvreté chez les enfants, mais d'autres interventions s'imposent peut-être pour les mères seules et leurs enfants.

L'isolement, le stress élevé et la dépression avec lesquels de nombreuses mères seules sont aux prises entravent souvent leur capacité de s'occuper de leurs enfants. Par exemple, les mères qui signalent des niveaux élevés de stress sont moins réceptives à leurs nourrissons, leur offrent moins de stimulation et sont plus susceptibles de recourir à des mesures disciplinaires autoritaires, dures et aversives que les mères qui signalent moins de stress²¹. On a démontré que le style parental et la teneur de l'interaction parent-enfant jouent un rôle significatif dans les résultats obtenus par l'enfant. Par exemple, Landy et Tam ont fait remarquer que «les pratiques parentales positives pour les enfants vivant dans des situations à risque permettaient à ces derniers d'obtenir des

²⁰ Lipman, Offord et Dooley, 1996. «Que savons-nous des enfants de familles dirigées par une mère seule? Questions et réponses tirées de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes», dans *Grandir au Canada*, 95-104; D.R. Offord, et E.L. Lipman, 1996. «Problèmes affectifs et comportementaux», dans *Grandir au Canada*, 135-144.

²¹ K. Crnic et coll., 1983. «Effects of Stress and Social Support on Mothers and Premature and Full-Term Infants», *Child Development*, 54, 202-217; S. Crockenberg, 1987. «Support for Adolescent Mothers During the Postnatal Period: Theory and Research», dans *Research on Support for Parents and Infants in the Postnatal Period*, ouvrage collectif publié sous la direction de C. Boukydis, Norwood, NJ, Albex, 25-40; G.R. Patterson, 1993. «Stress: A Change Agent for Family Process», dans *Stress, Coping and Development in Children*, ouvrage collectif publié sous la direction de N. Garnezy et M. Rutter, New York, McGraw-Hill, 235-264.

résultats qui se situaient dans la moyenne des enfants du Canada; parfois, leurs résultats surpassaient même les résultats des enfants vivant dans des situations sociodémographiques plus favorables, mais exposés à des pratiques parentales moins positives»²² (p. 124).

En plus de lutter contre la pauvreté, nous devons trouver des moyens de renforcer les compétences adaptatives et les facteurs de protection des enfants et des familles. Ces interventions pourraient comprendre les éléments suivants :

- des programmes pour aider les jeunes mères peu instruites à accroître leur employabilité et à décrocher de meilleurs emplois;
- des centres de ressources familiales dans la collectivité pour alléger le stress que subissent les mères seules en leur fournissant de la nourriture, des vêtements, de l'information sur les logements abordables, en organisant des ateliers sur les pratiques parentales, et en offrant du soutien aux enfants;
- des programmes de visites à domicile pour dispenser des ressources aux mères à risque qui ont de jeunes enfants;
- des services multidisciplinaires de prévention et d'intervention précoce pour améliorer l'adaptation parentale et le développement social et effectif des jeunes enfants dans les quartiers défavorisés;
- des programmes de garde de jour abordables et accessibles et qui offrent des services de grande qualité ayant pour objet de promouvoir le bien-être et le développement des enfants.

Pour préparer les enfants à devenir des adultes productifs, il faut non seulement la participation de la famille, mais aussi celle de la collectivité où vit la famille et de la société dans son ensemble. Nous avons besoin d'une étroite collaboration entre les fournisseurs de services, les écoles, les conseils de santé et les ministères, pour faire les bons investissements, à des niveaux suffisants, dans notre ressource la plus importante, les enfants.

La coalition *Windows of Opportunity* est un exemple d'un tel partenariat. Il s'agit d'une coalition de Vancouver qui regroupe plus de 50 organismes communautaires et publics de services aux enfants, aux jeunes et à la famille et qui est fermement déterminée à adopter une approche universelle, globale, axée sur la prévention pour favoriser le développement des enfants, des jeunes et des familles. Son objectif est d'améliorer et de coordonner les services et les soutiens en matière de prévention et d'intervention pour les enfants et les jeunes. Elle table sur les capacités, le savoir-faire, l'engagement et le leadership dans la collectivité, tout en mobilisant le soutien à long terme des bailleurs de fonds dans la collectivité et au gouvernement.

C. Recherches futures

Les chercheurs et les décideurs en savent beaucoup plus aujourd'hui au sujet de la façon dont les enfants et les jeunes se développent et sur ce qui peut être fait pour veiller à ce qu'ils soient compétents et que leur développement se fasse sainement. Même si l'ELNEJ a permis de recueillir

²² S. Landy, et K.K. Tam, 1996. «Les pratiques parentales influencent bel et bien le développement des enfants du Canada», dans *Grandir au Canada*, p. 124.

d'importantes données transversales de premier cycle, nous devons procéder à d'autres études, selon une perspective à long terme, pour confirmer tous les résultats préliminaires. Aux fins de l'élaboration des politiques, nous devons comprendre clairement les problèmes, les points forts et les stratégies d'accommodation des enfants et de leur famille dans l'adversité – c'est-à-dire adopter une approche qualitative. Nous avons également besoin d'outils pour évaluer les programmes en fonction de ces constatations, afin d'en assurer l'efficacité.

Le public doit être sensibilisé à la réalité que vivent les enfants canadiens. Il faut diffuser les conclusions de l'ELNEJ à grande échelle, pour promouvoir l'éducation et la sensibilisation du public au sujet des enjeux auxquels font face les familles qui ont de jeunes enfants. Nous devons dissiper les mythes – par exemple, le mythe voulant que toutes les femmes qui connaissent la pauvreté et la faim aient peu d'instruction, ou que tous les enfants de familles monoparentales dirigées par la mère aient des problèmes. Stigmatiser les familles pauvres et les familles monoparentales ne sert qu'à aggraver le fardeau qu'elles doivent supporter. Donner à ces familles de l'espoir et les aider à croire en leurs propres capacités, voilà des moyens qui les aideraient à investir dans leurs propres avenir.

8. Atelier 8 : Les enfants vulnérables

<i>Compte rendu :</i>	<i>Invest in Kids Foundation</i>
<i>Présidence :</i>	<i>Margaret Biggs</i> <i>Politique stratégique</i> <i>Développement des ressources humaines Canada</i>
	<i>Geoff Hole</i> <i>Méthodes d'enquêtes sociales, Statistique Canada</i>
<i>Exposés :</i>	<i>Kwok Kwan Tam</i> <i>Centre Hincks-Dellcrest, Toronto</i>
	<i>Jenny Jenkins</i> <i>Département de développement humain et de psychologie appliquée, Université de Toronto</i>
	<i>Morton Beiser</i> <i>Études culturelles et communautaires en santé</i> <i>Institut psychiatrique Clarke</i>
<i>Commentaires :</i>	<i>Doris Mae Oulton</i> <i>Secrétariat de l'enfance et de la jeunesse, Manitoba</i>
	<i>Len Kennedy</i> <i>Société de l'aide à l'enfance d'Ottawa-Carleton</i>

8.1 La question

Certains éléments de la vie des enfants ont une influence négative profonde sur leur développement. L'un des principaux domaines d'intérêt pour les chercheurs et les décideurs est la relation entre les risques, les facteurs de protection et les résultats qu'obtiennent les enfants. Qui sont les enfants vulnérables, c'est-à-dire les enfants les plus susceptibles de présenter des problèmes affectifs ou comportementaux, d'être en mauvaise santé ou de connaître des difficultés scolaires?

Les facteurs de risque peuvent être associés aux parents (p. ex., alcoolisme), à la situation familiale (p. ex., faible revenu), aux relations parent-enfant (p. ex., pratiques parentales inefficaces), ou à l'enfant (p. ex., problèmes de santé). Grâce à la recherche, nous disposons dorénavant de plus d'information sur la relation entre de tels facteurs de risque et les résultats qu'obtiennent les enfants.

Certains enfants sont capables de faire face efficacement à de nombreux stressors, tandis que d'autres présentent des problèmes affectifs ou comportementaux, obtiennent de mauvais résultats à l'école, ou ont des problèmes de santé. Une certaine exposition au risque est normale pour tous les enfants, et elle les aide à acquérir résistance et adaptabilité. Mais l'exposition à des risques multiples, sans relations de protection compensatoires, se traduit inévitablement par des coûts élevés, pour l'individu comme pour le gouvernement.

Chaque année, le Canada consacre des milliards de dollars à la santé physique et mentale des enfants, à leur bien-être, à leur soin et à leur éducation. Étant donné l'ampleur de cet investissement, particulièrement si on le conjugue à l'engagement moral que nous avons envers les

générations futures, nous sommes tenus d'offrir les services et les politiques les plus efficaces possible. Les réponses aux questions abordées dans cet atelier sur les enfants vulnérables seront essentielles pour les décideurs, les directeurs de programmes, les chercheurs et quiconque se préoccupe du sort des enfants du Canada.

Les questions suivantes ont fait l'objet de discussions entre les chercheurs, les représentants du milieu des politiques et des praticiens, ainsi que les participants à l'atelier :

- Quelles politiques et quels programmes aideraient le plus les enfants vulnérables?
- Comment pouvons-nous mettre sur pied des systèmes de soutien pour aider ces enfants et leurs familles?
- Comment pouvons-nous offrir des interventions précoces?
- Comment pouvons-nous concevoir des interventions en fonction de l'âge des enfants vulnérables?

8.2 Thèmes de l'atelier

Les documents de recherche présentés portaient sur les thèmes suivants :

- L'effet de multiples facteurs de risque sur les résultats obtenus par les enfants (exposé : Kwok Kwan Tam);
- Le rôle des frères et sœurs, des enseignants et des relations d'amitié chez les enfants très stressés (exposé : Jenny Jenkins);
- Le stress chez les enfants immigrants nouvellement arrivés (exposé : Morton Beiser).

A. L'effet de multiples facteurs de risque sur les résultats obtenus par les enfants

Dans leur communication intitulée «Comprendre l'apport des facteurs de risque multiples dans le développement de l'enfant au fil des ans», Sarah Landy et Kwok Kwan Tam examinent ce qui se passe lorsque des enfants de 2 à 3 ans et de 4 à 11 ans sont exposés à divers facteurs de risque. Ils examinent également les effets de différents styles de pratiques parentales et disciplinaires sur la relation entre les facteurs de risque et les problèmes développementaux.

Les facteurs de risque examinés dans cette étude sont les suivants : famille monoparentale, famille composée de parents adolescents, dépression chez les parents, faible scolarité des parents, famille à faible revenu et famille dysfonctionnelle. Les auteurs ont examiné la relation entre ces facteurs et les risques que les enfants présentent l'un ou l'autre des problèmes suivants :

- Enfants de 2 à 3 ans : comportement agressif, hyperactivité, problèmes affectifs.
- Enfants de 4 à 11 ans : troubles de la conduite, hyperactivité, troubles émotifs, redoublement d'une année à l'école, problèmes de relations.

La recherche de Landy et Tam a montré que le nombre d'enfants ayant des problèmes augmente avec l'âge. Environ 15 % à 20 % des enfants de 2 à 3 ans affichent au moins un problème affectif ou problème de comportement. Entre 4 et 8 ans, le pourcentage passe à environ 30 %, puis se stabilise à 30 % entre 8 ans et 12 ans.

La recherche de Landy et Tam a également montré qu'à mesure que les facteurs de risque augmentent, la prévalence des enfants ayant des problèmes augmente aussi, selon une relation linéaire simple.

Nombre de facteurs de risque	Pourcentage des enfants	Pourcentage de ces enfants qui manifestent des problèmes
0	60,0	20
1	20,0	25
2	10,0	35
3	5,0	40
4	2,0	40
5	0,4	50
6	0,1	80

Les auteurs ont constaté que les garçons sont plus susceptibles que les filles d'afficher au moins un problème dans chaque groupe d'âge. Chez les jeunes enfants, les garçons sont plus susceptibles de manifester de l'hyperactivité et de l'agressivité que les filles.

En examinant les relations entre les risques et les problèmes chez les très jeunes enfants, Landy et Tam ont constaté que les facteurs qui influencent le plus les résultats obtenus par les enfants sont la santé mentale, le style parental ou le style de discipline pratiqué par les parents. Voici quelques-unes de leurs constatations :

- La dépression chez un parent et la dysfonction dans la famille sont les meilleurs prédicteurs des problèmes affectifs.
- Des pratiques parentales inefficaces augmentent les risques de problèmes affectifs et de comportements agressifs.
- Des pratiques parentales constantes réduisent de plus de 50 % les risques de comportements agressifs et d'hyperactivité.

Chez les enfants très jeunes (les 2 à 3 ans), Landy et Tam ont fait deux constatations auxquelles on ne s'attendait pas :

- Il n'y avait pas de relation entre le fait de vivre dans une famille monoparentale ou d'être né d'une mère adolescente et le nombre de problèmes chez ces très jeunes enfants.
- Des pratiques parentales positives avaient peu d'influence sur la réduction des problèmes au chapitre des résultats (même si des pratiques parentales constantes et des pratiques parentales inefficaces jouent un rôle très important).

Par comparaison, chez les enfants plus âgés (les 4 à 11 ans), les pratiques parentales positives réduisaient sensiblement les risques de résultats négatifs : une diminution de 25 % pour les troubles de la conduite, de 27 % pour les problèmes de relations, de 41 % pour les problèmes affectifs et de 52 % pour le redoublement d'une année scolaire.

Les meilleurs prédicteurs du redoublement d'une année, cependant, sont d'ordre économique et structurel : le revenu familial, le niveau de scolarité des parents et la monoparentalité. Les meilleurs prédicteurs des problèmes affectifs et comportementaux sont associés à la santé mentale des parents et à la capacité de fonctionner, notamment la dépression d'un parent et la dysfonction de la famille.

Chez les enfants plus âgés, des pratiques parentales inefficaces augmentaient les risques de chaque genre de problème, de 1,4 fois pour le redoublement d'une année scolaire jusqu'à 5 fois pour les troubles de la conduite. Les pratiques parentales constantes jouaient également un rôle important et réduisaient les risques d'hyperactivité, de troubles de la conduite et de problèmes de relations.

Contrairement à ce qui se passe chez les enfants très jeunes, le fait de vivre dans une famille monoparentale représentait un facteur de risque significatif chez les enfants plus âgés (les 4 à 11 ans). Mais comme chez les enfants plus jeunes, le fait de vivre dans une famille composée de parents adolescents n'était pas en soi un facteur de risque significatif pour les enfants plus âgés. Encore ici, les risques auxquels sont exposés ces enfants tiennent à d'autres facteurs, par exemple la pauvreté et des problèmes au chapitre des pratiques parentales.

Tout au long de l'enfance, les facteurs de risque directement corrélés aux relations sociales immédiates de la famille représentent les plus graves menaces pour le développement social et économique des enfants. La dépression chez un parent et la dysfonction familiale sont des éléments critiques et sont fortement corrélées aux difficultés affectives et problèmes de comportement des enfants. Il y a une forte relation entre les pratiques parentales inefficaces et les problèmes chez les enfants. Par ailleurs, des pratiques parentales positives et constantes réduisent considérablement les risques qu'un enfant éprouve un ou plusieurs problèmes.

B. Le rôle des frères et sœurs, des enseignants et des relations d'amitié chez les enfants très stressés

Pourquoi certains enfants sont-ils en mesure de s'accommoder efficacement d'une multitude de stressés, tandis que d'autres affichent des problèmes de comportement? Une différence tient peut-être à la qualité de leurs relations. Dans une communication intitulée «Importance des relations avec les frères et sœurs, les enseignants et les amis chez les enfants éprouvant un haut niveau de stress», Jenny Jenkins et Daniel Keating examinent les effets de bonnes relations avec les frères et sœurs, des relations d'amitié et des relations avec les enseignants sur le comportement de jeunes de 6 à 10 ans qui ont de graves problèmes familiaux. Les deux auteurs veulent déterminer si de bonnes relations avec d'autres personnes que les parents pourraient compenser le stress que ces enfants subissent dans leur vie quotidienne.

Les problèmes familiaux graves en question sont les suivants : l'abus d'alcool de la part des parents, l'insatisfaction maritale chez les parents, les parents divorcés, un revenu familial insuffisant, une famille de plus de quatre enfants, la grossesse à l'adolescence, la dépression chez les parents, une relation parent-enfant hostile, et des difficultés d'apprentissage chez l'enfant. Les

enfants visés par cette étude présentaient au moins trois facteurs de risque. Seulement 4 % des enfants du Canada connaissent ce niveau de risque, mais 50 % d'entre eux affichent de graves problèmes comportementaux à l'école. Il peut s'agir de troubles d'extériorisation (mensonge, vol, colère, agression et le fait de s'attirer des ennuis avec la police) ou de troubles d'intériorisation (repli sur soi, tristesse, solitude, anxiété et dépression).

Comme dans l'étude de Landy et Tam, les garçons affichent plus de comportements d'extériorisation que les filles. Il y avait également une augmentation linéaire simple des problèmes comportementaux en fonction du nombre de facteurs de risque. Il faut toutefois préciser que les garçons dans les deux groupes d'âge (6 ans et 10 ans) étaient moins susceptibles que les filles d'avoir des relations positives.

Frères et sœurs : Dans les deux groupes d'âge, soit les 6 ans et les 10 ans, les enfants manifestaient plus de comportements déviants lorsque leurs relations avec leurs frères et sœurs étaient médiocres. Chez les 10 ans, de bonnes relations avec les frères et sœurs n'avaient pas beaucoup d'influence s'il n'y avait qu'un ou deux facteurs de risque dans la famille. Mais lorsqu'il y avait au moins trois facteurs de risque dans la famille, les enfants de 10 ans qui avaient de bonnes relations avec leurs frères et sœurs manifestaient moins de troubles d'intériorisation. En fait, ils affichaient des troubles d'intériorisation en même proportion que les enfants de familles où il n'y avait pas de facteurs de risque.

Amis : Si les enfants de 10 ans ont de bonnes relations d'amitié, ils affichent moins de problèmes d'externalisation à l'école. En fait, le niveau de ces problèmes est comparable à ceux des enfants qui ne sont exposés à aucun facteur de risque. Lorsque les enfants avaient des amitiés moins satisfaisantes, le niveau des troubles était élevé.

Enseignants : Les garçons comme les filles qui n'avaient pas de bonnes relations avec leurs enseignants affichaient davantage de comportements d'intériorisation et d'externalisation à l'école. Cependant, il y avait des différences importantes entre les deux sexes. Les garçons plus âgés qui n'avaient pas de bonnes relations avec leurs enseignants affichaient des comportements d'externalisation nombreux, peu importe le nombre de facteurs de risque dans leur famille. Seules les filles exposées à des risques multiples profitaient d'une bonne relation avec leur enseignant; elles avaient des taux de comportements d'externalisation comparables à ceux des filles qui n'étaient exposées à aucun facteur de risque.

Une seule bonne relation joue-t-elle un rôle de protection plus important que plusieurs bonnes relations? En analysant cette question, Jenkins et Keating ont constaté une différence selon l'âge. Chez les enfants de 6 ans à risque élevé, une bonne relation est préférable à l'absence de toute bonne relation; mais il n'y a pas d'intérêt supplémentaire à avoir plus d'une bonne relation. Chez les enfants de 10 ans à risque élevé, deux ou trois bonnes relations sont préférables à une seule, et une bonne relation est préférable à l'absence totale de bonne relation. Moins l'enfant avait de bonnes relations, plus graves étaient les problèmes comportementaux qu'il affichait.

C. Le stress chez les enfants immigrants nouvellement arrivés

Dans une communication intitulée «Les nouveaux enfants immigrants : comment se portent-ils?» Morton Beiser, Fen Hou, Ilene Hyman et Michel Tousignant examinent les facteurs familiaux qui influencent les effets de la pauvreté sur la santé, la santé mentale et les réalisations des enfants

immigrants nouvellement arrivés. Pour les auteurs, les «nouveaux enfants immigrants» sont les enfants qui ont immigré au Canada, de même que les enfants de familles dont au moins un parent est au Canada depuis moins de dix ans. La catégorie comprend tous les nouveaux immigrants, peu importe le pays d'origine ou les circonstances dans lesquelles ils ont immigré.

Selon l'ELNEJ, 30 % de ces enfants vivent dans la pauvreté, soit plus du double du taux global canadien (13 %). Cependant, comme d'autres études signalant des résultats positifs pour les nouveaux enfants immigrants, cette étude a permis de constater que les nouveaux enfants immigrants sondés dans le cadre de l'ELNEJ avaient des taux sensiblement moindres de troubles psychiatriques que les enfants canadiens non immigrants.

	Nouveaux enfants immigrants	Enfants non immigrants
Hyperactivité	4 %	11 %
Troubles affectifs	5 %	9 %
Troubles de la conduite	7 %	13 %

Chez tous les enfants, immigrants ou non immigrants, les troubles affectifs et troubles de la conduite sont plus nombreux lorsque les enfants sont pauvres – c'est-à-dire que les enfants immigrants pauvres manifestent plus de troubles que les enfants immigrants non pauvres. C'est la même tendance que celle qui se dégage de la population canadienne en général.

Comme les auteurs du rapport le signalent, les données sur les réalisations sont encore plus encourageantes. Selon diverses études, les enfants immigrants obtiennent systématiquement un meilleur rendement que les enfants canadiens de naissance à l'école, et ils sont plus susceptibles de prononcer le discours d'adieu ou le discours d'accueil de leur promotion.

Pourquoi les nouveaux enfants immigrants se portent-ils tellement mieux, même face à la pauvreté? Par rapport aux nouveaux immigrants, les familles faisant partie de la population nationale sont sensiblement plus susceptibles d'avoir un problème d'alcoolisme, de souffrir de dysfonction familiale ou de pratiques parentales inefficaces, ou de recourir à des services de garde qui ne sont pas assurés par un parent. Les familles pauvres de la culture majoritaire sont plus susceptibles que les familles non pauvres d'être dysfonctionnelles, d'être dirigées par un parent seul, de comprendre un parent déprimé, ou de compter un parent qui souffre d'alcoolisme ou de maladie mentale. Tous ces facteurs se traduisent par des pratiques parentales médiocres. De plus, les parents pauvres de la culture majoritaire étaient plus susceptibles d'avoir recours à des services de garderie non parentaux pour leurs enfants. À l'exception des pratiques parentales inefficaces (domaine dans lequel les parents immigrants ont des taux sensiblement inférieurs à ceux des parents de la population nationale), il n'y avait pas de différences significatives dans les facteurs de risque entre les familles non pauvres des nouveaux immigrants et les familles non pauvres d'origine canadienne.

Il y a cependant une différence importante entre les nouvelles familles immigrantes et les familles canadiennes d'origine : l'espoir. «Dans le cas de bon nombre de nouveaux pionniers, c'est presque comme si le chômage et la pauvreté font partie des étapes qu'ils doivent franchir avant de devenir Canadiens, et que la promesse d'un avenir plus prometteur leur suffit pour franchir cette période initiale difficile.» Dans la culture majoritaire, la pauvreté «a tendance à s'inscrire dans un cycle où se perpétuent le dysfonctionnement de la famille, la structure familiale monoparentale, les

compétences parentales moins qu'optimales, la consommation excessive d'alcool et les maladies mentales parentales, des facteurs qui portent atteinte à la santé mentale des enfants. Il s'agit souvent d'un cercle vicieux duquel il y a peu d'espoir de s'échapper.»

8.3 Idées à retenir

Les discussions et les orientations des deux séances de l'atelier ont été sensiblement différentes. La première séance, dont les participants étaient moins nombreux, comptait surtout des chercheurs, des bureaucrates et des représentants de groupes nationaux de défense-action. Le deuxième atelier, plus vaste, comptait davantage de fournisseurs de services provenant de plus petites organisations dont l'activité était davantage axée sur la collectivité. Il s'agissait de programmes qui fournissent des mitaines et des vêtements d'hiver, des programmes de loisirs et de mentorat par les pairs, des programmes de lutte contre la violence familiale, des services de counselling pour les enfants et les parents, des programmes de petits déjeuners, des programmes de halte-accueil, des programmes d'alphabétisation, des joujouthèques, et un grand nombre d'autres programmes de soutien et d'éducation destinés à la famille. Ce rapport résume les discussions des deux groupes.

Doris May Oulton, du Secrétariat de l'enfance et de la jeunesse du Manitoba, et Len Kennedy, de la Société de l'aide à l'enfance d'Ottawa-Carleton, étaient les deux commentateurs de l'atelier, l'une provenant des milieux décisionnels, l'autre étant un praticien. M^{me} Oulton a fait remarquer que 4 % des enfants canadiens sont exposés à des risques élevés multiples. Même si cette proportion peut paraître assez faible, elle n'en représente pas moins **236 000 enfants partout au Canada** (c.-à-d. 4 % des 5 900 000 enfants selon le Recensement de 1996 de Statistique Canada). De ce nombre, 50 %, soit 118 000, éprouveront des problèmes comportementaux à l'école. Par ailleurs, les chercheurs ont montré que ce ne sont pas tous les enfants qui ont des problèmes à l'école. Ils peuvent afficher des troubles et des dysfonctions qui se manifestent principalement quand ils sont avec leur famille et leurs amis ou dans leur quartier. Bref, la recherche montre que le Canada a un nombre inquiétant d'enfants et de jeunes exposés à des risques élevés.

M^{me} Oulton et M. Kennedy sont du même avis au sujet de ce qu'il conviendrait de faire pour éviter que les enfants soient exposés à des risques élevés et pour offrir des services aux enfants et aux jeunes qui ont des problèmes. Nous devrions prévoir :

- des stratégies d'intervention précoce pour les familles à faible revenu et les familles à risque élevé;
- des soutiens familiaux pour ceux qui présentent les risques les plus élevés : les parents seuls, les parents souffrant de dépression et les mères adolescentes;
- des moyens d'atténuer les effets de la pauvreté;
- du soutien pour l'établissement de relations dans les écoles et les collectivités (p. ex., avec les enseignants, des activités de loisirs après l'école);
- des outils spécialisés de formation et d'évaluation professionnelles pour les cliniciens de première ligne et les personnes qui effectuent des visites à domicile;

- un plus grand accès et davantage de soutien communautaire pour les familles immigrantes, pour que ces familles, qui sont déjà remarquablement saines, demeurent en bonne santé mentale et pour éviter les effets préjudiciables de la pauvreté à long terme même pour des familles fortes.

A. Quelles politiques et quels programmes aideraient le plus les enfants vulnérables?

Parents : L'étude de Landy et Tam celle de Beiser et coll. montrent toutes deux que nous avons besoin d'aider les parents à interagir avec leurs enfants selon des modes affectifs plus positifs. Des programmes comme l'encadrement interactionnel, la formation des parents et l'éducation sont actuellement offerts dans de nombreuses collectivités à l'échelle du Canada. Nous devons également veiller à ce qu'il y ait un financement adéquat pour les services de santé mentale destinés aux adultes, pour aider les parents à lutter contre leur propre dépression et à maîtriser leur hostilité. Cela signifie que, en plus des services standard de santé mentale, il devrait y avoir un financement suffisant pour les services de dépression postnatale et des services de prévention de la violence familiale.

Conseillers : Le rapport de Jenkins et Keating laisse penser que nous devons élargir le répertoire des services de counselling pour y inclure des moyens de renforcer les relations positives entre les frères et sœurs, en plus de l'approche traditionnelle axée sur les relations maritales et les relations parent-enfant. Les participants sont tout à fait en faveur de cette approche, qui a été mise à l'essai partout au Canada, surtout par les organismes de bien-être de l'enfance. Mais jusqu'à maintenant, l'approche s'est inspirée surtout de données observationnelles, plutôt que des résultats quantitatifs de l'ELNEJ.

Enseignants et écoles : Les participants ont décrit une douzaine de programmes de partout au Canada qui mettent l'accent sur la formation des enseignants et des directeurs d'école pour favoriser la coopération, l'interdépendance et la confiance parmi les enfants. Il s'agit notamment de tout un éventail de programmes de lutte contre l'intimidation, par exemple le programme «Peacemakers» et d'autres. Les enseignants qui ont assisté à l'atelier ont affirmé qu'ils étaient déterminés à donner plus d'occasions aux enfants présentant des risques élevés de forger des amitiés avec leurs camarades de classe. Mais il est crucial que les enseignants disposent du temps, des connaissances et des compétences nécessaires pour établir des relations positives avec les enfants qui sont les plus difficiles et qui présentent les plus grands défis. C'est très difficile à une époque où les enseignants se font dire de consacrer plus de temps à l'enseignement pur et simple.

Des non-professionnels ayant reçu une formation : Les participants aimeraient qu'on accorde plus de formation et de soutien aux leaders dans le cadre de tous les programmes touchant la vie des enfants (loisirs et sport, activités parascolaires et mentorat comme Les Grands Frères/Les Grandes Sœurs) de sorte que ces leaders puissent forger des relations durables avec les enfants, particulièrement ceux qui sont exposés aux risques les plus nombreux. Le Canada a la chance d'avoir un grand nombre de programmes de ce genre. Mais ils ont besoin d'un financement suffisant pour permettre à ces personnes, qui jouent un rôle si important dans la vie des jeunes enfants, de recevoir la formation nécessaire pour établir de bonnes relations avec les enfants, et de disposer du temps qu'il faut y consacrer.

Dépistage universel à la naissance, avec cliniques périodiques de suivi, d'évaluation et de développement, tout au long de l'enfance : Cette recommandation a été mise de l'avant parce que

la principale constatation, c'est que les risques augmentent à mesure que les enfants vieillissent. À l'heure actuelle, entre la naissance et la maternelle, les nourrissons et les jeunes enfants du Canada sont généralement «invisibles». Même leurs visites médicales périodiques portent presque exclusivement sur leur développement physique. Le Canada a besoin de programmes de dépistage universel à la naissance, et d'évaluations de suivi auprès des enfants dont on a constaté qu'ils étaient vulnérables. De plus, nous avons besoin de programmes de suivi des nourrissons et des jeunes enfants, dans le cadre desquels les parents et d'autres donneurs de soins sont disposés à participer à des évaluations formelles et informelles du développement de l'enfant. Les premières années sont cruciales pour la suite du développement social, affectif et cognitif. Mais de toute évidence, les enfants sont exposés à des risques plus nombreux à mesure qu'ils vieillissent. Par conséquent, il faut prévoir des cliniques de suivi, d'évaluation et de développement tout au long de l'enfance. Dans de nombreux pays, par exemple le pays de Galles, cette approche a été adoptée il y a si longtemps que les programmes en sont à assurer le suivi de la cinquième ou de la sixième génération des membres de la même famille.

Modèles écologiques de soutiens destinés aux enfants et aux familles dans les quartiers à risque élevé : Deux rapports de recherche et plusieurs conférenciers ont recommandé cette approche, étant donné que les enfants de ces quartiers sont plus nombreux à être vulnérables, à cause de facteurs à la fois économiques et interpersonnels. Nous avons besoin d'intégrer cette approche à la prestation des services en général.

Soutiens exhaustifs coordonnés en matière d'éducation, de formation, d'emploi, de garde des enfants et de revenus pour les familles à faible revenu : Le mot le plus important de cette recommandation est le mot «exhaustif». Trop souvent, ces soutiens relèvent de différentes législations ou de différents paliers de gouvernement, et il arrive rarement qu'ils soient bien coordonnés. Les familles à faible revenu qui ont de jeunes enfants ont besoin d'une stratégie exhaustive coordonnée axée sur les risques auxquels font face un si grand nombre d'enfants canadiens, tout simplement à cause de la situation économique de leur famille.

B. Comment pouvons-nous élaborer des systèmes de soutien pour aider les enfants vulnérables et leurs parents?

Financement adéquat : Malgré toute la gamme des services à la disposition des enfants vulnérables, les participants ont affirmé que la plupart de ces services ne sont pas suffisamment financés. Les participants ont été nombreux à affirmer que le financement avait été réduit au point que la qualité des programmes s'érodait rapidement. Ils aimeraient offrir aux enfants et aux familles vulnérables qu'ils desservent les services d'extension et de mentorat et les relations étroites que les travaux de recherche recommandent. Mais la portée de leurs programmes est en train d'être réduite et le personnel est licencié. Même en situation idéale de coordination, le financement actuel est tout simplement insuffisant, de l'avis des participants.

Coordination : Cependant, la situation est loin d'être idéale sur le plan de la coordination. Même si chaque palier de gouvernement offre certains excellents programmes, il y a peu ou pas de coordination d'un palier à l'autre. Au niveau local, ce peut être un extrême ou l'autre. De plus, les bailleurs de fonds comme les fondations, les groupes religieux, les organismes caritatifs et les organismes de services ont tous leurs propres stratégies et leurs propres programmes. Encore là, la coordination pose un problème. Les programmes de soutien et d'éducation des familles ne seront

intégrés en un système que lorsque tous les bailleurs de fonds accepteront d'harmoniser leurs mandats et leurs stratégies.

Équilibre entre les soutiens sociaux et les soutiens économiques : Certains enfants sont vulnérables parce que leurs parents et d'autres fournisseurs de soins manquent de capacités personnelles et interpersonnelles; d'autres enfants sont vulnérables parce que leurs parents sont pauvres et n'ont pas la possibilité de leur offrir un soutien de base et des possibilités. Les participants à l'atelier s'attendent à ce que tout système efficace pour les enfants vulnérables offre à la fois des soutiens économiques et des soutiens sociaux aux familles ayant de jeunes enfants.

C. Comment pouvons-nous assurer des interventions précoces?

Outils de dépistage et d'évaluation : Pour identifier les enfants à risque ou les enfants qui ont des besoins, les personnes qui travaillent régulièrement auprès des enfants ont besoin d'outils de dépistage et d'évaluation fiables, valables et expressément canadiens. Il y a actuellement au Canada un patchwork d'outils de dépistage et d'évaluation, certains meilleurs que d'autres, qui sont utilisés au petit bonheur partout au pays. Pratiquement aucun de ces outils ne repose sur des normes canadiennes. Quelques municipalités, provinces et secteurs commencent à implanter des outils généralisés de dépistage et d'évaluation inspirés des normes en vigueur dans leur secteur ou leur région géographique. Le dépistage est généralement offert par les services de santé publique et de bien-être de l'enfance. Pour assurer les interventions précoces, nous devons nous concentrer sur des dépistages et des évaluations d'envergure nationale qui sont réalisés à intervalles réguliers tout au long de l'enfance. En plus des dépistages et des évaluations cliniques, nous avons besoin d'un plus grand nombre d'outils de dépistage et d'évaluation informels, non menaçants, auto-administrés, pour les parents, les fournisseurs de services de garderie et les non-professionnels qui travaillent régulièrement auprès des jeunes enfants.

Formation : Les professionnels, les paraprofessionnels et les non-professionnels qui travaillent régulièrement avec de jeunes enfants ont besoin de formation sur le développement sain de l'enfant, pour pouvoir identifier rapidement les problèmes éventuels, avant qu'ils ne deviennent graves. Il y a étonnamment peu de professionnels qui ont véritablement reçu une formation sur le développement *sain* de l'enfant, et encore moins de bénévoles qui ont des antécédents formels, quels qu'ils soient. Il faut passer en revue toute la formation professionnelle, pour déterminer si des notions fondamentales sur le développement sain des enfants sont transmises. Les fournisseurs de services communautaires sont également très intéressés à fournir une formation de grande qualité en la matière aux entraîneurs, aux animateurs d'activités destinées aux enfants et à d'autres mentors.

Recherche : Certains participants préconisent des recherches de grande qualité sur des modèles canadiens d'intervention précoce. Ces travaux devraient mesurer les résultats obtenus par les enfants et les familles et évaluer les processus des programmes, pour déterminer ce qui fonctionne bien. La plupart des recherches citées par les décideurs ne sont pas canadiennes. En outre, ce qui est encore pire, les mêmes personnes qui se fient à des recherches non canadiennes ne sont souvent pas en faveur de recherches canadiennes de grande qualité. Par ailleurs, certains participants ont exprimé de la frustration à l'égard de qu'ils perçoivent comme une trop grande importance qui est accordée aux évaluations. À leurs yeux, nous savons déjà ce qui fonctionne bien.

D. Comment pouvons-nous concevoir des interventions appropriées pour les enfants vulnérables?

Il n'y a pas de solution unique : Même si certaines grandes conclusions exposées dans les documents de recherche pourraient contribuer à orienter ou à améliorer la conception des interventions appropriées, un élément en ressort clairement : la vulnérabilité des enfants dépend d'une interaction complexe de divers facteurs de risque (personnels, familiaux et communautaires) et facteurs de protection (personnels, familiaux et communautaires). Toute intervention efficace devra donc être écologique et exhaustive, taillée sur mesure pour les besoins des individus et des sous-groupes, tout en demeurant cohérente et non stigmatisante.

Différences entre les sexes : Deux rapports de recherche ont fait ressortir des différences importantes entre les garçons et les filles dans l'interaction complexe des facteurs de risque et de protection et des problèmes comportementaux. Ces résultats nous amènent à nous poser une question captivante : les interventions devraient-elles être différentes selon qu'elles s'adressent aux garçons ou aux filles?

Différences entre les immigrants/les non-immigrants : Deux des rapports de recherche ont montré que les enfants immigrants ont moins de problèmes affectifs et comportementaux que les enfants nés au Canada, et ce, même si près de 30 % des enfants immigrants vivent dans la pauvreté, qui est presque toujours associée à des problèmes de santé mentale. L'ELNEJ a montré que les enfants immigrants viennent de famille qui sont moins dysfonctionnelles et dont les parents sont en meilleure santé mentale. Les chercheurs qui connaissent les procédures de sélection de l'échantillon de l'enquête s'inquiètent à l'idée que ces résultats puissent s'expliquer du fait que seuls les parents immigrants qui parlent assez bien l'anglais ou le français pour répondre au questionnaire complexe de l'enquête ont été retenus. Comme environ 250 000 nouveaux immigrants arrivent au Canada chaque année, l'enquête devra régler certaines questions concernant la validité des sondages auprès des immigrants avant que les planificateurs de programme ne puissent généraliser ces résultats.

Interventions universelles et interventions ciblées : Les conclusions de tous les rapports de recherche pour l'atelier sur les enfants vulnérables recommandent clairement des interventions ciblées pour le groupe relativement restreint d'enfants qui présentent des risques multiples, chez qui les probabilités de problèmes de développement sont particulièrement élevées. D'après d'autres études, nous savons qu'il est difficile de résoudre les problèmes de ces familles rapidement ou aisément. Par conséquent, les programmes d'intervention précoce et de prévention devraient s'adresser aux enfants et aux familles qui sont les plus susceptibles de se retrouver dans ce groupe à risques élevés. De tels programmes sont généralement reliés au système d'éducation, au système des loisirs ou au système de la santé publique. Nous avons donc besoin, dans les écoles et les services qui rejoignent tous les enfants, d'un personnel alerte et réceptif, ayant reçu une formation appropriée, pour identifier les enfants qui présentent des risques élevés, travailler avec eux et les aider à régler les facteurs de risque sous-jacents.

Un financement adéquat : En réalité, les recommandations des rapports de recherche ne nécessitent pas d'importantes injections de fonds. L'infrastructure des programmes de mentorat et de soutien familial existe déjà. Cependant, selon les participants, elle est en train de s'éroder. Les petits programmes communautaires et les grandes institutions nationales de la santé publique, de l'éducation, du bien-être de l'enfance et de la santé mentale signalent des problèmes de

financement. Certains ont subi d'importantes réductions, tandis que d'autres n'ont reçu aucune augmentation budgétaire depuis plusieurs années. De plus, les participants ont fait remarquer que les coupures dans les domaines du bien-être social, de la formation et de la garde des enfants ont les répercussions les plus profondes sur les enfants les plus vulnérables. Les participants de l'atelier ont suggéré que l'on réexamine les répercussions des compressions budgétaires, pour déterminer leur effet sur les familles ayant de jeunes enfants.

8.4 Conclusions

A. L'importance des relations

Les trois rapports de recherche ont souligné l'importance des relations sociales :

- Les relations jouent un rôle central dans le bien-être des enfants.
- La qualité de la relation parent-enfant est importante pour le développement sain de l'enfant.
- D'autres relations avec (par exemple) les frères et sœurs, des amis et des enseignants sont également importantes, particulièrement lorsque les enfants présentent des risques élevés.

L'ELNEJ a montré que des problèmes dans les relations les plus étroites qu'entretient l'enfant (par exemple, dépression chez un parent, famille dysfonctionnelle, style parental inefficace et manquant de constance) ont les plus grandes répercussions sur le bien-être des enfants. La qualité et la constance des pratiques parentales représentent une variable critique du développement sain de l'enfant. De plus, si l'enfant est aux prises avec de multiples facteurs de risque, elles revêtent encore plus d'importance.

En tant que société, les moyens de préparer les parents à devenir de bons parents nous font cruellement défaut. Presque tous les parents, même les plus instruits, apprennent leur métier de parent par tâtonnement - ce qui suppose souvent de nombreuses erreurs. Même si nous vivons à une époque où la neuroscience est en train de démontrer l'importance du développement cérébral chez les tout jeunes enfants, les capacités des nourrissons et les compétences de la petite enfance, les parents et les futurs parents disposent de très peu d'information utile et concrète. Les mythes abondent.

Nous avons besoin d'instruments pour familiariser les parents avec le développement de l'enfant – les capacités normales des enfants, et l'importance du rôle des parents lorsqu'il s'agit d'aider leurs enfants à acquérir ces capacités. L'éducation des parents pourrait passer par de vastes campagnes multimédia d'éducation publique (comme la campagne PARTICIPATION) et des programmes améliorés d'éducation et de formation destinés aux parents.

L'ELNEJ a montré que les relations autres que la relation parentale jouent également un rôle important pour les enfants, particulièrement lorsqu'ils sont exposés à des risques multiples. Le fait d'avoir de bonnes relations avec les frères et sœurs, des camarades et des enseignants peut limiter sensiblement les répercussions des problèmes au chapitre des pratiques parentales, du voisinage, du tempérament et d'autres stress. Le problème, c'est que les enfants qui présentent des risques élevés sont également susceptibles d'avoir des problèmes lorsqu'il s'agit d'établir et de maintenir des relations de ce genre.

Nous avons besoin de former les professionnels sur la façon de forger de bonnes relations avec les enfants et entre les enfants. Des programmes de résolution des conflits et de gestion de la colère pour les enfants, et une formation spéciale pour les enseignants pour qu'ils puissent rejoindre les élèves présentant le plus de risques, sont actuellement en cours au Canada. Mais nous avons besoin de veiller à ce que les membres de toutes les professions appelées à travailler régulièrement auprès des jeunes enfants reçoivent une formation adéquate sur le développement sain de l'enfant.

B. Les enfants ne sont pas tous vulnérables au même titre

Il a été constaté que les enfants à faible revenu étaient susceptibles de connaître un développement médiocre. Nous avons besoin de politiques publiques qui réduisent la pauvreté, ou qui du moins minimisent les effets de la pauvreté sur le développement de l'enfant. Il devrait s'agir d'une approche exhaustive et coordonnée, faisant appel à des mesures de soutien du revenu, des services de garde d'enfant, de l'emploi et de la formation.

On a constaté que les garçons étaient plus vulnérables que les filles. Nous avons besoin d'examiner plus à fond les causes profondes qui expliquent la vulnérabilité particulière des garçons aux problèmes affectifs et comportementaux.

On a constaté que les nouveaux enfants immigrants étaient beaucoup moins vulnérables que les enfants de la population nationale. Nous avons besoin de réexaminer les procédures de sélection de l'échantillon des enfants immigrants, pour nous assurer que les conclusions relatives à la santé mentale ne sont pas attribuables à un biais de sélection reposant sur la langue ou le pays d'origine.

C. La nécessité d'interventions précoces

Finalement, les deux grandes conclusions des rapports de recherche sont les suivantes :

- le nombre de facteurs de risque augmente à mesure que les enfants vieillissent;
- les enfants exposés à des facteurs de risque multiples sont plus susceptibles d'éprouver des problèmes affectifs et comportementaux significatifs.

Les participants ont conclu que nous devons intervenir précocement pour limiter le nombre de conditions négatives dans la vie de l'enfant, avant que les facteurs de risque ne s'accumulent. Nous avons besoin de programmes universels *et* de programmes ciblés, dès avant la naissance et tout au long de l'enfance, pour favoriser le développement sain de l'enfant et offrir des services efficaces lorsque des problèmes commencent à se manifester. Cela nécessite de solides institutions de base, par exemple en matière de santé publique, de garde des enfants et de bien-être de l'enfance, mais également des programmes de loisirs et des programmes de ressources familiales taillés sur mesure pour les familles et les collectivités.

Conclusion

Sommaire – Orientations futures

Les participants à la conférence ont convenu que tous les secteurs pourront s'inspirer des résultats de l'ELNEJ lorsqu'ils préconiseront des changements à l'appui du bien-être des enfants du Canada. Lorsqu'ils ont évalué la conférence, la plupart lui ont attribué une cote élevée, jugeant que c'était une conférence bien réfléchie à laquelle avait assisté un bon échantillon de participants. Selon l'une des personnes présentes, *«les thèmes et la variété des professionnels réunis représentaient un mélange intéressant de praticiens de première ligne et de décideurs, de même que de chercheurs; on a désespérément besoin d'une plus grande collaboration entre les professions»*. Pour un autre, *«même si les recherches et les discussions étaient de très bonne qualité, il faudrait que les présentateurs exposent les résultats en des termes appropriés pour des non-chercheurs»*.

L'information présentée dans ce sommaire des orientations futures pour les politiques et les programmes s'inspire directement des discussions tenues pendant les ateliers et reflète les opinions des participants. Le sommaire se divise en six grands thèmes de discussion :

- Des interventions universelles et des interventions ciblées
- Les interventions précoces
- Les pratiques parentales
- Les partenariats et l'intégration des services
- La maison, l'école et la collectivité
- Le travail et le revenu

Les thèmes de discussion se veulent des sommaires généraux des résultats des ateliers. Il y aura nécessairement certains chevauchements, ce qui est conforme à l'approche retenue dans le cadre de l'ELNEJ, à savoir de mesurer des résultats et de faciliter l'analyse des facteurs qui influencent le développement et le bien-être de l'enfant de façon holistique. On trouvera une analyse plus pointue des questions propres à chaque thème dans les comptes rendus individuels des divers ateliers.

Même si les données du premier cycle de l'ELNEJ se sont révélées exceptionnellement utiles, les chercheurs et les participants aux ateliers tiennent à préciser que cette recherche longitudinale n'en est qu'à ses premières étapes et qu'il serait prématuré de tenter d'adopter des politiques particulières reposant sur ces résultats. Les idées mises de l'avant pendant les ateliers ne doivent être considérées que comme des éléments à envisager en matière d'intervention ou de soutien stratégique. Au cours des prochaines années, des tendances ressortiront de l'analyse longitudinale de l'ELNEJ qui constitueront une nouvelle base de connaissances sur les nombreux facteurs associés au bien-être de l'enfant, et qui aideront les chercheurs à répondre à des questions fondamentales de recherche. Les données empiriques permettent de mesurer les progrès tout en

cernant les lacunes dans les connaissances, pour donner lieu à l'élaboration de politiques ainsi que de programmes et services à l'avenir. Elles renforcent la planification et, par l'acceptation générale d'indicateurs exprimés en des termes communs, permettent de prendre des initiatives, à la fois individuelles et collectives, au nom des enfants.

Thème 1 : Des interventions universelles et des interventions ciblées

En général, on peut retenir deux approches en matière de prestation des services lorsqu'il s'agit de dispenser du soutien aux enfants et aux familles. Les programmes universels offrent un soutien général à l'ensemble de la population, tandis que les stratégies de prévention primaire ciblées mettent l'accent sur les plus vulnérables. Les discussions en atelier ont apporté une contribution au débat actuel sur l'approche qui serait la plus avantageuse pour les enfants du Canada dans l'ensemble.

Les discussions ont fait ressortir l'importance de programmes universels destinés à l'ensemble de la population qui tablent sur la capacité de toutes les collectivités et de toutes les familles d'améliorer les résultats obtenus par les enfants et la renforcent. Il est également ressorti clairement que pour être les plus efficaces, les programmes ciblés destinés aux familles vulnérables devraient s'intégrer à un solide système universel. Il est préférable que des interventions ciblées efficaces, quelle que soit leur nature, soient intégrées à un solide réseau universel d'éducation, de loisirs, de services sociaux et de santé publique. Le succès des interventions ciblées repose sur un personnel ayant reçu une formation adéquate dans tous les secteurs de service qui rejoignent tous les enfants, l'objectif étant d'abord d'identifier les enfants vulnérables, puis de travailler auprès de leur famille pour réduire cette vulnérabilité. Les deux systèmes fonctionnent en interdépendance, de sorte qu'il est essentiel de combiner les programmes universels et les programmes ciblés.

Les résultats des recherches menées à la suite de l'ELNEJ ont révélé qu'il existe un groupe restreint, mais très important, d'enfants qui présentent des risques multiples et chez qui la probabilité de problèmes de développement est assez élevée. Un vaste éventail de facteurs a été relié à ces enfants et à ces familles vulnérables. La plupart des enfants, y compris la majorité des enfants dans les familles monoparentales, se portent bien; cependant, lorsque des problèmes se manifestent, ils sont fréquemment reliés à une grappe de caractéristiques qui sont surreprésentées chez les parents seuls, dont la majorité sont des mères seules. Des facteurs comme un faible revenu, des problèmes au chapitre des pratiques parentales, la dépression et l'absence de soutiens sociaux, conjugués à la monoparentalité ou à l'état de mère seule, étaient systématiquement associés à des difficultés chez les enfants. Ces constatations ont d'importantes répercussions pour l'élaboration des politiques et des programmes.

En l'absence d'autres recherches qui analyseraient quels éléments de l'état de mère seule expliquent le bien-être de l'enfant, on pourrait, comme première étape, envisager de se concentrer sur la pauvreté chez les enfants. Cependant, des mesures de soutien du revenu à elles seules ne seront peut-être pas suffisantes. Lors des ateliers, les participants ont fait ressortir l'importance des stratégies autres que les stratégies financières qui peuvent renforcer les facteurs de protection et se révéler des solutions de rechange prometteuses ou des ajouts à l'aide économique afin d'améliorer la situation des mères seules et de leurs enfants.

Même si certaines caractéristiques des familles peuvent nous indiquer où il y aurait lieu de cibler les politiques, il serait peu judicieux d'axer les initiatives sur un sous-groupe en particulier. Les politiques visant à favoriser le développement sain chez les enfants devraient s'adresser à l'ensemble de la population, l'objectif étant d'aider les familles de tous genres. Les initiatives spéciales pour les enfants vulnérables et leur famille doivent être considérées comme une composante essentielle de ce système global de soutien.

Thème 2 : Les interventions précoces

Les participants aux ateliers ont confirmé systématiquement qu'une grande priorité serait de fournir des services d'éducation prénatale et de soutien après l'accouchement aux nouveaux parents, puis de continuer d'offrir du soutien pendant des mois, voire même des années, après la naissance d'un enfant. Les soins et les soutiens dispensés d'entrée de jeu aux familles auront des répercussions décisives et durables sur le développement ultérieur de l'enfant – y compris sa croissance physique, intellectuelle et affective; et chez les parents, elles renforceront sensiblement des compétences saines et positives en matière d'éducation des enfants.

Il est ressorti des ateliers que pendant les périodes de grands bouleversements économiques, les jeunes familles, particulièrement les mères, doivent souvent relever des défis plus nombreux qui se répercutent sur leurs enfants. Les participants aux ateliers appuyaient nettement des stratégies d'intervention précoce pour encourager le développement sain de l'enfant. Des programmes et des politiques appuyant des mesures précoces de développement de l'enfant devraient avoir une composante universelle dont la première priorité serait de dispenser du soutien à toutes les familles.

Dans le cadre de tels programmes, il conviendrait de prévoir un mécanisme pour l'identification des personnes vulnérables, pour que les familles ayant des besoins plus nombreux puissent recevoir des interventions plus ciblées. Parmi les initiatives de soutien, on retrouverait la nutrition et l'éducation prénatales; des programmes de visites à domicile; l'éducation préscolaire; les programmes communautaires mobiles et satellites; et des initiatives de «maison» communautaire et de développement communautaire. Plus particulièrement, les visites à domicile pour les nouvelles mères sont considérées comme une intervention universelle de premier plan, qui contribuerait à créer un contexte dans le cadre duquel un professionnel de la santé pourrait faire des observations et prendre les dispositions nécessaires pour offrir des services de suivi en cas de vulnérabilité accrue.

Un dépistage universel à la naissance puis des suivis et des évaluations développementales systématiques devraient être offerts tout au long de l'enfance, à intervalles réguliers, à tous les enfants. Selon les résultats de l'ELNEJ, le nombre de facteurs de risque auxquels sont exposés certains nourrissons et jeunes enfants peut être un prédicteur important de problèmes futurs. Des interventions précoces pour limiter ou modifier les conditions négatives qui se manifestent dans la vie de l'enfant avant que les facteurs de risque ne s'accumulent sont essentielles. Les premières années sont cruciales, puisqu'elles posent les jalons du développement social, économique et cognitif. Un dépistage universel renforcera les interventions précoces en donnant aux praticiens l'occasion d'identifier les enfants les plus vulnérables.

Malheureusement, les programmes d'intervention précoce ne sont pas offerts uniformément partout au pays. Ils ne sont pas offerts dans toutes les collectivités et lorsqu'ils existent, ils ne sont pas toujours intégrés aux services communautaires généraux. C'est une question à laquelle les décideurs doivent s'intéresser. Le bien-être de nos enfants est ancré dans cette première étape du développement, particulièrement les trois premières années de la vie. Il a été démontré que les investissements faits pendant cette période favorisent l'acquisition de compétences et d'aptitudes qui influencent l'acquisition du savoir, la santé et les comportements tout au long de la vie, et qui présentent un meilleur rapport coût-efficacité que les investissements dans des mesures visant à atténuer les conséquences à long terme de l'absence de tels investissements aux premières étapes de la vie des enfants.

Thème 3 : Les pratiques parentales

À mesure que la documentation concernant l'influence de la famille aux premières étapes du développement de l'enfant s'accumule, on comprend mieux les coûts de l'absence de programmes d'interventions précoces efficaces. Les inquiétudes croissantes reliées aux mauvais traitements et à la négligence, la faim chez les enfants et le décrochage ou l'échec scolaire témoignent de la nécessité d'appuyer les parents et renforcent l'importance de leurs rôles dans l'éducation des enfants. Les participants ont exprimé leurs préoccupations à l'idée que, dans notre société, les moyens de préparer les parents à assumer les responsabilités du rôle parental font cruellement défaut. La compétence à ce chapitre est considérée comme un élément essentiel du développement sain et de la sécurité de nos enfants.

De récentes recherches dans le domaine de la neuroscience ont clairement démontré l'importance du développement du cerveau aux premières étapes et ses répercussions sur les capacités du nourrisson et les compétences de l'enfant, mais le message n'est pas toujours transmis aux parents. Il faut des endroits où les parents se familiariseront avec les capacités dont les enfants ont besoin pour se développer, et avec l'importance de leur propre rôle lorsqu'il s'agit de faciliter le processus d'apprentissage. Les parents ont besoin de comprendre à fond le développement de l'enfant pour pouvoir lui assurer une supervision appropriée selon l'âge et établir des règles qui correspondent à son niveau de maturité.

Pour faire acquérir ces compétences aux parents, les participants à la conférence ont recommandé que soient appuyés des programmes universels d'éducation parentale. Il faut appuyer les parents pour les aider à acquérir des compétences qui leur permettront de favoriser un développement social et affectif positif chez leurs enfants. Il conviendrait d'offrir des cours comprenant des volets de renforcement des capacités à long terme que les parents suivraient à mesure que leurs enfants atteignent une nouvelle étape de leur développement. Étant donné les horaires serrés des parents qui travaillent et la vie mouvementée des familles modernes, il faut encourager les parents à continuer de s'intéresser de près à leurs enfants pendant toutes les étapes du développement. Même si le genre et l'intensité des interactions parentales évolue à mesure que l'enfant grandit, l'enfant a toujours besoin d'un contact parental, qui joue un rôle essentiel dans un développement sain.

Tous les parents devraient avoir accès aux programmes d'éducation parentale. Il faudrait également offrir des programmes plus ciblés pour les parents aux prises avec des difficultés plus grandes. Le format à privilégier pour de tels programmes est un format qui minimise les obstacles à l'accès (p. ex., le lieu, les frais de transport, les services de garderie, les niveaux d'alphabétisation) et qui encourage la pleine participation.

Ce qui était également clair aux yeux des participants, c'est que les parents acquièrent, préservent et améliorent leurs compétences parentales dans le contexte de la vie qu'ils mènent. Ce contexte peut se caractériser par une séparation ou un divorce, le déménagement dans une autre collectivité ou des changements importants dans la situation financière. Il n'est pas suffisant de se concentrer uniquement sur l'éducation des parents, sans leur offrir soutien et assistance, compte tenu des stress socioéconomiques qui marquent leur vie aujourd'hui. Les programmes d'intervention précoce qui se sont révélés efficaces ne se sont pas contentés d'aider les familles à assumer leur rôle parental; ils ont également aidé les parents à régler les problèmes qui se présentaient dans leur vie. Les politiques doivent se concentrer sur les moyens d'implanter solidement les soutiens structurels qui faciliteront la vie familiale.

Il faut des politiques publiques pour atténuer les effets de la pauvreté sur le développement de l'enfant. Les familles qui vivent dans la pauvreté ont besoin de soutien sous forme de suppléments financiers, de garderies subventionnées et de débouchés en matière d'éducation. Des mesures d'aide à l'intention des parents qui sont en chômage chronique ou qui n'ont jamais été employés ou qui tentent de retourner sur le marché du travail sont essentielles pour aider ces familles à se sortir de leur situation difficile. De telles interventions exhaustives réduiraient les probabilités que les enfants soient exposés à des risques élevés donnant lieu à des résultats médiocres, tout en favorisant un environnement dans lequel les enfants sont choyés. Il est impératif de répondre aux besoins fondamentaux des enfants canadiens, par exemple en matière de nutrition adéquate et de sécurité au sein d'un foyer sécuritaire et heureux.

Thème 4 : Les partenariats et l'intégration des services

Les participants aux ateliers ont fait remarquer qu'il existe une multitude d'excellents programmes et d'excellentes ressources à l'intention des familles et des enfants; cependant, ils sont souvent exploités isolément les uns des autres. La solution ne consiste pas toujours à mettre sur pied d'autres soutiens pour les familles, mais plutôt à relever le défi d'intégrer les soutiens existants en un réseau efficace. Il faut renforcer la collaboration intersectorielle et multidisciplinaire et adopter des méthodes novatrices pour établir des liens entre les services de prévention et les services d'intervention. Des mécanismes plus efficaces de prestation des services de santé et services de soutien au niveau communautaire auront pour effet de réduire la fragmentation dans la prestation des services et de faciliter les maillages communautaires ultérieurs entre fournisseurs de services.

Pour renforcer les familles et améliorer la santé et le bien-être des enfants, il faut un «système» communautaire exhaustif, coordonné et axé sur la famille. Les problèmes quotidiens auxquels font face les familles défavorisées appellent des solutions interdépendantes exhaustives.

Le système envisagé par les participants est un système qui offrirait à la fois des soutiens économiques et des soutiens sociaux aux familles qui ont des jeunes enfants. Il s'agirait d'un vaste éventail de soutiens communautaires provenant de sources comme les milieux de l'éducation et de la santé, les services sociaux, les services de loisirs et le système pénal. Il faut en faire une priorité, dans l'intérêt des enfants et des familles qui présentent des risques plus élevés de passer à travers les mailles du filet de sécurité lorsqu'il n'y a pas de connexions intersectorielles solides. Selon la ligne de pensée actuelle, il serait préférable, plutôt que d'offrir des programmes, de mettre sur pied des réseaux de services communautaires de soutien pour les familles. Il faut élaborer une politique publique à long terme qui se traduira par un meilleur réseau de soutien communautaire.

Cette nouvelle approche ne saurait cependant se concrétiser si l'information n'est pas mieux partagée et si le public ne comprend pas mieux l'importance du développement dès la petite enfance. Une approche cohérente et exhaustive devra tableur sur les capacités et les points forts actuels des collectivités et encourager le leadership du secteur privé, de même que du secteur non gouvernemental et de tous les paliers de gouvernement. Comme le développement de l'enfant recoupe de nombreux domaines (cognitif, social, physique et affectif) et se manifeste dans de multiples environnements interdépendants, il faut une approche globale. Par exemple, en théorie, le soutien du revenu devrait être assorti de soutiens sociaux, notamment des milieux de travail réceptifs, des services de garderie de qualité et des collectivités sécuritaires. Des partenariats entre les particuliers (y compris les parents), les organismes et les institutions qui comprennent l'importance de la concertation seront essentiels à l'amélioration des résultats, et renforceront les chances de succès.

Thème 5 : La maison, l'école et la collectivité

La recherche a souvent porté sur les répercussions que les caractéristiques individuelles de l'enfant et les caractéristiques de sa famille et de ses camarades peuvent avoir sur le développement. On en sait beaucoup moins au sujet du rôle que la collectivité dans laquelle l'enfant vit joue dans le processus du développement. Cependant, les participants aux ateliers se sont dits préoccupés au sujet de l'instabilité de nombreux quartiers à faible revenu et de leur incapacité de constituer un fondement pour un environnement communautaire sain. L'absence de logements permanents abordables pour les familles à faible revenu et ses répercussions sur la qualité de la collectivité sont des enjeux importants. Les résidents qui n'ont pas de domicile fixe sont moins susceptibles d'établir des contacts avec les voisins ou de s'intéresser au bien-être des enfants du voisinage, ce qui a pour effet de diminuer la cohésion et la sécurité de la collectivité. Les écoles, particulièrement dans les quartiers qui présentent des risques élevés, doivent demeurer en place pour appuyer la collectivité en faisant office de catalyseurs du développement communautaire, en constituant des noyaux d'activités et en mobilisant les citoyens à l'appui d'une cause locale.

Les enfants et les jeunes passent beaucoup de temps en compagnie des enseignants. Il est donc essentiel que ceux-ci aient les outils et les compétences nécessaires pour favoriser le développement sain de l'enfant. Cependant, les écoles ne peuvent agir seules. Les enseignants doivent pouvoir travailler en partenariat avec les parents, les services de santé mentale, les services sociaux, les services de loisirs et d'autres services destinés aux enfants pour aider efficacement tous les enfants à atteindre leur plein potentiel. Les politiques doivent porter sur le renforcement de liens entre les parents, les enseignants et les services de soutien communautaire destinés aux enfants.

Les discussions en atelier sur les questions de l'éducation ont également porté sur les facteurs qui favorisent le succès scolaire. Comme la capacité d'un enfant d'apprendre dépend fortement de son entourage, il faut s'attacher à favoriser des environnements, à la maison comme à l'école, qui sont propices à l'enseignement et à l'acquisition du savoir. Dans des circonstances idéales, les élèves seront bien disposés à apprendre, leurs parents s'intéresseront de près à leurs activités scolaires, et les enseignants auront le temps d'offrir un enseignement de qualité. De toute évidence, ces facteurs sont interdépendants et font eux aussi appel à la participation d'enseignants bien qualifiés, certes, mais aussi des parents et des élèves eux-mêmes. Les enfants qui reçoivent une éducation de qualité seront mieux préparés à mener des vies saines et productives.

Dans le passé, les recherches ont montré que les risques auxquels sont exposés de nombreux jeunes enfants peuvent être contrebalancés par ce qu'il a été convenu d'appeler des facteurs de protection. Ces facteurs peuvent favoriser la résistance chez les jeunes et les aider à persister, en dépit de stressseurs chroniques. Parmi les facteurs de protection, on retrouve les suivants : les familles et les écoles qui offrent un environnement attentif et attentionné; les occasions pour les enfants de participer à la vie de la collectivité et d'y contribuer; de même que de solides systèmes de soutien de l'extérieur axés sur l'école et la collectivité environnante. Des soutiens de ce genre permettent de lutter contre les stressseurs auxquels font face de nombreux enfants, et les enfants pourront même sortir plus forts de leur expérience.

Les discussions ont également porté sur la disponibilité des ressources destinées aux enfants et aux familles dans les quartiers et sur l'accessibilité des équipements récréatifs et culturels. Les participants ont convenu qu'il faut axer les efforts sur les moyens de réduire les obstacles à l'accès,

par exemple le revenu, le transport, le coût des équipements, le sexe ou le statut d'immigrant, de sorte que chaque enfant puisse avoir l'occasion de participer. Des activités de quartier visant à garantir la disponibilité de lieux de loisirs, par exemple des parcs et des centres communautaires, l'accessibilité des programmes de sport de même que des programmes mère-enfant, des services de garderie de qualité et des programmes après l'école, sont essentielles.

Avec des soutiens appropriés, de nombreuses collectivités sont en mesure d'offrir des projets de développement communautaire qui auront pour effet d'améliorer les résultats qu'obtiennent les enfants. Les décideurs doivent s'intéresser à l'ensemble de la collectivité et aux nombreux facteurs de protection qui influencent sa sécurité et sa salubrité. En tant que société, nous devons appuyer les enfants dans leur contexte familial, tout en renforçant les familles dans le contexte communautaire.

Les parents, les enseignants, les organismes communautaires et d'autres jouent tous un rôle dans l'éducation de nos enfants et leur apprentissage de l'autonomie fonctionnelle. Pour en arriver à une approche intégrée qui reconnaît le rôle de chacun de ces acteurs, les politiques doivent être axées sur des interventions vastes, à multiples niveaux et qui supposent la concertation de la famille, de la collectivité et de l'école.

Thème 6 : Le travail et le revenu

De tous les thèmes abordés pendant les ateliers, celui qui est le plus fort et qui est revenu le plus souvent est celui du lien entre la pauvreté et les résultats médiocres chez les enfants, dans tous les aspects de la vie – résultats scolaires, santé, comportements problématiques, intégration à la collectivité, participation à des sports et à des activités artistiques, fonctionnement familial. Les enfants pauvres sont vulnérables tout simplement parce qu'ils sont pauvres. Leurs vies sont perturbées, stressées et limitées sous des aspects que la classe moyenne a peine à s'imaginer. Une activité aussi simple qu'une excursion scolaire peut être source de souffrance, de stress et de difficulté.

Les parents eux aussi connaissent le stress – quand ils tentent de joindre les deux bouts, de trouver un logement abordable, de conserver des emplois à horaire par quarts ou des emplois mal rémunérés, ou de s'accommoder du bien-être social. Même si certains parents, dont la force et les aptitudes sont inhabituelles, réussissent à élever leurs enfants de façon compétente en vivant dans la pauvreté, dans de nombreux cas, les parents stressés sont des parents moins efficaces. La dépression et le dysfonctionnement familial peuvent être endémiques parmi ces familles.

De nos jours, les familles qui veulent maintenir leur niveau de vie ont souvent (voire généralement) besoin de deux revenus. Les parents qui travaillent ou qui étudient à l'extérieur de la maison ont besoin de services de garde d'enfants, ce qui, en soi, a des répercussions importantes sur le bien-être de l'enfant. Dans le contexte du développement de l'enfant, les programmes de garde d'enfants qui font appel à la participation des parents de jeunes enfants peuvent influencer les rapports qu'ils ont avec leurs enfants et la façon dont ils les éduquent, et améliorer les résultats que les enfants obtiendront.

Les parents qui choisissent de rester à la maison avec leurs enfants font des sacrifices réels et profonds, non pas seulement sur le plan financier, mais également sur celui de l'avancement professionnel. Les petits salariés font face à des défis particuliers – emplois instables, mal rémunérés, qui supposent souvent du travail par quarts et un grand stress, tout en tentant de balancer enfants et travail, souvent sans automobile. Les familles qui connaissent le plus de stress sont peut-être les familles monoparentales dont le parent travaille, qui doivent balancer toutes les responsabilités de la tenue de la maison, de l'éducation des enfants et du travail, sans répit. Encore là, certains parents obtiennent de bons résultats, mais à quel prix?

En même temps, les milieux de travail au Canada viennent aggraver les problèmes. Nous avons mis l'accent sur un marché du travail où la mobilité professionnelle et les pressions sont très grandes, ce qui risque de perturber les familles en obligeant les parents à travailler de plus longues heures et à déménager fréquemment – et les déménagements fréquents sont très stressants pour les enfants. Par exemple, la recherche montre que les jeunes qui déménagent souvent sont plus susceptibles d'avoir des problèmes à l'école, d'afficher des comportements difficiles et d'abuser d'intoxicants. Dans plusieurs ateliers, les participants ont demandé des milieux de travail plus favorables à la famille, qui autorisent les employés à participer davantage aux activités scolaires de leurs enfants.

Comme on l'a souvent répété, les parents éprouvent souvent de la difficulté à balancer travail et famille. Nous avons besoin de trouver des moyens d'appuyer les parents pour qu'ils aient la latitude et la capacité nécessaire pour se consacrer davantage à la tâche véritablement essentielle qui consiste à élever des enfants heureux et en santé, tout en travaillant.

Si nous nous préoccupons vraiment du bien-être de tous les enfants du Canada, nous devons considérer que la sécurité du revenu est une nécessité fondamentale. Cependant, toutes les familles qui ont des enfants ont besoin de soutien, qu'il s'agisse de services de garde de grande qualité pour les parents qui travaillent ou de soutien financier pour permettre à un parent de demeurer à la maison, ou encore de mesures novatrices conçues pour assurer une certaine flexibilité à mesure que les situations et les aspirations évoluent.

Nous avons également besoin de nous attaquer à la pénurie de logements abordables, problème qui pousse de nombreuses familles sous la ligne de pauvreté; en outre, comme elles déménagent fréquemment pour trouver un logement moins cher, leur vie en est considérablement perturbée. Les compressions budgétaires dans le logement subventionné et le logement coopératif ont aggravé encore davantage la situation des familles à faible revenu; de surcroît, les coupures dans les programmes de loisirs associés à ces projets ont eu pour effet d'exclure de ces activités récréatives les enfants des familles à faible revenu.

Les suppléments de revenu à l'intention des familles qui ont des enfants devraient être considérés comme un investissement à long terme. Une collaboration entre les différents gouvernements permettra de mettre sur pied des systèmes de mise en œuvre qui répondent aux besoins des familles qui ont des enfants et qui correspondent à leurs choix.

Les recherches essentielles

Pendant la conférence, les recherches relatives au suivi et à la détermination de la **vulnérabilité** des enfants sont ressorties comme l'un des éléments clés qui nous permettront de comprendre le développement des enfants à l'avenir. Pendant son allocution à l'heure du déjeuner, J. Douglas Willms a expliqué l'importance des travaux actuels qui portent sur l'établissement d'un indice de la vulnérabilité. Il a parlé des lacunes dans les recherches antérieures sur les facteurs de risque, qui faisaient généralement leur analyse en fonction d'un seul résultat et qui ne nous donnaient que des indications limitées pour comprendre les répercussions des facteurs de risque multiples.

M. Willms a établi un indice de la vulnérabilité à partir des mesures comportementales, affectives et cognitives les plus valables et les plus fiables de l'ELNEJ pour chaque groupe d'âge. Les enfants qui obtiennent de faibles cotes sur cet indice sont jugés vulnérables, en ce sens que sans intervention, ils n'obtiendront pas de bons résultats ou n'auront pas de possibilités intéressantes dans la vie. Certaines recherches menées à partir de cet indice ont révélé qu'environ 1,2 million d'enfants sont jugés vulnérables au Canada, soit 26,3 % de la population des moins de 12 ans. L'indice de la vulnérabilité permettrait de faire le suivi des progrès de nos enfants dans le temps. Pour réduire le nombre d'enfants vulnérables, qui se retrouvent dans tous les groupes de revenu, dans tous les genres de famille et dans toutes les régions, on pourrait continuer d'améliorer et de perfectionner l'indice de la vulnérabilité, qui représenterait un moyen de poursuivre le débat sur cet enjeu critique de la recherche. Il pourrait servir de marqueur de nos investissements dans les enfants.

Les participants ont affirmé que l'influence du revenu semble légèrement moindre que prévu, ce qui s'explique peut-être en grande partie par l'utilisation de données transversales. Parmi les familles dont on signalait qu'elles étaient pauvres au moment de la collecte des données en 1994, certaines auraient été pauvres depuis longtemps, tandis que d'autres n'auraient peut-être connu la pauvreté que pendant l'année de référence. Comme l'appartenance à cette catégorie de revenu peut être assez limitée dans le temps pour certaines familles, on peut s'attendre à ce que les effets du revenu soient moins importants sur leurs membres que dans les familles qui sont pauvres depuis un certain temps. Par conséquent, l'utilisation de données transversales risque de diluer l'effet d'une pauvreté persistante, de sorte qu'il sera difficile de mesurer l'impact véritable de la pauvreté sur le bien-être de l'enfant.

À mesure que des données continuent d'être recueillies dans le cadre de l'ELNEJ et que des tendances longitudinales se dessinent au sujet du revenu, on s'attend à ce que l'effet du revenu soit de plus en plus significatif. Grâce aux données des prochains cycles, les chercheurs seront en mesure d'examiner certaines questions pertinentes concernant la **sécurité économique**, ce qui nous permettra de mieux comprendre les effets du revenu sur les familles.

Une investigation longitudinale nous permettra de recueillir d'autres données sur un grand nombre des facteurs liés au bien-être de l'enfant. L'ELNEJ est une ressource précieuse qui nous permettra de comprendre les enjeux du développement de l'enfant et qui peut être utilisée pour promouvoir l'éducation publique, dissiper certains mythes et réduire la stigmatisation dont sont victimes les familles pauvres ou les familles non traditionnelles. Par exemple, les recherches menées à partir des données de l'ELNEJ montrent que la majorité des enfants qui vivent dans les familles non traditionnelles, particulièrement ceux qui vivent avec la mère seule, sont en bonne santé et se

développent bien. D'autres investigations détermineront quels facteurs reliés à la monoparentalité exercent la plus grande influence sur le bien-être de l'enfant et quel genre d'interventions stratégiques seraient les plus efficaces pour les mères seules et leurs enfants. Cela comprendrait également la mesure des facteurs qui contribuent à renforcer la capacité des parents d'élever des enfants en santé.

L'influence de la collectivité/du quartier sur le développement de l'enfant est un autre domaine où il y a lieu de faire de nouvelles recherches. Dans l'ensemble, les chercheurs ont constaté que les quartiers moins désirables comptaient un nombre plus élevé d'enfants obtenant de faibles résultats cognitifs et affichant plus de problèmes de comportement. Ils ont constaté que les caractéristiques des familles atténuent l'effet des quartiers sur les très jeunes enfants, mais cependant, certains facteurs attribuables aux quartiers continuent d'exercer leur effet sur les enfants d'âge préscolaire. De telles conclusions laissent penser que même avant le début de l'école, les tout-petits peuvent subir l'influence négative de leurs quartiers, et cette influence semble augmenter à mesure que l'enfant vieillit.

En dépit des solides arguments théoriques voulant que les variables de la collectivité/du voisinage soient un déterminant important du développement de l'enfant, ces facteurs n'ont pas été étudiés de façon suffisamment pointue et de nombreuses questions demeurent. La recherche sur les collectivités est relativement nouvelle et les indicateurs de l'influence communautaire, particulièrement sur les jeunes enfants, sont limités.

Dans le cadre des prochains cycles de l'ELNEJ, on s'attaquera à des questions comme les suivantes : quelles sont les variables les plus importantes à mesurer et comment ces facteurs influencent les enfants de tous les groupes d'âge.

De récents travaux de recherche nous ont permis de mieux comprendre l'importance de cette étape critique du développement humain. Cependant, pour évaluer nos progrès lorsqu'il s'agit de donner à nos enfants le meilleur départ possible, il nous faut encore améliorer nos connaissances et notre analyse, à l'échelle nationale, des six premières années du développement des enfants. Un autre domaine critique de recherche qu'il faudra envisager, c'est l'examen des facteurs qui contribuent au développement du nouveau-né et de l'enfant d'âge préscolaire, les indicateurs importants de *la capacité d'apprendre* et la meilleure façon de les mesurer.

La Direction générale de la recherche appliquée de DRHC a entrepris des travaux pour replacer les composantes de la maturité scolaire dans un contexte plus vaste, compte tenu de l'importance des toutes premières années de la vie lorsqu'il s'agit de poser les jalons des réalisations et du succès à l'âge adulte dans tous les aspects de la vie. Les répercussions de la disponibilité de diverses ressources familiales et communautaires sur les résultats subséquents seront un élément de cette recherche.

Le mot de la fin

Il ne fait aucun doute que le développement de l'enfant est un processus complexe. En notre qualité de chercheurs, de décideurs, d'enseignants, de parents et de fournisseurs de services communautaires, notre but est de comprendre les nombreux facteurs qui jouent un rôle dans le processus de la maturation biologique, sociale et affective. Pour beaucoup d'entre nous, le principal objectif de notre travail est d'être capable de contrôler et de prédire ce qu'est le développement normal, puis de déterminer les politiques et les programmes nécessaires pour aider ceux qui en ont besoin à surmonter les difficultés qu'ils éprouvent.

Même si les données comme celles qui ont été produites par l'ELNEJ jettent une certaine lumière sur ces questions, nous n'aurons jamais de réponses intégrales. En réalité, aucune recherche n'est parfaitement conçue, et dans le domaine de la recherche, il y a toujours des compromis que nous imposent des limites de ressources et des limites de temps, de même que les limites de notre capacité, en tant qu'êtres humains, de véritablement comprendre notre environnement.

Les données recueillies dans le cadre de l'ELNEJ donnent aux chercheurs une information recueillie auprès d'un échantillon représentatif de la population des enfants au Canada. L'avantage de cette vaste base de données, c'est qu'elle peut faciliter les comparaisons et les agrégations statistiques. À l'heure actuelle, il est impossible d'utiliser l'ELNEJ pour étudier des questions particulières de façon approfondie et détaillée; le point fort de l'ELNEJ, c'est plutôt sa capacité d'aborder des questions plus vastes. En même temps, l'ELNEJ compte plusieurs éléments positifs grâce auxquels les chercheurs peuvent adopter une approche très différente de l'analyse et améliorer les investigations précédentes. L'ELNEJ renferme des données sur un vaste éventail de variables qui, à leur tour, peuvent être reliées à d'autres données sur les écoles des enfants, leurs quartiers et leurs collectivités. Les relations entre toutes ces variables seront examinées au fil du temps.

L'ELNEJ fournira aux intervenants l'information dont ils ont besoin pour prendre des décisions éclairées au moment de la formulation des politiques, tout en apportant une contribution significative à notre compréhension des problèmes touchant les enfants à l'avenir. Elle permettra également de continuer de cerner un grand nombre d'enjeux nouveaux et essentiels.

Au niveau le plus vaste, il y va de l'intérêt de la société canadienne de faire en sorte que certaines données tirées de l'ELNEJ soient utilisées pour encourager le dialogue, le débat public et la recherche sur les questions concernant les enfants. Nous devons veiller à ce que les intérêts des enfants soient un facteur de premier plan dans les politiques et les mesures qui, ultimement, auront des répercussions sur eux. En sa qualité de signataire de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, le Canada a déjà pris pareil engagement.

Les gouvernements relèvent ces défis par l'intermédiaire du Plan d'action national pour les enfants, qui permettra d'amorcer un processus menant à l'adoption d'une vision commune pour les enfants du Canada ainsi que de priorités et d'objectifs communs, tout en faisant ressortir notre responsabilité collective qui consiste à veiller à ce que chaque enfant ait la chance de grandir dans un environnement sain, attentionné et sûr. La mesure du bien-être des enfants et le suivi des progrès seront des éléments importants de toute nouvelle stratégie.

L'influence de l'ELNEJ se reflète dans les nombreuses mentions qui en sont faites dans les travaux de recherche et documents stratégiques. Le Réseau de la famille des Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, qui appuie des recherches multidisciplinaires axées sur l'obtention de résultats positifs chez l'enfant tout au long de la vie, cite l'ELNEJ comme une source de données grâce à laquelle les chercheurs pourront faire preuve, dans les mesures et les évaluations des résultats obtenus par les enfants, d'un leadership qui revêtira une importance stratégique. Selon un atelier sur l'élaboration de leur projet de recherche de deux ans sur l'agencement optimal des politiques à l'égard des enfants au Canada, les RC RTP tablent sur l'ELNEJ, parmi différentes études, pour proposer cinq résultats développementaux de premier plan. Selon les RC RTP, il s'agit de résultats suffisamment vastes et génériques pour s'appliquer dans tout un éventail de disciplines, mais qui sont suffisamment précis pour se prêter à des recherches et à des décisions efficaces. Cela représente un changement fondamental par rapport à la façon dont les résultats obtenus par les enfants étaient signalés autrefois, changement qui est attribuable en grande partie à cet important et nouvel outil de recherche.

De la même façon, l'ELNEJ a inspiré les travaux de *L'étude sur la petite enfance*, commandée par la province de l'Ontario au printemps de 1998 et qui avait pour mission de présenter des options et des recommandations qui allaient permettre de préparer tous les jeunes enfants de l'Ontario à connaître le succès à l'école, dans leur carrière et dans la société. Le rapport met l'accent sur le développement holistique de l'enfant et présente des stratégies pour construire des modèles exhaustifs de soutien ayant pour objet d'améliorer les résultats obtenus par les enfants.

Il ne faudra pas perdre de vue l'objectif de la conférence *Investir dans nos enfants*, qui est de promouvoir des mesures inspirées des recherches et d'obtenir de nouvelles données au profit de tous les enfants. Le document *Investir dans nos enfants : Idées à retenir* a pour objet de stimuler de nouvelles discussions sur les mesures qui peuvent être prises par les professionnels, les collectivités et les organismes dans tous les secteurs. Mais surtout, les idées avancées par les participants peuvent servir à nous motiver tous et à nous amener tous à participer à l'amélioration de la vie des enfants du Canada.

Annexe—La recherche

Documents utilisés pour les ateliers

Les travaux de recherche mentionnés dans le document sont énumérés ci-dessous. Il s'agit de sommaires des documents de travail rédigés par les mêmes auteurs, et ils se concentrent davantage sur les principales conclusions que sur la méthodologie. Ils ont été présentés dans les ateliers et distribués lors de la conférence. On peut les trouver sur le site Web de la conférence, à l'adresse suivante : www.hrdc-drhc.gc.ca/arb/conferences/nlscyconf/

W-98-34Fs	Octobre 1998	W-98-25Fs	Octobre 1998
Le tabac et l'alcool ont-ils un effet sur les nouveaux-nés?		Les changements de milieu et les compétences des enfants	
Sarah K. Connor, Lynn McIntyre		Dafna Kohen, Clyde Hertzman, Michele Wiens	
W-98-33Fs	Octobre 1998	W -98-24Fs	Octobre 1998
L'importance des services de garde d'enfants de qualité		Les nouveaux enfants immigrants : comment se portent-ils?	
Dafna Kohen, Clyde Hertzman		Morton Beiser, Feng Hou, Ilene Hyman, Michel Tousignant	
W-98-32Fs	Octobre 1998	W-98-23Fs	Octobre 1998
Les pratiques parentales font-elles une différence?		Importance des relations avec les frères et sœurs, les enseignants et les amis chez les enfants éprouvant un haut niveau de stress	
Ruth K. Chao, J. Douglas Willms		Jenny Jenkins, Daniel Keating	
W-98-31Fs	Octobre 1998	W-98-22Fs	Octobre 1998
Le mythe de l'équilibre travail-famille		Comprendre l'apport des facteurs de risque multiples dans le développement de l'enfant au fil des ans	
Cynthia D. Cook, J. Douglas Willms		Sarah Landy, Kwok Kwan Tam	
W-98-30Fs	Octobre 1998	W -98-21Fs	Octobre 1998
L'agressivité chez les filles au Canada : faut-il y voir un sujet de préoccupation?		Un bon départ pour les enfants canadiens : le régime de santé universel répond-il aux besoins?	
Debra J. Pepler, Farroukh Sedighdeilami		Satya Brink, Peter J. Smith	
W -98-29Fs	Octobre 1998	W-98-20Fs	Octobre 1998
Les problèmes de comportement durant l'enfance peuvent-ils mener à la délinquance?		Quel est le bilan de santé des enfants immigrants?	
Jane Sprott, Anthony Doob		Audrey Kobayashi, Mark Rosenberg	
W -98-28Fs	Octobre 1998	W -98-19Fs	Octobre 1998
L'intimidation et la victimisation chez les enfants d'âge scolaire au Canada		Grandir comme homme ou comme femme au Canada	
Wendy M. Craig, Ray de V. Peters, Roman Konarski		Virginia Caputo, Katherine Kelly	
W-98-27Fs	Octobre 1998	W-98-18Fs	Octobre 1998
Les enfants dont la mère consomme beaucoup d'alcool		Quels enfants ne font pas de sport et ne participent pas à des activités artistiques ni à des programmes communautaires?	
R. O. Pihl, Pierre McDuffy, Wendy Strickler, Jean-Marc Assaad, Etienne Dubreuil, Richard Tremblay		David R. Offord, Ellen Lipman, Eric Duku	
W-98-26Fs	Octobre 1998	W -98-17Fs	Octobre 1998
Aperçu de la faim chez les enfants au Canada		Le déménagement et ses répercussions sur vos enfants	
Lynn McIntyre, Sarah Connor, James Warren		David J. Dewit, David Offord, Kathy Braun	

- W -98-16Fs Octobre 1998
Le lieu a-t-il de l'importance?
Michael H. Boyle, Ellen Lipman
- W-98-15Fs Octobre 1998
L'affluence des quartiers et la maturité scolaire
Dafna Kohen, Clyde Hertzman
- W-98-14Fs Octobre 1998
La réussite scolaire au début de l'adolescence : les attitudes à l'égard de l'école sont-elles déterminantes?
Jennifer Connolly, Virginia Hachette, Loren McMaster
- W-98-13Fs Octobre 1998
Quelle est l'incidence des familles sur le succès scolaire des enfants?
Bruce A. Ryan, Gerald R. Adams
- W -98-12Fs Octobre 1998
Les mères qui travaillent et leurs enfants
Pierre Lefebvre, Philip Merrigan
- W-98-11Fs Octobre 1998
Et qu'en est-il des enfants dans les familles dirigées par une mère seule?
Ellen L. Lipman, Michael H. Boyle, Martin D. Dooley, David R. Offord
- W-98-10Fs Octobre 1998
Grandir avec maman et papa? Les enfants et l'instabilité familiale
Nicole Marcil-Gratton
- W-98-9Fs Octobre 1998
Les enfants en situation de garde après divorce ont-ils plus de problèmes que les enfants qui vivent dans un milieu familial intact?
Tony Haddad
- W-98-8Fs Octobre 1998
Comparaison d'enfants de familles monoparentales : différences et similitudes
David P. Ross, Paul A. Roberts, Katherine Scott
- W-98-7Fs Octobre 1998
Comment les enfants de parents seuls diffèrent-ils de l'ensemble des enfants?
David P. Ross, Paul A. Roberts, Katherine Scott

Annexe (suite)

Documents de travail

Les documents de travail au long dont s'inspirent les sommaires destinés aux ateliers sont énumérés ci-dessous. Ils ont été publiés dans la série des documents de travail de la Direction générale de la recherche appliquée, en format papier et en format électronique. On trouvera à la deuxième page du présent document des renseignements sur la façon de les commander.

W-98-30E	Octobre 1998	W-98-20E	Octobre 1998
Aggressive Girls in Canada		Healthy Immigrant Children: A Demographic and Geographic Analysis	
Debra J. Pepler, Farrokh Sedighdeilami		Audrey Kobayashi, Eric Moore, Mark Rosenberg	
W-98-29E	Octobre 1998	W-98-18E	Octobre 1998
Who Are The Most Violent Ten And Eleven Year Olds? An Introduction To Future Delinquency		Sports, The Arts and Community Programs: Rates and Correlates of Participation	
Jane B. Sprott, Anthony N. Doob		David R. Offord, Ellen L. Lipman, Eric K. Duku	
W-98-28E	Octobre 1998	W-98-17E	Octobre 1998
Bullying and Victimization Among Canadian School Children		The Relationship Between Geographic Relocation and Childhood Problem Behaviour	
Wendy M. Craig, Ray Dev. Peters, Roman Konarski		David J. DeWit, David R. Offord, Kathy Braun	
W-98-27F	Octobre 1998	W-98-16E	Octobre 1998
L'alcool et les pratiques parentales : les effets d'une forte consommation de la mère		Do Places Matter? A Multilevel Analysis of Geographic Variations in Child Behaviour in Canada	
R.O. Pihl, Pierre McDuff, Wendy Strickler, Jean-Marc Assaad, Étienne Dubreuil, Richard Tremblay		Michael H. Boyle, Ellen L. Lipman	
W-98-26F	Octobre 1998	W-98-15E	Octobre 1998
Aperçu de la faim chez les enfants au Canada		Neighbourhood Influences on Children's School Readiness	
Lynn McIntyre, Sarah Connor and James Warren		Dafna E. Kohen, Clyde Hertzman, Jeanne Brooks-Gunn	
W-98-25E	Octobre 1998	W-98-14E	Octobre 1998
Environmental Changes and Children's Competencies		Early Adolescence: Links with Personal Attitudes and Parental and Teacher Support for School	
Dafna E. Kohen, Clyde Hertzman, Michele Wiens		Jennifer A. Connolly, Virginia Hatchette, Loren E. McMaster	
W-98-24E	Octobre 1998	W-98-13E	Octobre 1998
Growing Up Canadian - A Study of New Immigrant Children		Family Relationships and Children's School Achievement: Data from the National Longitudinal Survey of Children and Youth	
Morton Beiser, Feng Hou, Ilene Hyman, Michel Tousignant		Bruce A. Ryan, Gerald R. Adams	
W-98-23E	Octobre 1998	W-98-12E	Octobre 1998
Risk and Resilience in Six- and Ten-Year-Old Children		Family Background, Family Income, Maternal Work and Child Development	
Jenny Jenkins, Daniel Keating		Pierre Lefebvre, Philip Merrigan	
W-98-22E	Octobre 1998		
Understanding the Contribution of Multiple Risk Factors on Child Development at Various Ages			
Sarah Landy and Kwok Kwan Tam			

W-98-11E Octobre 1998
Children and Lone-Mother Families: An Investigation
of Factors Influencing Child Well-Being
Ellen L. Lipman, Michael H. Boyle, Martin D. Dooley
and David R. Offord

W-98-9F Octobre 1998
Les modalités de garde et l'émergence de problèmes
affectifs ou comportementaux chez les enfants
Tony Haddad

W-98-8E Octobre 1998
Mediating Factors in Child Development Outcomes:
Children in Lone-Parent Families
David P. Ross, Paul A. Roberts, Katherine Scott

W-98-7E Octobre 1998
Variations in Child Development Outcomes Among
Children Living in Lone-Parent Families
David P. Ross, Paul A. Roberts, Katherine Scott